

**PROJET
DE LOI DE FINANCES
N° 55-23
POUR
L'ANNEE BUDGETAIRE 2024**

**PROJET DE LOI DE FINANCES N° 55-23
POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 2024**

PREMIERE PARTIE

**DONNEES GENERALES
DE L'EQUILIBRE FINANCIER**

TITRE PREMIER

Dispositions relatives aux recettes publiques

I.- IMPÔTS ET REVENUS AUTORISÉS

Article premier

I. – Sous réserve des dispositions de la présente loi de finances, continueront d'être opérées, pendant l'année budgétaire 2024, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur :

1) la perception des impôts, produits et revenus affectés à l'Etat ;

2) la perception des impôts, produits, taxes et revenus affectés aux collectivités territoriales, aux établissements publics et organismes dûment habilités.

II. – Le Gouvernement est autorisé à procéder au financement par l'emprunt et par le recours à tout autre instrument financier dans les conditions prévues par la présente loi de finances.

III. – Toutes contributions, directes ou indirectes, autres que celles autorisées par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur et par la présente loi de finances, à quelque titre et sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, sont formellement interdites, à peine, contre les autorités qui les ordonneraient, contre les employés qui confectionneraient les rôles et fixeraient les tarifs et contre ceux qui en feraient le recouvrement, d'être poursuivis comme concussionnaires, sans préjudice de l'action en répétition, pendant trois années, contre les receveurs, percepteurs ou autres personnes qui en auraient fait la perception.

Sont également punissables des peines prévues à l'égard des concussionnaires, tous détenteurs de l'autorité publique ou fonctionnaires publics qui, sous une forme quelconque et pour quelque motif que ce soit, auront, sans autorisation législative ou réglementaire, accordé des exonérations ou franchises de droits, impôts ou taxes publiques, ou auront effectué gratuitement la délivrance de produits ou services des établissements de l'Etat.

Droits de douane et impôts indirects

Article 2

I. – Conformément aux dispositions de l'article 70 de la Constitution, autorisation est donnée au gouvernement, pendant l'année budgétaire 2024, à l'effet de :

- modifier ou suspendre par décrets, à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée, les quotités tarifaires et les autres droits et taxes perçus à l'importation et à l'exportation, ainsi que les taxes intérieures de consommation prévues par le dahir portant loi n° 1-77-340 du 25 chaoual 1397 (9 octobre 1977) déterminant les quotités applicables aux marchandises et ouvrages soumis à taxes intérieures de consommation, ainsi que les dispositions spécifiques à ces marchandises et ouvrages ;
- modifier ou compléter, par décrets, les listes des produits originaires et en provenance de certains pays d'Afrique, bénéficiant de l'exonération du droit d'importation, ainsi que la liste de ces pays.

Les décrets visés ci-dessus doivent être soumis à la ratification du Parlement dans la prochaine loi de finances.

II. – Conformément aux dispositions de l'article 70 de la Constitution, sont ratifiés, les décrets ci-après, pris en vertu des dispositions de l'article 2 de la loi de finances n° 50-22 pour l'année budgétaire 2023 :

- décret n°2-23-47 du 5 rejev 1444 (27 janvier 2023), modifiant le décret n°2-22-818 du 22 rabii I 1444 (19 octobre 2022), portant suspension de la perception du droit d'importation applicable aux bovins domestiques ;
- décret n°2-23-317 du 9 hija 1444 (28 juin 2023), portant suspension de la perception du droit d'importation applicable à certains tubes en acier ;
- décret n°2-23-590 du 3 moharrem 1445 (21 juillet 2023), portant modification des quotités du droit d'importation applicable à certains produits pharmaceutiques.

Code des douanes et impôts indirects

Article 3

A compter du 1^{er} janvier 2024, les dispositions des articles 76 bis-3°, 130-4°, 156-1°, 164 bis-1°, 181-1°, 282, 297 et 297 bis du code des douanes et impôts indirects relevant de l'administration des douanes et impôts indirects, approuvé par le dahir portant loi n° 1-77-339 du 25 chaoual 1397 (9 octobre 1977), sont modifiées et complétées comme suit :

« Article 76 bis. - 3° la déclaration simplifiée
« la réglementation en vigueur.

« Elle peut.....
«

« La déclaration

« Elle permet l'enlèvement chargé des
« finances, à l'exclusion des déclarations simplifiées couvrant
« des marchandises en transit prévues à l'article 156-1°
« ci-dessous, selon les modalités fixées par l'administration.

« L'enlèvement des marchandises ne peut intervenir
« qu'aux conditions de l'article 100 ci-après.

« L'inscription dans la comptabilité
(la suite sans modification.)

« Article 130. – 4° (ajouté) – Lorsque pour des raisons
« commerciales dûment justifiées, le soumissionnaire ne
« peut procéder à l'exportation, la cession ou la mise à la
« consommation des marchandises entreposées sous ce régime,
« lesdites marchandises peuvent, sans préjudice des suites
« contentieuses, être abandonnées au profit de l'administration
« ou détruites en présence de ses agents, en exonération des
« droits et taxes exigibles sous réserve que lesdits droits et taxes
« n'aient pas été acquittés ou garantis dans les conditions fixées
« aux articles 93, 94, 96 et 98 ci-dessus.

« La destruction ou l'abandon desdites marchandises
« ne doit entraîner aucun frais pour le Trésor. »

« Article 156. - 1° Les marchandises en transit circulent
« sous le couvert soit d'un acquit à caution, ou de tout autre
« document en tenant lieu, soit de la déclaration simplifiée
« prévue à l'article 76 bis-3° ci-dessus. »

« Article 164 bis. – 1° Sont importés de
« l'article 5 ci-dessus :

« a).....
«
«

« j) Les biens, matériels et marchandises importés :

« – par la Ligue nationale
«
«

« – par le groupement (2 avril 2014) ;

« – par la Fondation Mohammed VI des sciences et de
« la santé créée par la loi n° 23-23, promulguée par le dahir
« n° 1-23-57 du 23 hija 1444 (12 juillet 2023) dans le cadre
« de ses missions ;

« k).....
(la suite sans modification.)

« Article 181 - 1° Ceux qui détiennent ou transportent
« les marchandises passibles des droits et taxes à l'importation
« ou des taxes intérieures de consommation doivent, à première
« réquisition.....

(la suite sans modification.)

« Article 282. – La contrebande s'entend :

« 1°- des importations
«
«

« 4°-des marchandises ;

« 5°- toute manœuvre visant l'importation de marchandises
« sans déclaration, en utilisant des pratiques frauduleuses qui
« modifient les caractéristiques techniques et les identifiants du
« moyen de transport utilisé dans l'opération d'importation. »

« Article 297. – Constituent des contraventions
« douanières de troisième classe :

« 1°- les infractions
«
«

« 7° - ci-dessus ;

« 8° - le défaut d'annexer à la déclaration en détail, les
« documents exigés par la législation et la réglementation en
« vigueur. »

« Article 297 bis. – Les contraventions douanières de
« troisième classe sont punies :

« – d'une amende
«
« visée au paragraphe 7° de l'article 297
« précité ;

« – d'une amende de 10.000 à 50.000 dhs pour l'infraction
« visée au paragraphe 8 de l'article 297 précité. »

Tarif des droits de douane

Article 4

I. – A compter du 1^{er} janvier 2024, la quotité de 40% du tarif
des droits d'importation fixé par l'article 4 §I de la loi de finances
n° 25-00 pour la période du 1^{er} juillet au 31 décembre 2000,
promulguée par le dahir n° 1-00-241 du 25 rabii I 1421
(28 juin 2000), tel qu'il a été modifié et complété, est ramenée
à 30%.

La quotité de 30% ne s'applique pas aux produits relevant
du chapitre 24 du tarif des droits d'importation et aux produits
qui étaient soumis au droit d'importation au taux de 40%,
avant l'entrée en vigueur de la loi de finances rectificative
n° 35-20 pour l'année budgétaire 2020.

II. – A compter du 1^{er} janvier 2024, le tarif des droits
d'importation fixé par l'article 4 §I de la loi de finances
n° 25-00 pour la période du 1^{er} juillet au 31 décembre 2000,
précitée, est modifié comme suit :

| Codification | | | | Désignation des Produits | Droit d'importation | Unité de Quantité Normalisée | Unités Complémentaires |
|--------------|-------|---------|-------|---|---------------------|------------------------------|------------------------|
| 1 | 09.02 | 0902.10 | 00 00 | Thé, même aromatisé. – Thé vert (non fermenté) présenté en emballages immédiats d'un contenu n'excédant pas 3 kg | 30 | kg | - |
| | | 0902.20 | 00 | – Thé vert (non fermenté) présenté autrement | | | |
| 1 | | | 10 | - - - dans des emballages d'un contenu supérieur à 3 kg et inférieur à 20 kg | 30 | kg | - |
| 1 | | | 90 | - - - dans des emballages d'un contenu égal ou supérieur à 20 kg..... | 2,5 | kg | - |
| 1 | | 0902.30 | 00 00 | ..... |  |  |  |
| | 16.04 | | | Préparations et conserves de poissons; caviar et ses succédanés préparés à partir d'œufs de poisson. – Poissons entiers ou en morceaux, à l'exclusion des poissons hachés : | | | |
| | | 1604.14 | 00 | -- Thons, listaos et bonites (<i>Sarda spp.</i>) --- présentés en bocaux, verres, récipients hermétiquement fermés : --- autrement présentés : 91 | | | |
| 1 | | | 91 | ..... |  |  |  |
| 1 | | | 92 | -- -- miettes de listaos ou bonites à ventre rayé (<i>Euthynnus (Katsuwonus) pelamis</i>), traitées thermiquement, congelées et non conditionnées pour la vente au détail..... | 17,5 | kg | - |
| 1 | | | 98 | ..... |  |  |  |
| | 24.04 | | | Produits contenant du tabac, du tabac reconstitué, de la nicotine ou des succédanés de tabac ou de nicotine, destinés à une inhalation sans combustion; autres produits contenant de la nicotine, destinés à l'absorption de la nicotine dans le corps humain – Produits destinés à une inhalation sans combustion : | | | |
| 1 | | 2404.11 | 00 00 | ..... |  |  |  |
| 5 | | 2404.12 | 00 00 | -- Autres, contenant de la nicotine..... | 40 | kg | - |
| | | 2404.19 | 00 | -- Autres | | | |
| 5 | | | 10 | --- sous forme de préparations chimiques..... | 40 | kg | - |
| 1 | | | 90 | ..... |  |  |  |
| 1 | | 2404.91 | 00 00 | – Autres : | | | |
| | 72.08 | | | Produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, d'une largeur de 600 mm ou plus, laminés à chaud, non plaqués ni revêtus. | | | |
| | | 7208.10 | | – Enroulés, simplement laminés à chaud, présentant des motifs en relief | | | |

| | | | | | | | |
|---|----------------|----|----|--|------|----|---|
| 5 | | 10 | 00 | --- d'une largeur inférieure à 1,50 m..... | 17,5 | kg | — |
| 5 | | 90 | 00 | --- autres | 17,5 | kg | — |
| | 7208.25 | | | --- Autres, enroulés, simplement laminés à chaud, décapés : | | | |
| | | | | --- D'une épaisseur de 4,75 mm ou plus | | | |
| 5 | | 10 | 00 | --- d'une largeur inférieure à 1,50 m..... | 17,5 | kg | — |
| 5 | | 90 | 00 | --- autres..... | 17,5 | kg | — |
| | 7208.26 | | | --- D'une épaisseur de 3 mm ou plus mais inférieure à 4,75 mm | | | |
| 5 | | 10 | 00 | --- d'une largeur inférieure à 1,50 m..... | 17,5 | kg | — |
| 5 | | 90 | 00 | --- autres | 17,5 | kg | — |
| | 7208.27 | | | --- D'une épaisseur inférieure à 3 mm | | | |
| 5 | | 10 | 00 | --- d'une largeur inférieure à 1,50 m | 17,5 | kg | — |
| 5 | | 90 | 00 | --- autres | 17,5 | kg | — |
| | 7208.36 | | | --- Autres, enroulés, simplement laminés à chaud : | | | |
| | | | | --- D'une épaisseur excédant 10 mm | | | |
| 5 | | 10 | 00 | --- d'une largeur inférieure à 1,50 m | 17,5 | kg | — |
| 5 | | 90 | 00 | --- autres | 17,5 | kg | — |
| | 7208.37 | | | --- D'une épaisseur de 4,75 mm ou plus mais n'excédant pas 10 mm | | | |
| 5 | | 10 | 00 | --- d'une épaisseur inférieure ou égale à 6 mm, d'une largeur supérieure ou égale à 900 mm mais n'excédant pas 1500 mm | 17,5 | kg | — |
| | | 90 | | --- autres : | | | |
| 5 | | 30 | | ---- d'une largeur inférieure à 1,50 m | 17,5 | kg | — |
| 5 | | 80 | | ---- autres | 17,5 | kg | — |
| | 7208.38 | | | --- D'une épaisseur de 3 mm ou plus mais inférieure à 4,75 mm | | | |
| 5 | | 10 | 00 | --- d'une largeur supérieure ou égale à 900 mm mais n'excédant pas 1500 mm | 17,5 | kg | — |
| | | 90 | | --- autres : | | | |
| 5 | | 30 | | ---- d'une largeur inférieure à 1,50 m | 17,5 | kg | — |
| 5 | | 80 | | ---- autres | 17,5 | kg | — |
| | 7208.39 | | | --- D'une épaisseur inférieure à 3 mm | | | |
| 5 | | 10 | 00 | --- d'une épaisseur supérieure ou égale à 1,6 mm, d'une largeur supérieure ou égale à 900 mm mais n'excédant pas 1500 mm | 17,5 | kg | — |
| | | 90 | | --- autres : | | | |
| 5 | | 30 | | ---- d'une largeur inférieure à 1,50 m | 17,5 | kg | — |
| 5 | | 80 | | ---- autres | 17,5 | kg | — |
| | 7208.40 | | | --- Non enroulés, simplement laminés à chaud, présentant des motifs en relief | | | |
| 5 | | 10 | 00 | --- d'une épaisseur inférieure ou égale à 4,75 mm | 17,5 | kg | — |
| 5 | | 90 | 00 | --- autres | 17,5 | kg | — |
| | | | | --- Autres, non enroulés, simplement laminés à chaud : | | | |
| 5 | 7208.51 | 00 | 00 | --- D'une épaisseur excédant 10 mm | 17,5 | kg | — |
| | 7208.52 | | | --- D'une épaisseur de 4,75 mm ou plus mais n'excédant pas 10 mm | | | |
| 5 | | 10 | 00 | --- de plus de 4,75 mm d'épaisseur | 17,5 | kg | — |
| 5 | | 90 | 00 | --- autres | 17,5 | kg | — |
| 5 | 7208.53 | 00 | 00 | --- D'une épaisseur de 3 mm ou plus mais inférieure à 4,75 mm | 17,5 | kg | — |
| | 7208.54 | | | --- D'une épaisseur inférieure à 3 mm | | | |
| 5 | | 10 | | --- en acier contenant en poids 0,6% ou plus de carbone, à condition que la teneur en soufre et en phosphore soit inférieure en poids à 0,04% pour chacun de ces éléments pris isolément et à 0,07% pour ces deux éléments pris ensemble | 17,5 | kg | — |
| 5 | | 20 | | --- autres, dits «magnétiques» | 17,5 | kg | — |

| | | | | | | | |
|---|----------------|--|-------|---|------|----|---|
| 5 | | | 99 | --- autres | 17,5 | kg | — |
| | 7208.90 | | | — Autres | | | |
| 5 | | | 10 00 | --- en acier contenant en poids 0,6% ou plus de carbone, à condition que la teneur en soufre et en phosphore soit inférieure en poids à 0,04% pour chacun de ces éléments pris isolément et à 0,07% pour ces deux éléments pris ensemble | 17,5 | kg | — |
| 5 | | | 20 00 | --- autres, simplement découpés de forme carrée ou rectangulaire, même simplement traités à la surface, mais non autrement ouvrés | 17,5 | kg | — |
| 5 | | | 90 00 | --- autres | 17,5 | kg | — |
| | 72.09 | | | Produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, d'une largeur de 600 mm ou plus, laminés à froid, non plaqués ni revêtus. | | | |
| | | | | — Enroulés, simplement laminés à froid : | | | |
| 5 | 7209.15 | | 00 00 | -- D'une épaisseur de 3 mm ou plus | 17,5 | kg | — |
| | 7209.16 | | 00 | -- D'une épaisseur excédant 1 mm mais inférieure à 3 mm | | | |
| 5 | | | 10 | --- en acier contenant en poids 0,6% ou plus de carbone, à condition que la teneur en soufre et en phosphore soit inférieure en poids à 0,04% pour chacun de ces éléments pris isolément et à 0,07% pour ces deux éléments pris ensemble | 17,5 | kg | — |
| | | | | --- autres : | | | |
| 5 | | | 91 | ---- de 2 mm inclus à 3 mm exclus | 17,5 | kg | — |
| 5 | | | 99 | ---- de 1 mm exclus à 2 mm exclus | 17,5 | kg | — |
| | 7209.17 | | 00 | -- D'une épaisseur de 0,5 mm ou plus mais n'excédant pas 1 mm | | | |
| 5 | | | 10 | --- en acier contenant en poids 0,6 % ou plus de carbone, à condition que la teneur en soufre et en phosphore soit inférieure en poids à 0,04 % pour chacun de ces éléments pris isolément et à 0,07 % pour ces deux éléments pris ensemble | 17,5 | kg | — |
| 5 | | | 90 | --- autres | 17,5 | kg | — |
| | 7209.18 | | 00 | -- D'une épaisseur inférieure à 0,5 mm | | | |
| 5 | | | 10 | --- en acier contenant en poids 0,6% ou plus de carbone, à condition que la teneur en soufre et en phosphore soit inférieure en poids à 0,04% pour chacun de ces éléments pris isolément et à 0,07% pour ces deux éléments pris ensemble | 17,5 | kg | — |
| 5 | | | 90 | --- autres | 17,5 | kg | — |
| | | | | — Non enroulés, simplement laminés à froid : | | | |
| 5 | 7209.25 | | 00 00 | -- D'une épaisseur de 3 mm ou plus | 17,5 | kg | — |
| | 7209.26 | | 00 | -- D'une épaisseur excédant 1 mm mais inférieure à 3 mm | | | |
| 5 | | | 10 | --- en acier contenant en poids 0,6% ou plus de carbone, à condition que la teneur en soufre et en phosphore soit inférieure en poids à 0,04% pour chacun de ces éléments pris isolément et à 0,07% pour ces deux éléments pris ensemble | 17,5 | kg | — |
| | | | | --- autres : | | | |
| 5 | | | 91 | ---- de 2 mm inclus à 3 mm exclus | 17,5 | kg | — |
| 5 | | | 99 | ---- de 1 mm exclus à 2 mm exclus | 17,5 | kg | — |
| | 7209.27 | | 00 | -- D'une épaisseur de 0,5 mm ou plus mais n'excédant pas 1 mm | | | |
| 5 | | | 10 | --- en acier contenant en poids 0,6% ou plus de carbone, à condition que la teneur en soufre et en phosphore soit inférieure en poids à 0,04% pour chacun de ces éléments pris isolément et à 0,07% pour ces deux éléments pris ensemble | 17,5 | kg | — |
| 5 | | | 90 | --- autres | 17,5 | kg | — |
| | 7209.28 | | 00 | -- D'une épaisseur inférieure à 0,5 mm | | | |

| | | | | | | | |
|---|--------------|----------------|-------|--|------|----|---|
| 5 | | | 10 | --- en acier contenant en poids 0,6% ou plus de carbone, à condition que la teneur en soufre et en phosphore soit inférieure en poids à 0,04% pour chacun de ces éléments pris isolément et à 0,07% pour ces deux éléments pris ensemble | 17,5 | kg | — |
| 5 | | | 90 | --- autres | 17,5 | kg | — |
| | | 7209.90 | | — Autres | | | |
| 5 | | | 10 00 | --- en acier contenant en poids 0,6% ou plus de carbone, à condition que la teneur en soufre et en phosphore soit inférieure en poids à 0,04% pour chacun de ces éléments pris isolément et à 0,07% pour ces deux éléments pris ensemble | 17,5 | kg | — |
| | | | 20 | --- autres, simplement découpés de forme carrée ou rectangulaire, même simplement traités à la surface, mais non autrement ouvrés : | | | |
| 5 | | | 10 | ---- simplement lustrés, polis ou glacés | 17,5 | kg | — |
| 5 | | | 90 | ---- autres..... | 17,5 | kg | — |
| 5 | | | 90 00 | --- autres | 17,5 | kg | — |
| | 72.10 | | | Produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, d'une largeur de 600 mm ou plus, plaqués ou revêtus. | | | |
| | | | | — Étamés : | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | 7210.20 | | — Plombés, y compris le fer terne | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | --- autres, simplement découpés de forme carrée ou rectangulaire, même ondulés, mais non autrement ouvrés : | | | |
| | | | | | | | |
| 5 | | | 22 00 | ..... |  |  |  |
| 5 | | | 29 00 | ---- autres, même ondulés | 17,5 | kg | — |
| 5 | | | 90 00 | ..... |  |  |  |
| | | | | | | | |
| | | | | — Revêtus d'aluminium : | | | |
| 5 | | 7210.61 | 00 00 | — Revêtus d'alliages d'aluminium et de zinc..... | 17,5 | kg | — |
| 5 | | 7210.69 | 00 00 | — Autres | 17,5 | kg | — |
| | | 7210.70 | | — Peints, vernis ou revêtus de matières plastiques | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | --- autres, simplement découpés de forme carrée ou rectangulaire, mais non autrement ouvrés : | | | |
| 5 | | | 21 00 | ---- étamés sur les deux faces puis imprimés sur une face avant de recevoir un vernissage ou un revêtement de matières plastiques imprimé, d'une largeur comprise entre 800 mm et 1000 mm..... | 17,5 | kg | — |
| 5 | | | 29 00 | ..... |  |  |  |
| | | | | | | | |
| | | 7210.90 | | — Autres | | | |
| 5 | | | 10 00 | --- en acier contenant en poids 0,6% ou plus de carbone, à condition que la teneur en soufre et en phosphore soit inférieure en poids à 0,04% pour chacun de ces éléments pris isolément et à 0,07% pour ces deux éléments pris ensemble | 17,5 | kg | — |
| | | | | --- autres, simplement découpés de forme carrée ou rectangulaire, mais non autrement ouvrés : | | | |
| | | | | | | | |
| | | | 29 | ---- autres : | | | |
| | | | | ----- plaqués : | | | |

| | | | | | | | |
|---|--------------|----------------|-----------|--|------|----|---|
| 5 | | | 11 | ----- d'une épaisseur de 3 mm et plus | 17,5 | kg | — |
| 5 | | | 19 | ----- d'une épaisseur de moins de 3 mm | 17,5 | kg | — |
| | | | | ----- autres : | | | |
| 5 | | | 91 | ----- chromés | 17,5 | kg | — |
| 5 | | | 99 | ----- autres | 17,5 | kg | — |
| | | 90 | | ---- autres : | | | |
| | | | | | | | |
| | 72.11 | | | Produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, d'une largeur inférieure à 600 mm, non plaqués ni revêtus. | | | |
| | | | | – Simplement laminés à chaud : | | | |
| | | 7211.13 | 00 | – – Laminés sur les quatre faces ou en cannelures fermées, d'une largeur excédant 150 mm et d'une épaisseur de 4 mm ou plus, non enroulés et ne présentant pas de motifs en relief | | | |
| 5 | | | 10 | --- en acier contenant en poids 0,6% ou plus de carbone, à condition que la teneur en soufre et en phosphore soit inférieure en poids à 0,04% pour chacun de ces éléments pris isolément et à 0,07% pour ces deux éléments pris ensemble | 17,5 | kg | — |
| | | | | --- autres, d'une épaisseur maximum de 6 mm, d'une largeur maximum de 500 mm et dont l'épaisseur n'excède pas le dixième de la largeur : | | | |
| 5 | | | 21 | ---- dits «magnétiques» | 17,5 | kg | — |
| 5 | | | 29 | ---- autres | 17,5 | kg | — |
| 5 | | | 30 | --- autres, d'une épaisseur de 5 mm exclus à 100 mm inclus | 17,5 | kg | — |
| | | | | --- autres, d'une largeur supérieure à 500 mm : | | | |
| 5 | | | 40 | ---- dits «magnétiques» | 17,5 | kg | — |
| 5 | | | 50 | ---- autres | 17,5 | kg | — |
| 5 | | | 90 | --- autres | 17,5 | kg | — |
| | | 7211.14 | 00 | – – Autres, d'une épaisseur de 4,75 mm ou plus | | | |
| 5 | | | 10 | --- en acier contenant en poids 0,6% ou plus de carbone, à condition que la teneur en soufre et en phosphore soit inférieure en poids à 0,04% pour chacun de ces éléments pris isolément et à 0,07% pour ces deux éléments pris ensemble | 17,5 | kg | — |
| | | | | --- autres, d'une largeur supérieure à 500 mm, présentés en bobines d'un poids minimum de 500 kg : | | | |
| 5 | | | 21 | ---- pour laminés plats dits «magnétiques» | 17,5 | kg | — |
| 5 | | | 22 | ---- destinés au relaminage | 17,5 | kg | — |
| 5 | | | 29 | ---- autres | 17,5 | kg | — |
| | | | | --- autres, d'une épaisseur maximum de 6 mm, d'une largeur maximum de 500 mm et dont l'épaisseur ne dépasse pas le dixième de la largeur : | | | |
| 5 | | | 31 | --- dits «magnétiques» | 17,5 | kg | — |
| 5 | | | 39 | ---- autres | 17,5 | kg | — |
| 5 | | | 40 | --- autres, d'une épaisseur de 5 mm exclus à 100 mm inclus | 17,5 | kg | — |
| | | | | --- autres, d'une largeur supérieure à 500 mm : | | | |
| 5 | | | 50 | ---- dits «magnétiques» | 17,5 | kg | — |
| | | | | ---- autres : | | | |
| 5 | | | 61 | ----- d'une épaisseur de plus de 4,75 mm | 17,5 | kg | — |
| 5 | | | 69 | ----- autres | 17,5 | kg | — |
| 5 | | | 90 | --- autres | 17,5 | kg | — |
| | | 7211.19 | 00 | – – Autres | | | |
| 5 | | | 10 | --- en acier contenant en poids 0,6% ou plus de carbone, à condition que la teneur en soufre et en phosphore soit inférieure en poids à 0,04% pour chacun de ces éléments pris isolément et à 0,07% pour ces deux éléments pris ensemble | 17,5 | kg | — |

| | | | | | | | |
|---|----------------|----|-------|--|------|----|---|
| | | | | --- autres, d'une largeur supérieure à 500 mm, d'une épaisseur minimum de 1,5 mm présentés en bobines d'un poids minimum de 500 kg : | | | |
| 5 | | 20 | ---- | pour laminés plats dits «magnétiques» | 17,5 | kg | — |
| | | | | ---- destinés au relaminage : | | | |
| 5 | | 31 | ----- | d'une épaisseur de moins de 3 mm..... | 17,5 | kg | — |
| 5 | | 39 | ---- | autres | 17,5 | kg | — |
| | | | | ---- autres : | | | |
| 5 | | 41 | ----- | d'une épaisseur de moins de 3 mm | 17,5 | kg | — |
| 5 | | 49 | ---- | autres | 17,5 | kg | — |
| | | | | --- autres, d'une largeur maximum de 500 mm et dont l'épaisseur ne dépasse pas le dixième de la largeur : | | | |
| 5 | | 51 | ---- | dits «magnétiques» | 17,5 | kg | — |
| 5 | | 59 | ---- | autres | 17,5 | kg | — |
| | | | | --- autres, d'une largeur supérieure à 500 mm : | | | |
| 5 | | 60 | ---- | dits «magnétiques» | 17,5 | kg | — |
| | | | | ---- autres, d'une épaisseur : | | | |
| 5 | | 71 | ----- | de 2 mm inclus à 3 mm exclus | 17,5 | kg | — |
| 5 | | 72 | ----- | de 1 mm exclus à 2 mm exclus | 17,5 | kg | — |
| 5 | | 73 | ----- | de 0,50 mm inclus à 1 mm inclus | 17,5 | kg | — |
| 5 | | 74 | ----- | de moins de 0,50 mm | 17,5 | kg | — |
| 5 | | 79 | ---- | autres | 17,5 | kg | — |
| 5 | | 90 | ---- | autres | 17,5 | kg | — |
| | | | | — Simplement laminés à froid : | | | |
| | 7211.23 | 00 | | — Contenant en poids moins de 0,25% de carbone | | | |
| | | | | --- d'une épaisseur maximum de 6 mm, d'une largeur maximum de 500 mm et dont l'épaisseur n'excède pas le dixième de la largeur : | | | |
| | | | | | | | |
| 5 | | 20 | ---- | destinés à faire le fer blanc (présentés en rouleaux) | 17,5 | kg | — |
| 5 | | 30 | ---- | autres | 17,5 | kg | — |
| | | | | --- autres, d'une largeur supérieure à 500 mm : | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | ---- autres, d'une épaisseur : | | | |
| 5 | | 51 | ----- | de 3 mm ou plus | 17,5 | kg | — |
| 5 | | 58 | ---- | autres | 17,5 | kg | — |
| 5 | | 90 | ---- | autres | 17,5 | kg | — |
| | 7211.29 | 00 | | — Autres | | | |
| 5 | | 10 | --- | en acier contenant en poids 0,6% ou plus de carbone, à condition que la teneur en soufre et en phosphore soit inférieure en poids à 0,04% pour chacun de ces éléments pris isolément et à 0,07% pour ces deux éléments pris ensemble | 17,5 | kg | — |
| | | | | --- autres, d'une épaisseur maximum de 6 mm, d'une largeur maximum de 500 mm et dont l'épaisseur n'excède pas le dixième de la largeur : | | | |
| | | | | | | | |
| 5 | | 30 | ---- | destinés à faire le fer blanc (présentés en rouleaux) | 17,5 | kg | — |
| 5 | | 40 | ---- | autres | 17,5 | kg | — |
| | | | | --- autres, d'une largeur supérieure à 500 mm : | | | |
| | | | | | | | |
| 5 | | 60 | ---- | autres | 17,5 | kg | — |
| 5 | | 90 | ---- | autres | 17,5 | kg | — |

| | | | | | | | | |
|---|-------|---------|---------|---|--|------|----|---|
| 5 | 72.12 | 7211.90 | 10 00 | – Autres – – – en acier contenant en poids 0,6% ou plus de carbone, à condition que la teneur en soufre et en phosphore soit inférieure en poids à 0,04% pour chacun de ces éléments pris isolément et à 0,07% pour ces deux éléments pris ensemble | 17,5 | kg | – | |
| 5 | | | 20 00 | – – – autres, même simplement traités à la surface, mais non autrement ouvrés..... | 17,5 | kg | – | |
| 5 | | | 90 00 | | | | | |
| | | | | | Produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, d'une largeur inférieure à 600 mm, plaqués ou revêtus. | | | |
| | | | 7212.10 | | | | | |
| | | | 7212.40 | | – Peints, vernis ou revêtus de matières plastiques | | | |
| | | | | | – – – autres : – – – – d'une largeur maximum de 500 mm et dont l'épaisseur inférieure ou égale à 6 mm n'excède pas le dixième de la largeur : | | | |
| 5 | | | | 31 00 | – – – – simplement peints, vernis ou revêtus de matières plastiques, même ondulés, mais non autrement ouvrés | 17,5 | kg | – |
| | | | | 39 | – – – – autres : | | | |
| | | | 7212.50 | | – Autrement revêtus | | | |
| 5 | | | 10 00 | – – – en acier contenant en poids 0,6% ou plus de carbone, à condition que la teneur en soufre et en phosphore soit inférieure en poids à 0,04% pour chacun de ces éléments pris isolément et à 0,07% pour ces deux éléments pris ensemble | 17,5 | kg | – | |
| 5 | | | 20 00 | – – – autres : – – – – d'une largeur maximum de 500 mm et dont l'épaisseur inférieure ou égale à 6 mm n'excède pas le dixième de la largeur : | | | | |
| 5 | | | 30 00 | – – – – simplement revêtus, même ondulés, mais non autrement ouvrés | 17,5 | kg | – | |
| 5 | | | 40 00 | – – – – autres : – – – – autrement revêtus, même ondulés, mais non autrement ouvrés : | | | | |
| 5 | | | 64 00 | | | | | |
| 5 | | | 68 00 | – – – – autres..... | 17,5 | kg | – | |
| 5 | | 7212.60 | 90 00 | – Plaqués | | | | |
| 5 | | | 10 00 | – – – en acier contenant en poids 0,6% ou plus de carbone, à condition que la teneur en soufre et en phosphore soit inférieure en poids à 0,04% pour chacun de ces éléments pris isolément et à 0,07% pour ces deux éléments pris ensemble | 17,5 | kg | – | |
| | | | | – – – autres : – – – – d'une largeur maximum de 500 mm et dont l'épaisseur inférieure ou égale à 6 mm n'excède pas le dixième de la largeur : | | | | |
| 5 | | | 20 00 | – – – – simplement plaqués, même ondulés, mais non autrement ouvrés..... | 17,5 | kg | – | |
| 5 | | | 30 00 | – – – – autres : | | | | |
| | | | 91 | – – – – simplement plaqués, même ondulés, mais non autrement ouvrés : | | | | |
| 5 | | | 10 | – – – – d'une épaisseur de 3 mm et plus..... | 17,5 | kg | – | |
| 5 | | | 90 | – – – – d'une épaisseur de moins de 3 mm..... | 17,5 | kg | – | |

| | | | | | | | |
|---|--------------|----------------|----|---|------|----|---|
| 5 | | 99 | 00 | ..... |  |  |  |
| | 72.25 | | | Produits laminés plats en autres aciers alliés, d'une largeur de 600 mm ou plus. | | | |
| | | | | – En aciers au silicium dits “magnétiques” : | | | |
| | | | | | | | |
| | | 7225.30 | | – Autres, simplement laminés à chaud, enroulés | | | |
| | | | | – de section rectangulaire, d'une épaisseur minimum de 1,50 mm, présentés en bobines d'un poids minimum de 500 kg : | | | |
| | | | | – d'une largeur de moins de 1,50 m : | | | |
| 5 | | 10 | 00 | – destinés au relaminage..... | 17,5 | kg | – |
| | | | | – autres : | | | |
| 5 | | 21 | 00 | – d'une épaisseur de plus de 4,75 mm..... | 17,5 | kg | – |
| 5 | | 22 | 00 | – d'une épaisseur de 3 mm inclus à 4,75 mm inclus..... | 17,5 | kg | – |
| 5 | | 29 | 00 | – d'une épaisseur de moins de 3 mm..... | 17,5 | kg | – |
| | | | | – d'une largeur de 1,50 m ou plus : | | | |
| 5 | | 31 | 00 | – d'une épaisseur de plus de 4,75 mm..... | 17,5 | kg | – |
| 5 | | 32 | 00 | – d'une épaisseur de 3 mm inclus à 4,75 mm inclus..... | 17,5 | kg | – |
| 5 | | 39 | 00 | – d'une épaisseur de moins de 3 mm..... | 17,5 | kg | – |
| | | | | – autres : | | | |
| 5 | | 91 | 00 | – d'une épaisseur de plus de 4,75 mm | 17,5 | kg | – |
| 5 | | 92 | 00 | – d'une épaisseur de 3 mm inclus à 4,75 mm inclus..... | 17,5 | kg | – |
| 5 | | 99 | 00 | – d'une épaisseur de moins de 3 mm..... | 17,5 | kg | – |
| | | 7225.40 | | – Autres, simplement laminés à chaud, non enroulés | | | |
| 5 | | 10 | 00 | – d'une épaisseur de plus de 4,75 mm..... | 17,5 | kg | – |
| 5 | | 20 | 00 | – d'une épaisseur de 3 mm inclus à 4,75 mm inclus..... | 17,5 | kg | – |
| 5 | | 90 | 00 | – d'une épaisseur de moins de 3 mm..... | 17,5 | kg | – |
| 5 | | 7225.50 | 00 | – Autres, simplement laminés à froid | 17,5 | kg | – |
| | | | | – Autres : | | | |
| | | | | | | | |
| | | 7225.92 | | – Autrement zingués | | | |
| 5 | | 10 | 00 | – en acier à coupe rapide..... | 17,5 | kg | – |
| 5 | | 90 | 00 | – autres..... | 17,5 | kg | – |
| 5 | | 7225.99 | 00 | – Autres..... | 17,5 | kg | – |
| | 72.26 | | | Produits laminés plats en autres aciers alliés, d'une largeur inférieure à 600 mm. | | | |
| | | | | – En aciers au silicium dits “magnétiques”: | | | |
| | | | | | | | |
| | | 7226.20 | 00 | – En aciers à coupe rapide | | | |
| | | | | – d'une largeur maximum de 500 mm, et dont l'épaisseur, inférieure ou égale à 6 mm, n'excède pas le dixième de la largeur : | | | |
| 5 | | 11 | | – simplement laminés à chaud..... | 17,5 | kg | – |
| 5 | | 19 | | – simplement laminés à froid..... | 17,5 | kg | – |
| 5 | | 20 | | – autres..... | 17,5 | kg | – |
| | | | | – autres : | | | |
| | | | | – simplement laminés à chaud : | | | |
| 5 | | 51 | | – d'une épaisseur de plus de 4,75 mm..... | 17,5 | kg | – |
| 5 | | 52 | | – d'une épaisseur de 3 mm inclus à 4,75 mm inclus..... | 17,5 | kg | – |

| | | | | | | | |
|---|--------------|----|----|--|------|----|---|
| 5 | | | 59 | ----- d'une épaisseur de moins de 3 mm..... | 17,5 | kg | - |
| | | | | ---- simplement laminés à froid : | | | |
| 5 | | | 61 | ----- d'une épaisseur de 3 mm ou plus..... | 17,5 | kg | - |
| 5 | | | 69 | ----- d'une épaisseur de moins de 3 mm..... | 17,5 | kg | - |
| 5 | | | 90 | ---- autres | 17,5 | kg | - |
| | | | | - Autres : | | | |
| 5 | 7226.91 | 00 | 00 | -- Simplement laminés à chaud..... | 17,5 | kg | - |
| 5 | 7226.92 | 00 | 00 | -- Simplement laminés à froid..... | 17,5 | kg | - |
| | 7226.99 | | | -- Autres | | | |
| 5 | | 10 | 00 | ..... |  |  |  |
| 5 | | 80 | 00 | --- autres | 17,5 | kg | - |
| | 85.09 | | | Appareils électromécaniques à moteur électrique incorporé, à usage domestique, autres que les aspirateurs du n° 85.08. | | | |
| | 8509.40 | 00 | | - Broyeurs et mélangeurs pour aliments; presse-fruits et presse-légumes | | | |
| 8 | | | 10 | --- broyeurs et mélangeurs pour aliments ; presse-fruits..... | 30 | u | N |
| 8 | | | 90 | --- presse-légumes..... | 30 | u | N |
| 8 | 8509.80 | 00 | 00 | - Autres appareils..... | 30 | u | - |
| 8 | 8509.90 | 00 | 00 | - Parties..... | 30 | kg | - |
| | 85.10 | | | Rasoirs, tondeuses et appareils à épiler, à moteur électrique incorporé. | | | |
| | 8510.10 | | | -Rasoirs..... | | | |
| 8 | | 10 | 00 | --- à l'état monté et complet..... | 30 | u | N |
| 8 | | 80 | 00 | --- autres..... | 30 | u | - |
| 8 | 8510.20 | 00 | 00 | - Tondeuses..... | 30 | u | - |
| 8 | 8510.30 | 00 | 00 | - Appareils à épiler..... | 30 | u | - |
| | 8510.90 | 00 |  | ..... |  |  |  |
| | | | | | | | |
| | 85.11 |  |  | ..... |  |  |  |
| | 85.16 | | | Chauffe-eau et thermoplongeurs électriques; appareils électriques pour le chauffage des locaux, du sol ou pour usages similaires; appareils électrothermiques pour la coiffure (sèche-cheveux, appareils à friser, chauffe-fers à friser, par exemple) ou pour sécher les mains; fers à repasser électriques; autres appareils électrothermiques pour usages domestiques; résistances chauffantes, autres que celles du n° 85.45. | | | |
| | 8516.10 | | | - Chauffe-eau et thermoplongeurs électriques | | | |
| 8 | | 10 | 00 | ..... |  |  |  |
| 8 | | 20 | 00 | --- thermoplongeurs..... | 30 | u | N |
| | | | | - Appareils électriques pour le chauffage des locaux, du sol ou pour usages similaires : | | | |
| 8 | 8516.21 | 00 | 00 | ..... |  |  |  |
| | | | | | | | |
| | | | | - Appareils électrothermiques pour la coiffure ou pour sécher les mains : | | | |
| 8 | 8516.31 | 00 | 00 | -- Sèche-cheveux..... | 30 | u | - |
| 8 | 8516.32 | 00 | 00 | -- Autres appareils pour la coiffure..... | 30 | u | - |
| 8 | 8516.33 | 00 | 00 | -- Appareils pour sécher les mains..... | 30 | u | - |
| 8 | 8516.40 | 00 | 00 | - Fers à repasser électriques..... | 30 | u | - |
| 8 | 8516.50 | 00 | 00 | - Fours à micro-ondes..... | 30 | u | - |
| | 8516.60 | 00 |  | ..... |  |  |  |
| | | | | | | | |

| | | | | | | | | |
|---|--------------|----------------|----|----|--|------------|----------|---|
| | | | | | - Autres appareils électrothermiques : | | | |
| 8 | | 8516.71 | 00 | 00 | -- Appareils pour la préparation du café ou du thé..... | 30 | u | - |
| 8 | | 8516.72 | 00 | 00 | -- Grille-pain..... | 30 | u | - |
| 8 | | 8516.79 | 00 | 00 | -- Autres..... | 30 | u | - |
| 8 | | 8516.80 | 00 | 00 | -- Résistances chauffantes..... | 30 | u | - |
| 8 | | 8516.90 | 00 | 00 | ..... |  |  |  |
| | 85.17 | | | | Postes téléphoniques d'usagers, y compris les téléphones intelligents et autres téléphones pour réseaux cellulaires et pour autres réseaux sans fil ; autres appareils pour l'émission, la transmission ou la réception de la voix, d'images ou d'autres données, y compris les appareils pour la communication dans un réseau filaire ou sans fil (tel qu'un réseau local ou étendu), autres que ceux des n°s 84.43, 85.25, 85.27 ou 85.28 . | | | |
| | | | | | - Postes téléphoniques d'usagers, y compris les téléphones intelligents et autres téléphones pour réseaux cellulaires et pour autres réseaux sans fil : | | | |
| | | 8517.11 | 00 | | -- Postes téléphoniques d'usagers par fil à combinés sans fil | | | |
| 7 | | | | 30 | ..... |  |  |  |
| 7 | | | | 90 | --- autres..... | 30 | u | - |
| 7 | | 8517.13 | 00 | 00 | -- Téléphones intelligents..... | 30 | u | - |
| 7 | | 8517.14 | 00 | 00 | -- Autres téléphones pour réseaux cellulaires ou autres réseaux sans fil | 30 | u | - |
| 7 | | 8517.18 | 00 | 00 | -- Autres..... | 30 | u | - |
| | | | | | - Autres appareils pour l'émission, la transmission ou la réception de la voix, d'images ou d'autres données, y compris les appareils pour la communication dans un réseau filaire ou sans fil (tel qu'un réseau local ou étendu) : | | | |
| 7 | | 8517.61 | 00 | 00 | ..... |  |  |  |
| | 87.01 | | | | Tracteurs (à l'exclusion des chariots-tracteurs du n° 87.09). | | | |
| | | | | | | | | |
| | | 8701.24 | | | -- Uniquement à moteur électrique pour la propulsion | | | |
| 6 | | | 10 | 00 | ..... |  |  |  |
| | | | | | --- autres : | | | |
| 7 | | | 91 | 00 | ---- neufs | 2,5 | u | N |
| 7 | | | 99 | 00 | ---- usagés | 2,5 | u | N |
| | | 8701.29 |  |  | ..... |  |  |  |

Taxes intérieures de consommation

Article 5

I - A compter du 1^{er} janvier 2024, les dispositions des articles 9, 10 et l'intitulé du chapitre premier du titre III du dahir portant loi n° 1-77-340 du 25 chaoual 1397 (9 octobre 1977) déterminant les quotités applicables aux marchandises et ouvrages soumis à taxes intérieures de consommation, ainsi que les dispositions spécifiques à ces marchandises et ouvrages, tel qu'il a été modifié et complété, sont modifiées ou complétées comme suit :

« Article 9. – Les quotités sont fixées
« aux tableaux A, C, F, G, H, I, J, K et L ci-après :

« A – Taxes intérieures de consommation sur les boissons,
« alcools et produits à base d'alcool

| DESIGNATION DES PRODUITS | UNITE DE PERCEPTION | QUOTITE (DH) |
|--|-----------------------|--------------|
| I.- Eaux gazeuses ou non gazeuses, eaux minérales, eaux de table ou autres, aromatisées ou non aromatisées, limonades préparées avec du jus de citron, à l'exception des boissons visées au tableau L-6 ci-dessous : | I -Hectolitre volume | |
| a) - eaux gazeuses ou non gazeuses, eaux minérales, eaux de table ou autres, aromatisées par addition de moins de dix pour cent (10%) de jus de fruits comestibles ou de son équivalent en jus concentré, limonades préparées avec moins de dix pour cent (10%) de jus de citron ou de son équivalent en jus concentré : | | |
| - - contenant du sucre : | | |
| - - - par addition de 5 g/100ml ou moins de sucre | - id - | 30,00 |
| - - - par addition de plus de 5 g/100ml et moins de 10 g/100ml de sucre | - id - | 40,00 |
| - - - par addition de 10 g/100ml ou plus de sucre | - id - | 45,00 |
| - - autres..... | - id - | 20,00 |
| | | |
| c) ..... | ..... | ..... |
| d) (abrogé) | | |
| e) (abrogé) | | |
| f) ..... | ..... | ..... |
| g)..... | ..... | ..... |
| II –Bières : | II. Hectolitre volume | |
| a)..... | ..... | ..... |
| b) autres bières..... | -id - | 2000,00 |

| | | |
|---|--|-----------|
| III -Vins | III. Hectolitre volume | 1500,00 |
| IV-Alcool éthylique ainsi que les autres alcools susceptibles de recevoir les applications de l'alcool éthylique : | IV. Hectolitre d'alcool pur (les dixièmes de degré étant taxables). | ..... |
| a)..... | ..... | ..... |
| | | |
| d)- Destinés à la préparation ou contenus dans les eaux-de-vie, liqueurs, apéritifs, vermouths, fruits conservés à l'alcool, vins de liqueurs, mistelles, confiseries à l'alcool et autres spiritueux | -id - | 30.000,00 |

« C-.....
«
«

« I – Taxes intérieures de consommation applicables sur
« les pneumatiques même montés sur jantes :

| DESIGNATION DES PRODUITS | UNITE DE PERCEPTION | QUOTITE (DH) |
|--|---------------------|--------------|
| Pneumatiques même montés sur jantes..... | Kg | 5 |

« J -

« K -

« L - Taxes intérieures de consommation applicables sur
« les produits contenant du sucre.

| DESIGNATION DES PRODUITS | DATE D'EFFET | | | | |
|--|--|------------------------------|---------------------|------------------------------|------------------------------|
| | TENEUR EN SUCRE AJOUTE EN GRAMMES (pour 100g ou 100ml) | | UNITE DE PERCEPTION | QUOTITE (EN DH) | |
| | 1 ^{er} janvier 2024 | 1 ^{er} janvier 2025 | | 1 ^{er} janvier 2024 | 1 ^{er} janvier 2025 |
| 1- Biscuiterie et pâtisserie industrielles : | | | | | |
| - - Produits de la pâtisserie industrielle et de la biscuiterie | Plus de 41 | Plus de 39 | 100 Kgs | 140 | 210 |
| - - Produits de la pâtisserie industrielle, biscuits et gaufrettes, additionnés de chocolat et autres préparations alimentaires contenant du cacao | Plus de 52 | Plus de 50 | -id- | 170 | 260 |

| | | | | | |
|--|--------------|-------------|---------|-----|------|
| 2- Sucrierie sans cacao : | | | | | |
| -- Confiserie dure | Plus de 64 | Plus de 61 | 100 Kgs | 600 | 900 |
| -- Confiserie tendre | Plus de 59 | Plus de 56 | -id- | 600 | 900 |
| -- Chewing-gum | Plus de 66 | Plus de 62 | -id- | 600 | 900 |
| 3- Chocolaterie : | | | | | |
| -- Chocolat | Plus de 47 | Plus de 46 | 100 Kgs | 300 | 450 |
| -- Pâte à tartiner | Plus de 58 | Plus de 56 | -id- | 400 | 600 |
| -- Sucre chocolaté | Plus de 65 | Plus de 63 | -id- | 500 | 750 |
| -- cacao sucré, cacao sucré en poudre | Plus de 81 | Plus de 75 | -id- | 500 | 750 |
| 4- Produits de la laiterie : | | | | | |
| -- lait fermenté (yaourt ferme, brassé ou à boire) | Plus de 10 | Plus de 8,8 | 100 Kgs | 80 | 120 |
| -- Desserts lactés | Plus de 13 | Plus de 12 | -id- | 100 | 150 |
| -- Lait concentré sucré | Plus de 49 | Plus de 48 | -id- | 80 | 120 |
| -- Lait aromatisé | Plus de 8,7 | Plus de 8,5 | -id- | 80 | 120 |
| -- Fromage blanc ou frais | Plus de 9 | Plus de 8 | -id- | 80 | 120 |
| -- Crème glacée au lait d'un poids égal ou supérieur à 500g | Plus de 13 | Plus de 12 | -id- | 100 | 150 |
| -- Boissons au lait | Plus de 9 | Plus de 8 | -id- | 80 | 120 |
| 5- Confiture et marmelade | Plus de 57,5 | Plus de 55 | 100 Kgs | 100 | 150 |
| 6- Boissons préparées à base d'eau contenant 10% ou plus de jus de fruits ou de son équivalent en jus concentré. | Plus de 8 | Plus de 7 | 100 Kgs | 25 | 37,5 |
| 7- Préparations en poudre contenant du café | Plus de 80 | Plus de 63 | -id- | 500 | 750 |
| 8- Produits à base de céréales obtenus par soufflage ou grillage (Céréales petit déjeuner et barres de céréales). | Plus de 32 | Plus de 27 | -id- | 120 | 180 |
| 9- Biscottes, pain grillé et produits similaires grillés. | Plus de 12 | Plus de 10 | -id- | 100 | 150 |
| 10-Préparations en poudre pour sauces, soupes, potages ou bouillons, soupes potages ou bouillons préparés. | Plus de 17 | Plus de 15 | 100 Kgs | 100 | 150 |
| 11- Sirops. | Plus de 57 | Plus de 49 | -id- | 300 | 450 |

« Titre III

«

« Chapitre premier

« *Boissons alcoolisées ou non, tabacs*

« *manufacturés et produits contenant du sucre*

« *Article 10. – La mise à la consommation*

« des tabacs manufacturés et des produits contenant du sucre,
« soumis au paiement de la taxe intérieure de consommation
« selon les quotités fixées aux tableaux A, G et L de l'article 9
« ci-dessus, en tenant lieu. »

II. – Le chapitre IV du titre III du dahir portant loi n° 1-77-340 du 25 chaoual 1397 (9 octobre 1977) précité, est complété par l'article 42 *bis* comme suit :

« *Article 42 bis. – Le gasoil et le supercarburant prévus*
« au tableau C de l'article 9 ci-dessus, ne peuvent être mis à
« la consommation que s'ils sont marqués selon des procédés
« agréés par l'administration.

« Seuls les industriels et les prestataires agréés par
« l'administration, peuvent procéder à la production ou la
« fourniture des marqueurs du gasoil et du supercarburant
« précités qui doivent répondre aux normes fixées par
« l'administration.

« Les industriels et prestataires visés ci-dessus sont
« soumis à la surveillance de l'administration. »

III. – Dates d'effet

1 – La mise à la consommation dans des contenants et emballages munis de marques fiscales ou tout autre procédé, prévue à l'article 10 du dahir portant loi n° 1-77-340 du 25 chaoual 1397 (9 octobre 1977) précité, sera étendue à compter du 1^{er} janvier 2026 aux produits contenant du sucre fixées au tableau L dudit article 10 tel que modifié et complété par le paragraphe I ci-dessus.

2 – Le gasoil et le supercarburant prévus au tableau C de l'article 9 tel que modifié et complété par le paragraphe I ci-dessus, doivent être mis à la consommation à compter du 1^{er} janvier 2025, conformément aux dispositions de l'article 42 *bis* tel qu'ajouté par le paragraphe II ci-dessus.

Code général des impôts

Article 6

I. – A compter du 1^{er} janvier 2024, les dispositions des articles 29, 30, 34, 35, 38-II, 39, 88, 89, 91, 92, 99, 101, 102, 103, 104-II, 106, 112, 117, 121, 123, 124, 125, 133, 135-II, 175, 177, 182, 204, 216, 220-VIII, 221 bis, 232-V et 247-XXXXI du code général des impôts, institué par l'article 5 de la loi de finances n° 43-06 pour l'année budgétaire 2007, promulguée par le dahir n° 1-06-232 du 10 hijra 1427 (31 décembre 2006), tel que modifié et complété, sont modifiées et complétées comme suit :

« Article 29. – Evaluation des dépenses des personnes
« physiques lors de l'examen de l'ensemble de la situation fiscale

« Les dépenses s'entendent :

« 1° – des frais.....

« 2° –

« 3° –d'acquisition ;

« 4° – des loyers réels acquittés par la personne physique
« pour ses besoins privés ;

« 5° – du montant annuel
« contractés par la personne physique pour ses besoins autres
« que professionnels ;

« 6° – du montant des sommes versées par la personne
« physique pour l'acquisition des biens meubles ou immeubles
« non destinés à usage professionnel

« 7° –

« 8° –

« 9° – tous les frais à caractère personnel, autres que
« ceux visés ci-dessus ainsi que toutes les dépenses supportées
« par la personne physique pour le compte des ascendants,
« descendants, conjoints ou autres personnes ayant un lien
« avec lui.»

« Article 30. – Définition des revenus professionnels

« Sont considérés
« le revenu :

« 1° – les bénéficiaires.....

« 3° –
« qu'elle a au Maroc ;

« 4° – les revenus évalués dans le cadre de la procédure
« de l'examen de l'ensemble de la situation fiscale des personnes
« physiques, prévue à l'article 216 ci-dessous, dont la source
« n'a pas été justifiée. »

« Article 34. – Produits imposables

« Les produits s'entendent :

« I. –

« II. –

« III. – du montant des revenus visés à l'article 30
« (2° et 4°) ci-dessus.

« Article 35. – Charges déductibles

« Les charges déductibles sur le
« revenu.

« Ne sont pas déductibles comme charges de
« personnel
« en commandite simple, à l'exclusion des

« cotisations sociales versées dans le cadre des régimes prévus
« par la loi n° 98-15 relative au régime de l'assurance maladie
« obligatoire de base pour les catégories des professionnels,
« des travailleurs indépendants et des personnes non salariées
« exerçant une activité libérale et par la loi n° 99-15 instituant
« un régime de pensions, pour les catégories des professionnels,
« des travailleurs indépendants et des personnes non salariées
« exerçant une activité libérale.

« Les rémunérations

(la suite sans modification.)

« Article 38. – II. – Le résultat net simplifié
« sous réserve des dispositions des articles 11 et 35 ci-dessus
« et à l'exclusion l'article 8-I ci-dessus. »

« Article 39. – Conditions d'application du régime du
« résultat net simplifié

« Le régime

« 1° –

« 2° – à l'article 30 (1°- c), 2° et 4°) ci-dessus.

« L'option

(la suite sans modification.)

« Article 88. – Principes gouvernant la notion de
« territorialité

« Une opération est réputée faite au Maroc :

« 1° –
« ;

« 2° – s'il s'agit de toute autre opération, lorsque la
« prestation fournie, le service rendu, le droit cédé ou l'objet loué
« sont exploités ou utilisés au Maroc ou lorsque
« la prestation de service est fournie à distance de manière
« dématérialisée par une personne non résidente n'ayant pas
« d'établissement au Maroc à un client ayant son siège, son
« établissement ou son domicile fiscal au Maroc ou à un client
« résidant à titre occasionnel au Maroc.

« On entend par service fourni à distance de manière
« dématérialisée, toute prestation rendue à travers un outil de
« communication à distance, y compris les biens incorporels
« et les autres biens immatériels.»

« Article 89. – Opérations obligatoirement imposables

« I. – Sont soumis à la taxe sur la valeur ajoutée :

« 1° –
«
« 9° – sur place ;

« 10° – a) les locations portant sur les locaux :

« – meublés ou garnis et les locaux qui sont équipés pour
« un usage professionnel ainsi que les locaux se trouvant
« dans les complexes commerciaux (Mall) y compris les
« éléments incorporels du fonds de commerce ;

« – non équipés à usage professionnel acquis ou construits
« avec bénéfice du droit à déduction ou de l'exonération
« de la taxe sur la valeur ajoutée ;

« b) les opérations.....

(la suite sans modification.)

« Article 91. – Exonérations sans droit à déduction
« Sont exonérées de la taxe sur la valeur ajoutée :
« I. – A)
« 1°-
« 2° – le lait.
« L'exonération s'applique aux laits
« nourrissons, ainsi que le beurre dérivé du lait d'origine
« animale, à l'exclusion des autres produits dérivés du lait ;
« 3°– le sucre.....
«
« 7°- artisanales ;
« 8°– les conserves de sardines ;
« 9° – le lait en poudre ;
« 10° – le savon de ménage (en morceaux ou en pain).
« B) Les ventes et les livraisons portant sur :
« 1°– les produits pharmaceutiques, les matières
« premières et les produits entrant intégralement ou pour une
« partie de leurs éléments dans la composition des produits
« pharmaceutiques ;
« 2° – les emballages non récupérables des produits
« pharmaceutiques ainsi que les produits et matières entrant
« dans leur fabrication.
« C)
« D).....
« E) Les opérations de ventes portant sur :
« 1°–
«
« 3°- éducatifs ;
« 4°– les fournitures scolaires et les produits et matières
« entrant dans leur composition.
« II. –
«
«
« X. – Les opérations d'agrément.
« XI – Les redevances et droits de licence inclus dans
« la base d'imposition de la taxe sur la valeur ajoutée à
« l'importation.
« Cette exonération est accordée dans la limite du
« montant de la taxe sur la valeur ajoutée acquittée à
« l'importation au titre des redevances et droits de licence
« précités.
« Article 92. – Exonérations avec droit à déduction
« I. – Sont exonérésci-dessous :
« 1°-
«
«
« 7°-6° ci-dessus ;

« 8° – (abrogé)
« 9° –
«
«
« 18° – les produits et équipements pour hémodialyse
« ci-après cités :
« – dialyseurs :
« •
«
« • stérile ;
« • cathéters ;
« • corps
« •
« – concentrés et solutés
« –
« – péritonéale ;
« 19°– (abrogé)
« 20°– les biens, marchandises.....
«
«
«
«
« 52° – les engins, équipements et matériels militaires,
« armes, munitions ainsi que leurs parties et accessoires et les
« services de maintenance, de réparation, de transformation
« ou de modification qui leurs sont liés, acquis par les organes
« chargés de la défense nationale
(la suite sans modification.)
« Article 99. – Taux normal de la taxe
« Le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est fixé à :
« A) 20% ;
« B) 10% :
« 1° – avec droit à déduction pour :
« • les opérations d'hébergement
«
«
«
« le poisson ;
« • les ventes et les livraisons portant sur l'eau livrée
« aux réseaux de distribution publique et les
« prestations d'assainissement fournies aux abonnés
« par les organismes chargés de l'assainissement ainsi
« que la location du compteur d'eau, sous réserve des
« dispositions du paragraphe XXXXI-A de l'article 247
« ci-dessous ;
« • les opérations de vente effectuées par les producteurs
« de l'énergie électrique produite à partir des énergies
« renouvelables, sous réserve des dispositions du
« paragraphe XXXXI-D de l'article 247 ci-dessous ;

« • le véhicule automobile dit "voiture économique" et
« tous les produits et matières entrant dans sa fabrication
« ainsi que les prestations de montage de ladite voiture
« économique.

« L'application du taux susvisé aux produits et matières
« entrant dans la fabrication de la voiture économique
« et aux prestations de montage de ladite voiture est
« subordonnée à l'accomplissement de formalités
« définies par voie réglementaire ;

« • le sucre raffiné ou aggloméré, y compris les vergeoises,
« les candis et les sirops de sucre pur non aromatisés
« ni colorés à l'exclusion de tous autres produits sucrés
« ne répondant pas à cette définition, sous réserve des
« dispositions du paragraphe XXXXI-E de l'article 247
« ci-dessous ;

« 2° – sans droit à déduction pour les prestations de
« services rendues par tout agent démarcheur ou courtier
« d'assurances à raison des contrats apportés par lui à une
« entreprise d'assurances, sous réserve des dispositions du
« paragraphe XXXXI-G de l'article 247 ci-dessous. »

« Article 101. – Règle générale

« 1° –

« 2° –

« 3° – Le droit à déduction prend naissance dans le mois
« de

(la suite sans modification.)

« Article 102. – Régime des biens amortissables

« Les biens susceptibles d'amortissement

« articles 92 et 94 ci-dessus.

« Lorsque lesdits biens

« la taxe initialement déduite ou ayant

« à l'article 104-II-1° ci-dessous.

« Les biens meubles doivent, en outre, être conservés
« pendant une période de soixante (60) mois à compter de
« celui de leur acquisition.

« Les biens immeubles doivent être conservés pendant
« une période de dix (10) années suivant la date de leur
« acquisition.

« A défaut de conservation desdits biens pendant les
« périodes précitées, la taxe initialement déduite ou ayant fait
« l'objet d'exonération donne lieu à régularisation
« conformément aux dispositions prévues à l'article 104-II-2°
« ci-dessous.

« Ne donnent pas lieu à la régularisation

(la suite sans modification.)

« Article 103. – Remboursement

« Sauf dans les cas énumérés ci-dessous, le crédit

« déterminée.

« 1° –

«
«
« 5° – voie réglementaire ;

« 6° – Dans le cas de crédit de taxe résultant de l'application
« de la retenue à la source prévue à l'article 117 (IV et V)
« ci-dessous.

« Les remboursements de taxe prévus aux paragraphes
« ci-dessus sont liquidés

(la suite sans modification.)

« Article 104-II. – Régularisation de la déduction portant
« sur les biens immobilisés

« 1° – Régularisation suite à variation du prorata
«
«

« 2° – Régularisation pour défaut de conservation

« Le défaut de conservation des biens ouvrant droit
« à déduction, inscrits dans un compte d'immobilisations
« pendant les délais prévus à l'article 102 ci-dessus, donne lieu
« à une régularisation égale au montant de la taxe initialement
« déduite ou ayant fait l'objet d'exonération au titre desdits
« biens, diminuée, selon le cas, d'un soixantième par mois ou
« fraction de mois écoulé depuis la date d'acquisition des biens
« meubles ou d'un dixième par année ou fraction d'année
« écoulée depuis la date d'acquisition des biens immeubles.

« La taxe sur la valeur ajoutée régularisée au titre du
« bien meuble, ouvre droit à déduction chez le vendeur dans
« la limite de la taxe sur la valeur ajoutée facturée lors de sa
« cession en tant que bien d'occasion, conformément à l'article
« 125 bis ci-dessous.

« La régularisation doit être effectuée sur la déclaration
« du chiffre d'affaires du mois ou du trimestre au cours duquel
« la cession ou le retrait du bien meuble ou immeuble ouvrant
« droit à déduction est intervenu.

« Pour l'application du présent article :

« • le mois d'acquisition, de cession ou de retrait du bien
« meuble est considéré comme un mois entier ;

« • l'année d'acquisition, de cession ou de retrait du bien
« immeuble est considérée comme une année entière. »

« Article 106. – Opérations exclues du droit à déduction

« I. – N'ouvre pas droit à déduction, la taxe ayant grevé :

« 1° –

«
«
« 7° – les opérations énumérées à l'article 99-B-2° ci-dessus ;
« 9° –

(la suite sans modification.)

« Article 112. – Contenu de la déclaration et des pièces
« annexes

« I. –

« II. – La déclaration

«
« de paiement.

« En outre, lorsque le chiffre d'affaires est imposable
« par voie de retenue à la source prévue à l'article 117 (IV et V)
« ci-dessous, la déclaration susvisée doit être accompagnée
« d'un relevé détaillé de la retenue à la source précitée, selon
« un modèle établi par l'administration. »

« Article 117. – Retenue à la source

« I. –

« III. –

« IV. – Retenue à la source sur les opérations effectuées
« par les fournisseurs de biens et de travaux assujettis à la taxe
« sur la valeur ajoutée

« La taxe sur la valeur ajoutée due au titre des opérations
« imposables effectuées par les fournisseurs de biens et de
« travaux qui ne présentent pas à leurs clients assujettis à cette
« taxe, l'attestation justifiant leur régularité fiscale au titre des
« obligations de déclaration et de paiement des impôts, droits et
« taxes prévus par le présent code, délivrée par l'administration
« fiscale depuis moins de trois (3) mois, est retenue à la source
« par lesdits clients.

« Toutefois, ne sont pas tenus d'opérer la retenue
« à la source précitée, l'Etat et les collectivités territoriales
« ainsi que les établissements publics et les autres personnes
« morales de droit public tenus, en vertu de la législation et
« de la réglementation en vigueur, d'appliquer la réglementation
« relative aux marchés publics.

« V – Retenue à la source sur les opérations effectuées
« par les prestataires de services assujettis à la taxe sur la
« valeur ajoutée

« La taxe sur la valeur ajoutée due au titre des opérations
« de prestations de services visées à l'article 89-I (5°, 10° et 12°)
« ci-dessus, dont la liste est fixée par voie réglementaire, est
« retenue à la source, à hauteur de 75% du montant de cette
« taxe par :

« a) l'Etat, les collectivités territoriales et les
« établissements et entreprises publics et leurs filiales ainsi
« que les autres organismes publics qui versent les rémunérations
« desdites prestations aux personnes assujetties ;

« b) les personnes morales de droit privé assujetties et les
« personnes physiques dont les revenus sont déterminés selon
« le régime du résultat net réel ou celui du résultat net simplifié
« assujetties, qui versent les rémunérations desdites prestations
« aux personnes physiques assujetties ayant présenté
« l'attestation visée au IV du présent article. A défaut de
« présentation de ladite attestation, la retenue à la source est
« opérée à hauteur de 100% du montant de cette taxe.

« Sont exclues de la retenue à la source visée aux
« paragraphes IV et V ci-dessus :

« • les opérations de ventes portant sur l'énergie électrique
« et l'eau livrée aux réseaux de distribution publique,

« • les prestations d'assainissement fournis aux abonnés
« par les organismes chargés de l'assainissement ainsi
« que la location de compteurs d'eau et d'électricité,

« • les ventes réalisées et les prestations de services
« fournies par les opérateurs de télécommunication,

« • les prestations de services rendues par tout agent
« démarcheur ou courtier d'assurances,

« • et les autres opérations dont le montant est inférieur
« ou égal à cinq mille (5 000) dirhams, dans la limite
« de cinquante mille (50 000) dirhams par mois et par
« fournisseur de biens, de travaux et de services.

« Le montant de la retenue à la source visée aux
« paragraphes IV et V ci-dessus doit être versé au receveur
« de l'administration fiscale au cours du mois qui suit celui
« de chaque paiement. Chaque versement est accompagné d'un
« bordereau-avis selon un modèle établi par l'administration.

« Les sommes retenues par les administrations et les
« comptables publics en vertu des paragraphes III, IV et V
« ci-dessus, sont versées directement aux comptables publics
« relevant de la Trésorerie Générale du Royaume. »

« Article 121. – Fait générateur et assiette

« Le fait générateur des marchandises.

« Le taux de la taxe est fixé à 20 % *ad valorem*.

« Ce taux est fixé à 10 % :

« • pour les produits énumérés à l'article 99-B ci-dessus ;

« • pour les huiles.....

«

«

« aux bateaux de pêche.

« La valeur à considérer

(la suite sans modification.)

« Article 123. – Exonérations

« Sont exonérés de la taxe sur la valeur ajoutée à
« l'importation :

« 1° – les marchandises visées à l'article 91 (I-A-1°, 2°,
« 3°, 8°, 9° et 10°) ci-dessus à l'exclusion du maïs et de l'orge ;

« 2° –

«

«

«

«

«

«

« 23° –l'article 92-I-6° ci-dessus ;

« 24° – (abrogé)

« 25° –

« 26° – (3 octobre 1963) ;

« 27° – les fournitures scolaires et les produits et matières
« entrant dans leur composition ;

« 28° – les films.....

«

«

«

« 35° – les produits et équipements pour hémodialyse
« ci-après cités :

« – dialyseurs

« •

«

« • stérile ;

« • cathéters ;
« • corps
« •
« – concentrés et solutés
« –
« – péritonéale ;
« 36° – les produits pharmaceutiques, les matières
« premières et les produits entrant intégralement ou pour une
« partie de leurs éléments dans la composition des produits
« pharmaceutiques ;
« 37° – les emballages non récupérables des produits
« pharmaceutiques et les produits et matières entrant dans
« leur fabrication ;
« 38° –
(la suite sans modification.)
« Article 124. – Modalités d'exonérations
« I. – Les exonérations prévues aux articles 91-I (B-2° et
« E (2° et 4°)), 92-I (..... 7°, 9°,) et II, 123 (15°,
« 23°, 25°, 27°, 29°, 34°, 37°, 38°
«
(la suite sans modification.)
« Article 125. – Affectation du produit de la taxe et
« mesures transitoires
« I. –
« II. –
« III. – A titre transitoire et par dérogation aux
« dispositions de l'article 95 ci-dessus, les sommes perçues
« à compter du 1^{er} janvier de l'année d'assujettissement ou
« d'exonération, par les contribuables assujettis aux taux prévus
« à l'article 99 ci-dessus, sous réserve des dispositions prévues à
« l'article 247-XXXXI ci-dessus ou bénéficiant de l'exonération
«
(la suite sans modification.)
« Article 133. – Droits proportionnels
« I. – Taux applicables
« A. –
«
«
« F. – Sont soumis au taux de 4% :
« 1° – l'acquisition administratif
« et l'acquisition desdits locaux ou
« « Moucharaka Moutanakissa » ainsi que l'attribution des
« locaux précités par les coopératives ou les associations au
« profit de leurs membres.
« Bénéficiaire également
« G. – Sont soumis au taux de 5% :
« 1° – les actes terrains ;
« 2° – les actes Moutanakissa » ;

« 3° – les actes et conventions portant attribution de
« terrains nus par les coopératives ou les associations au profit
« de leurs membres.
« H. –
(la suite sans modification.)
« Article 135. – II. – Sont enregistrés au droit fixe de deux
« cent (200) dirhams :
« 1° –
«
«
« 8° – de commerce ;
« 9° – (Abrogé)
« 10° –
(la suite sans modification.)
« Article 175. – Recouvrement par voie de rôle et d'ordre
« de recettes
« I. – Les contribuables sont imposés par voie de rôle :
« –
«
« – dans le cas aux articles 216, 220, 221,
« 221 bis,
(la suite sans modification.)
« Article 177. – Recouvrement par état de produits
« La taxe sur la valeur ajoutée qui n'a pas été versée dans
« les conditions édictées aux articles 110, 111, 112 et 117 (IV et
« V) ci-dessus ou celle
(la suite sans modification.)
« Article 182. – Solidarité en matière de taxe sur la valeur
« ajoutée
« I. – La personne qui cesse d'être
« du fonds de commerce.
« II. – En cas de non-respect des obligations de déclaration
« et de paiement prévues par le présent code en matière de taxe
« sur la valeur ajoutée, toute personne exerçant directement ou
« indirectement des fonctions d'administration, de direction ou
« de gestion de l'entreprise demeure solidairement redevable
« de la taxe due, des pénalités et majorations y afférentes. »
« Article 204. – Sanctions pour infraction aux obligations
« de déclaration
« I. –
« II. – Lorsque la déclaration visée au I ci-dessus est
« déposée en dehors du délai prescrit, mais comporte un crédit
« de taxe, le contribuable est passible d'une amende de 15%
« du montant de la taxe sur la valeur ajoutée de la période ou
« du crédit de taxe de cette période, avec un minimum de cinq
« cents (500) dirhams.
« III. – Une amende de hors délai de :
« – la déclaration ci-dessus ;

« – les relevés visés aux articles 112-II et 125-VII ci-
« dessus ;

« – la liste des clients
(la suite sans modification.)

« Article 216. – Examen de l'ensemble de la situation
« fiscale des personnes physiques

« I. – L'administration procède à l'examen de l'ensemble
« de la situation fiscale des personnes physiques, afin de vérifier
« la cohérence entre leurs revenus et leurs dépenses et avoirs
« liquides.

« A cet effet, elle peut évaluer le revenu global annuel
« d'une personne physique, en tenant compte de ses avoirs
« liquides déposés dans ses comptes bancaires ou dans les
« comptes bancaires de toute autre personne ayant un lien avec
« elle, lorsque ladite personne physique est le bénéficiaire
« effectif desdits comptes, et de ses dépenses telles que définies
« à l'article 29 ci-dessus, pour tout ou partie de la période non
« prescrite.

« L'administration peut attribuer d'office un identifiant
« fiscal aux personnes non identifiées et procéder à l'évaluation
« de leur revenu global annuel. Dans ce cas, le lieu d'imposition
« est l'adresse figurant dans la carte nationale d'identité
« électronique ou la carte de séjour des personnes concernées.

« L'administration doit tenir
« la situation fiscale des personnes concernées doit porter
« non prescrite.

« Pour l'examen de l'ensemble de la situation fiscale d'une
« personne physique, l'administration doit lui notifier un avis
« d'examen, dans les formes prévues à l'article 219 ci-dessous,
« précisant la période objet d'examen.

« L'avis d'examen précité doit être accompagné de la
« charte du contribuable qui rappelle ses droits et obligations
« prévus en matière de contrôle fiscal par le présent code.

« L'administration peut demander, dans les formes
« prévues à l'article 219 ci-dessous, à la personne concernée
« de fournir toutes les justifications nécessaires et présenter
« tous documents clarifiant les discordances et incohérences
« relevées, dans un délai de trente (30) jours suivant la date de
« réception de la demande de l'administration.

« L'examen prévu ci-dessus ne peut durer plus d'un an à
« compter de la date de notification de l'avis d'examen susvisé.

« Ne sont pas pris en compte dans la durée d'examen,
« les suspensions dues à l'envoi des demandes de
« renseignements aux administrations fiscales des Etats ayant
« conclu avec le Maroc des conventions ou accords permettant
« un échange de renseignements à des fins fiscales, visées à
« l'article 214-II ci-dessus, dans la limite de cent quatre-vingt
« (180) jours, à compter de la date d'envoi desdites demandes.

« L'administration est tenue d'informer la personne
« concernée de la date d'envoi de la demande de
« renseignements précitée, selon un imprimé modèle, dans
« un délai maximum de quinze (15) jours à compter de la
« date dudit envoi et dans les formes prévues à l'article 219
« ci-dessous.

« Avant la date de clôture de l'examen, l'administration
« procède à un échange oral et contradictoire concernant
« les éléments de comparaison sur la base desquels le
« revenu global annuel sera évalué. A cet effet, la personne
« concernée est informée selon un imprimé modèle établi par
« l'administration, dans les formes prévues à l'article 219
« ci-dessous, de la date fixée pour l'échange oral et contradictoire
« précité et de la date à laquelle l'examen sera clôturé.

« Les observations formulées par la personne concernée,
« lors de l'échange
« fondées.

« L'administration établit un procès verbal.....
« est remise à la personne concernée.

« L'administration notifie à ladite personne, dans les trois
« (3) mois qui suivent la date de clôture de l'examen dans
« les formes prévues à l'article 219 ci-dessous, les éléments
« de comparaison devant servir à la rectification de la base
« annuelle d'imposition. La lettre de notification demeure
« le seul document ayant pour effet de fixer les montants
« des redressements notifiés et de constater l'engagement de
« la procédure de rectification des impositions.

« L'administration invite les personnes concernées à
« produire leurs observations dans un délai de trente (30) jours
« suivant la date de réception de la lettre de notification.

« La personne concernée peut justifier.....
« accordés à des tiers.

« Si dans le délai de trente (30) jours suivant la date de
« réception de la lettre de notification, la personne physique
« accepte la base d'imposition qui lui est notifiée, l'impôt est
« émis par voie de rôle.

« A défaut de réponse dans le délai prescrit, l'imposition
« est établie et ne peut être contestée que dans les conditions
« prévues à l'article 235 ci-dessous.

« Dans le cas où des observations ont été formulées
« par l'intéressé dans le délai de trente (30) jours précité et si
« l'administration les estime non fondées, en tout ou en partie,
« la procédure se poursuit conformément aux dispositions de
« l'article 220-II ou de l'article 221-II ci-dessous.

« Lorsque l'administration a procédé à un examen de
« l'ensemble de la situation fiscale d'une personne physique pour
« une période déterminée, elle ne peut procéder ultérieurement
« à un nouvel examen pour la même période.

« II. – L'analyse des données figurant sur les déclarations
« ou des informations recueillies, dans le cadre du droit de
« communication et d'échange d'informations ou dans le cadre
« d'une procédure de vérification de comptabilité, ne constitue
« pas le début d'une procédure d'examen de l'ensemble de la
« situation fiscale.

« Au cours d'une procédure d'examen de l'ensemble
« de la situation fiscale, l'administration peut examiner les
« opérations figurant sur des comptes financiers utilisés à titre
« privé ou professionnel et demander aux personnes concernées
« tous les éclaircissements et justifications sur ces opérations, sans
« que cet examen et ces demandes constituent le début d'une
« procédure de vérification de comptabilité.

« L'administration peut tenir compte, dans chacune de
« ces procédures, des constatations résultant de l'examen des
« comptes ou des réponses aux demandes d'éclaircissements
« ou de justifications faites dans le cadre de l'autre procédure. »

« Article 220 – VIII. – La procédure de rectification est « frappée de nullité :

« – en cas de défaut..... l'article 212-I « (1^{er} alinéa) ci-dessus ;

« – en cas de défaut de notification aux intéressés de « l'avis de l'examen de l'ensemble de la situation fiscale « et/ou de la charte du contribuable prévus à l'article 216 « ci-dessus ;

« – en cas de défaut de notification de la réponse

(la suite sans modification.)

« Article 221 bis. – Procédures de dépôt de la déclaration « rectificative

« I. –

« II. –

« III. –

« IV. – A – Les contribuables soumis à l'impôt sur les « sociétés ou à l'impôt sur le revenu selon le régime du résultat « net réel ou celui du résultat net simplifié, peuvent rectifier « spontanément les irrégularités de leurs déclarations fiscales, « en souscrivant des déclarations rectificatives, par procédé « électronique, selon un modèle établi par l'administration, au « titre des exercices non prescrits et en procédant, le cas « échéant, au paiement spontané des droits complémentaires « dus.

« A cet effet, avant de souscrire les déclarations « rectificatives, lesdits contribuables doivent demander, « par procédé électronique, à l'administration fiscale de « leur communiquer l'état des irrégularités éventuellement « constatées dans leurs déclarations des exercices non prescrits.

« Cet état est communiqué au contribuable concerné, « par voie électronique, dans un délai de soixante (60) jours à « compter de la date de réception de sa demande.

« Les déclarations rectificatives doivent être souscrites « dans un délai de soixante (60) jours, à compter de la date de « réception de l'état des irrégularités précité.

« Cette déclaration doit être accompagnée d'une note « explicative établie par :

« – une personne habilitée à exercer les fonctions de « commissaire aux comptes, lorsque le chiffre d'affaires « réalisé au titre du dernier exercice clos est égal ou « supérieur à cinquante millions (50.000.000) dirhams « hors taxe sur la valeur ajoutée ;

« – un expert-comptable ou un comptable agréé autre que « celui chargé de la tenue de la comptabilité du contribuable « concerné, lorsque le chiffre d'affaires réalisé au titre du « dernier exercice clos est inférieur à cinquante millions « (50.000.000) dirhams hors taxe sur la valeur ajoutée.

« La note explicative précitée doit être établie selon un « modèle établi par l'administration comportant :

« – les irrégularités relevées, selon le cas, par le commissaire « aux comptes, l'expert-comptable ou le comptable « agréé précité ;

« – les rectifications effectuées par le contribuable, pour « tous les postes et les opérations concernés, ainsi que les

« motifs détaillés justifiant la non rectification totale « ou partielle des irrégularités communiquées par « l'administration fiscale dans l'état précité.

« B – Ne peuvent faire l'objet de la déclaration « rectificative prévue au A du présent article, les déclarations « ayant fait l'objet de l'une des procédures de rectification des « impositions prévues par les articles 220 et 221 ci-dessus.

« V. – La majoration prévue à l'article 184 ci-dessus ainsi « que la pénalité prévue à l'article 208 ci-dessus ne sont pas « applicables dans les cas où le contribuable procède au dépôt « de la déclaration rectificative prévue aux paragraphes I, II, « III et IV ci-dessus.»

« Article 232 – V. – La prescription est interrompue par « la notification prévue à l'article 216, à l'article 220-I

«

(la suite sans modification.)

« Article 247. – XXXXI. – A – A titre transitoire et par « dérogation aux dispositions des articles 99 et 121 ci-dessus, « le taux de la taxe sur la valeur ajoutée de 7% en vigueur au « 31 décembre 2023, appliqué aux opérations de ventes et de « livraisons portant sur l'eau livrée aux réseaux de distribution « publique et aux prestations d'assainissement fournies aux « abonnés par les organismes chargés de l'assainissement ainsi « qu'à la location du compteur d'eau, est majoré comme suit :

« • 8% à compter du 1^{er} janvier 2024 ;

« • 9% à compter du 1^{er} janvier 2025 ;

« • 10% à compter du 1^{er} janvier 2026.

« B – A titre transitoire et par dérogation aux dispositions « des articles 99 et 121 ci-dessus, le taux de la taxe sur la valeur « ajoutée de 14% en vigueur au 31 décembre 2023 appliqué à « l'énergie électrique est majoré comme suit :

« • 16% à compter du 1^{er} janvier 2024 ;

« • 18% à compter du 1^{er} janvier 2025 ;

« • 20% à compter du 1^{er} janvier 2026.

« C – A titre transitoire et par dérogation aux « dispositions des articles 99 et 121 ci-dessus, le taux de la « taxe sur la valeur ajoutée de 7% en vigueur au 31 décembre « 2023 appliqué à la location du compteur d'électricité est « majoré comme suit :

« • 11% à compter du 1^{er} janvier 2024 ;

« • 15% à compter du 1^{er} janvier 2025 ;

« • 20% à compter du 1^{er} janvier 2026.

« D – A titre transitoire et par dérogation aux dispositions « des articles 99 et 121 ci-dessus, le taux de la taxe sur la valeur « ajoutée de 14% en vigueur au 31 décembre 2023 appliqué aux « opérations de vente effectuées par les producteurs de l'énergie « électrique produite à partir des énergies renouvelables, est « minoré comme suit :

« • 12% à compter du 1^{er} janvier 2024 ;

« • 10% à compter du 1^{er} janvier 2025.

« E – A titre transitoire et par dérogation aux dispositions « des articles 99 et 121 ci-dessus, le taux de la taxe sur la valeur « ajoutée de 7% en vigueur au 31 décembre 2023, appliqué aux

« opérations de vente et de livraison portant sur le sucre raffiné
« ou aggloméré, y compris les vergeoises, les candis et les sirops
« de sucre pur non aromatisés ni colorés à l'exclusion de tous
« autres produits sucrés ne répondant pas à cette définition,
« est majoré comme suit :

« • 8% à compter du 1^{er} janvier 2024 ;

« • 9% à compter du 1^{er} janvier 2025 ;

« • 10% à compter du 1^{er} janvier 2026.

« F – A titre transitoire et par dérogation aux dispositions
« de l'article 99 ci-dessus, le taux de la taxe sur la valeur
« ajoutée de 14% en vigueur au 31 décembre 2023 appliqué aux
« opérations de transport de voyageurs et de marchandises, à
« l'exclusion des opérations de transport ferroviaire, est majoré
« comme suit :

« • 16% à compter du 1^{er} janvier 2024 ;

« • 18% à compter du 1^{er} janvier 2025 ;

« • 20% à compter du 1^{er} janvier 2026.

« G – A titre transitoire et par dérogation aux
« dispositions de l'article 99 ci-dessus, le taux de la taxe sur
« la valeur ajoutée de 14% en vigueur au 31 décembre 2023
« appliqué aux prestations de services rendues par tout agent
« démarcheur ou courtier d'assurances à raison des contrats
« apportés par lui à une entreprise d'assurances, est minoré
« comme suit :

« • 12% à compter du 1^{er} janvier 2024 ;

« • 10% à compter du 1^{er} janvier 2025. »

II. – A compter du 1^{er} janvier 2024, le code général
des impôts est complété par les articles 115 *bis*, 125 *quinquies*
et 204 *bis* comme suit :

« Article 115 *bis*. – Obligations des fournisseurs de
« services à distance non-résidents

« A défaut d'accréditation d'un représentant fiscal
« conformément aux dispositions de l'article 115 ci-dessus,
« toute personne non résidente n'ayant pas d'établissement
« au Maroc qui fournit des prestations de services à distance
« de manière dématérialisée, aux clients non assujettis ayant
« leur siège, leur établissement ou leur domicile fiscal au Maroc
« ou aux clients résidents à titre occasionnel au Maroc, doit
« s'enregistrer sur la plateforme électronique dédiée à cet effet
« et obtenir un identifiant fiscal.

« Elle doit également souscrire, sur ladite plateforme,
« avant l'expiration de chaque mois, la déclaration du chiffre
« d'affaires réalisé au Maroc au titre des prestations précitées
« fournies aux clients non assujettis, autres que ceux ayant
« opéré la retenue à la source prévue au 4^{ème} alinéa de
« l'article 115 ci-dessus et à l'article 117-III ci-dessous, au
« cours du mois précédent et verser, en même temps, la taxe
« correspondante sans droit à déduction.

« Un registre des prestations fournies doit être tenu par
« les personnes non résidentes précitées et mis à la disposition
« de l'administration, à sa demande, par voie électronique.
« Ce registre doit être conservé pendant dix (10) ans.

« Les modalités d'application des dispositions du
« présent article sont fixées par voie réglementaire. »

« Article 125 *quinquies*. – Régime particulier d'auto-
« liquidation

« Par dérogation aux dispositions des articles 87, 89
« et 91 ci-dessus, le client assujetti peut déclarer et acquitter
« la taxe sur la valeur ajoutée au titre des achats de biens et
« services effectués auprès de fournisseurs situés hors champ
« d'application de la taxe ou qui en sont exonérés sans droit à
« déduction, à l'exclusion des opérations d'achat de terrains
« et des produits agricoles.

« Dans ce cas, le client assujetti est tenu de déclarer,
« selon son régime d'imposition, le montant hors taxe de
« l'opération sur sa propre déclaration du chiffre d'affaires
« du mois ou du trimestre au cours duquel le paiement de
« l'opération a été effectué, de calculer la taxe exigible et de
« procéder à la déduction du montant de ladite taxe exigible
« ainsi déclarée, conformément aux dispositions de l'article 101
« ci-dessus. »

« Article 204 *bis*. – Sanction pour infraction au délai du
« droit à déduction

« Lorsque le droit à déduction n'est pas exercé dans
« le délai d'une année prévu à l'article 101-3° ci-dessus, le
« contribuable est passible d'une amende de 15% du montant
« de la taxe sur la valeur ajoutée déductible, avec un minimum
« de cinq cents (500) dirhams. »

III. – A compter du 1^{er} janvier 2024, les dispositions du
paragraphe IV de l'article 31 et les articles 98, 165 et 226 *bis*
du code général des impôts sont abrogés.

IV. – Dates d'effet et mesures transitoires

1. Les dispositions des articles 29, 30, 34, 39, 175, 216, 220-
VIII et 232-V du code général des impôts, telles que modifiées
et complétées par le paragraphe I ci-dessus, sont applicables
aux procédures d'examen d'ensemble de la situation fiscale des
personnes physiques engagées à compter du 1^{er} janvier 2024.

2. Les dispositions des articles 35 et 38-II du code
général des impôts, telles que modifiées et complétées par
le paragraphe I ci-dessus, sont applicables aux déclarations
annuelles du revenu global souscrites à compter du
1^{er} janvier 2024.

3. A titre transitoire, les établissements privés
d'enseignement ou de formation professionnelle bénéficiant
de l'exonération prévue aux articles 92-I-8° et 123-24° du
code général des impôts en vigueur avant le 1^{er} janvier
2024 et pour lesquels le délai d'exonération n'a pas expiré
au 31 décembre 2023, continuent de bénéficier de l'exonération
précitée jusqu'à expiration dudit délai.

4. Les dispositions des articles 102 et 104-II du code
général des impôts telles que modifiées et complétées par
le paragraphe I ci-dessus, sont applicables aux opérations
de cession ou de retrait de l'actif des biens meubles
d'investissement réalisées à compter du 1^{er} janvier 2024.

5. Les dispositions des articles 103-6°, 112-II, 117 (IV et V),
177 et 204-III du code général des impôts, telles que modifiées et
complétées par le paragraphe I ci-dessus et les dispositions
de l'article 125 *quinquies* dudit code telles qu'ajoutées par
le paragraphe II ci-dessus, sont applicables aux opérations
réalisées à compter du 1^{er} juillet 2024.

6. Les dispositions des articles 133-I (F et G) et 135-II-9° du code général des impôts, telles que modifiées et complétées par le paragraphe I ci-dessus, sont applicables à compter du 1^{er} janvier 2024.

7. Les dispositions de l'article 182-II du code général des impôts, telles que modifiées et complétées par le paragraphe I ci-dessus sont applicables aux opérations réalisées à compter du 1^{er} janvier 2024.

8. Les dispositions de l'article 204 bis du code général des impôts, telles qu'ajoutées par le paragraphe II ci-dessus, sont applicables aux déclarations de chiffre d'affaires souscrites à compter du 1^{er} janvier 2024.

Régularisation volontaire de la situation fiscale du contribuable

Article 7

I. – CHAMP D'APPLICATION

1 - Définition

Il est institué une contribution au titre des avoirs liquides déposés dans des comptes bancaires ou détenus, en monnaie fiduciaire sous forme de billets de banque, des biens meubles ou immeubles non destinés à usage professionnel acquis par ces avoirs et au titre des avances en comptes courants d'associés et en compte de l'exploitant et des prêts accordés aux tiers, par les personnes physiques visées au 2 ci-dessous et qui sont en situation irrégulière vis-à-vis des obligations fiscales prévues par le code général des impôts.

Les personnes concernées peuvent régulariser spontanément leur situation fiscale dans les conditions prévues au II ci-après, sous réserve de s'acquitter de ladite contribution au taux prévu au III ci-dessous.

Le montant des avoirs et dépenses déclarés ayant fait l'objet de paiement de la contribution précitée ne sera pas pris en considération pour l'évaluation du revenu global, dans le cadre de l'examen de l'ensemble de la situation fiscale des personnes physiques visé à l'article 216 du code général des impôts ainsi que dans le cadre des autres procédures de contrôle fiscal prévues par les dispositions dudit code.

2 - Personnes concernées

Cette contribution s'applique aux personnes physiques au titre de leurs profits et revenus imposables au Maroc, n'ayant pas été déclarés avant le 1^{er} janvier 2024 conformément aux dispositions du code général des impôts :

A. – détenteurs des avoirs liquides déposés dans des comptes bancaires ou détenus, en monnaie fiduciaire sous forme de billets de banque ;

B. – acquéreurs de biens meubles ou immeubles non destinés à usage professionnel par ces avoirs au titre des années non prescrites ;

C. – souscripteurs d'opérations d'avances en comptes courants d'associés ou en compte de l'exploitant et des prêts accordés aux tiers au titre des années non prescrites.

II. – OBLIGATIONS ET CONDITIONS

1 - Obligation déclarative et conditions du bénéfice de la contribution

– En ce qui concerne les personnes visées au I-2-A ci-dessus :

En vue de bénéficier de la contribution, les personnes concernées déposent les avoirs liquides susvisés, auprès d'un établissement de crédit agréé en tant que banque conformément aux dispositions de la loi n° 103-12 relative aux établissements de crédit et organismes assimilés, promulguée par le dahir n° 1-14-193 du 1^{er} rabii I 1436 (24 décembre 2014).

Ces dépôts font l'objet d'une déclaration rédigée sur ou d'après un imprimé-modèle établi par l'administration contre récépissé délivré par la banque concernée, comportant :

- les éléments d'identification de la partie versante ;
- le montant des avoirs liquides déposés dans des comptes bancaires ou détenus, en monnaie fiduciaire sous forme de billets de banque.

– En ce qui concerne les personnes visées au I-2-B et C ci-dessus :

En vue de bénéficier de la contribution, les personnes concernées doivent :

- déposer une déclaration selon un modèle établi par l'administration, contre récépissé, auprès du receveur de l'administration fiscale du lieu de leur domicile fiscal ou du principal établissement, comportant les renseignements suivants :

- * nom, prénom et adresse du domicile fiscal du contribuable ou le lieu de situation de son principal établissement ;

- * le numéro d'identification fiscale ;

- * la valeur d'acquisition des biens meubles ou immeubles ou le montant des avances en comptes courants d'associés ou en compte de l'exploitant et des prêts accordés aux tiers ;

- verser spontanément au moment du dépôt de la déclaration précitée, une contribution selon le taux visé au paragraphe III, sur la base de la valeur d'acquisition des biens meubles ou immeubles ou du montant des avances en comptes courants d'associés ou en compte de l'exploitant et des prêts accordés aux tiers.

Le montant de la contribution est versé auprès du receveur de l'administration fiscale du lieu de leur domicile fiscal ou du principal établissement sur la base d'un bordereau-avis de versement, selon un modèle établi par l'administration indiquant :

- * nom, prénom et adresse du domicile fiscal du contribuable ou le lieu de situation de son principal établissement ;

- * numéro d'identification fiscale ;

- * la base de calcul de la contribution ;

- * le montant de la contribution versé.

2 - Obligations des établissements de crédit agréés en tant que banques

Les établissements de crédit agréés en tant que banques conformément à la loi n° 103-12 précitée sont tenus de prélever la contribution au titre des avoirs liquides déposés dans des comptes bancaires ou détenus, en monnaie fiduciaire sous forme de billets de banque ayant été déposés, au taux prévu au III ci-après et de la verser par voie électronique à l'administration fiscale, dans le mois qui suit celui au cours duquel le dépôt de la déclaration a eu lieu.

Chaque versement est accompagné d'un bordereau-avis, selon un modèle établi par l'administration, comportant :

- le numéro de la déclaration précitée ;
- le montant des avoirs liquides déposés dans des comptes bancaires ou détenus, en monnaie fiduciaire sous forme de billets de banque ayant été déposés par le contribuable ;
- le montant de la contribution versé.

III. – TAUX DE LA CONTRIBUTION

Le taux de la contribution est fixé à 5% du montant des avoirs liquides déposés dans des comptes bancaires ou détenus, en monnaie fiduciaire sous forme de billets de banque déposés dans des comptes ouverts auprès d'établissements de crédit agréés en tant que banques établis au Maroc ou de la valeur des biens meubles ou immeubles non destinés à usage professionnel acquis par ces avoirs ou du montant des avances en comptes courants d'associés ou en compte de l'exploitant et des prêts accordés aux tiers.

IV. – SANCTIONS

Les établissements de crédit agréés en tant que banques qui ne versent pas dans le délai fixé au II-2 ci-dessus le montant de la contribution encourent, en plus du paiement du principal de la contribution, l'application des sanctions en matière de recouvrement prévues par le code général des impôts.

Les personnes physiques concernées visées au I -2- B et C ci-dessus qui ne respectent pas les conditions et obligations prévues ci-dessus, ne peuvent pas bénéficier des dispositions de cette contribution et demeurent soumises aux dispositions du droit commun prévues par le code général des impôts.

V. – DUREE D'APPLICATION DE LA CONTRIBUTION

Les personnes concernées disposent d'une période allant du 1^{er} janvier jusqu'au 31 décembre 2024, pour souscrire la déclaration susvisée et payer la contribution au titre des avoirs liquides en question ou au titre de la valeur des biens meubles ou immeubles acquis par ces avoirs ou des avances en comptes courants d'associés ou en compte de l'exploitant et des prêts accordés aux tiers.

Régularisation spontanée au titre des avoirs et liquidités détenus à l'étranger

Article 8

I. – CHAMP D'APPLICATION

1 – Définition

Il est institué une contribution libératoire relative à la régularisation spontanée au titre des avoirs et liquidités détenus à l'étranger avant le 30 septembre 2023 par les personnes visées au 2 ci-dessous en infraction à la réglementation des changes et à la législation fiscale.

2 – Personnes concernées

Cette contribution libératoire concerne les personnes physiques et morales ayant une résidence, un siège social ou un domicile fiscal au Maroc et qui ont commis les infractions citées au 3 ci-dessous en matière de réglementation des changes, régie par le dahir n° 1-59-358 du 14 rabii II 1379 (17 octobre 1959) relatif aux avoirs à l'étranger ou en monnaies étrangères, ainsi que les infractions fiscales s'y rattachant et prévues par le code général des impôts.

3 – Infractions de change concernées

Les infractions de change concernées par cette contribution sont celles prévues par le dahir du 5 kaada 1368 (30 août 1949) relatif à la répression des infractions à la réglementation des changes et afférents à la constitution d'avoirs à l'étranger sous forme :

a) de biens immeubles détenus sous quelque forme à l'étranger ;

b) d'actifs financiers et de valeurs mobilières et autres titres de capital et de créances détenus à l'étranger ;

c) d'avoirs liquides déposés dans des comptes ouverts auprès d'organismes financiers, d'organismes de crédit ou de banques situés à l'étranger.

4 – Infractions fiscales concernées

Les infractions fiscales concernées par cette contribution sont celles prévues par le code général des impôts, relatives au défaut de déclaration des revenus, produits, bénéfices et plus-values relatifs aux avoirs immobiliers et mobiliers ainsi qu'aux disponibilités en devises détenues à l'étranger telles que visées au 3 ci-dessus.

II. – OBLIGATIONS ET CONDITIONS

1 – Conditions

Les personnes visées au I-2 ci-dessus peuvent bénéficier de la non application des sanctions relatives aux infractions de change ainsi qu'aux infractions fiscales visées respectivement aux I-3 et I-4 ci-dessus, dans les conditions suivantes :

a) déposer auprès d'un établissement de crédit agréé en tant que banque, régi par la loi n°103-12 relative aux établissements de crédit et organismes assimilés, promulguée par le dahir n°1-14-193 du 1^{er} rabii I 1436 (24 décembre 2014), une déclaration souscrite sur un imprimé-modèle établi par l'administration faisant ressortir la nature des avoirs détenus à l'étranger tels que visés au I-3 ci-dessus ;

b) rapatrier les liquidités en devises ainsi que les revenus et produits générés par lesdites liquidités et céder au moins 25% de ces liquidités sur le marché des changes au Maroc contre des dirhams avec possibilité de déposer le reliquat dans des comptes en devises ou en dirham convertible auprès des établissements de crédit agréés en tant que banque, situés au Maroc ;

c) procéder au paiement de la contribution selon les taux fixés au III-1 ci-dessous.

2 – Contenu de la déclaration et procédure de son dépôt

La déclaration visée au 1 ci-dessus doit comporter les renseignements suivants :

a) l'ensemble des informations habituellement requises par les établissements de crédit agréés en tant que banque pour l'ouverture d'un compte bancaire ;

b) la nature et la description des avoirs prévus au I-3 ci-dessus et la valeur correspondante.

La déclaration doit être déposée auprès d'un établissement de crédit agréé en tant que banque selon le modèle établi à cet effet par l'administration.

Cette déclaration doit être accompagnée des documents justifiant la valeur d'acquisition des avoirs cités au I-3-(a et b) et des derniers relevés bancaires faisant ressortir le montant des avoirs liquides cités au I-3-c.

3 – Obligations des établissements de crédit agréés en tant que banque

Les établissements de crédit agréés en tant que banque sont tenus aux obligations suivantes :

a) ouvrir un compte en dirhams convertibles ou en devises au nom des personnes physiques ou morales concernées pour déposer les disponibilités en monnaies étrangères ;

b) prélever à la source la contribution libératoire aux taux prévus au III-1 ci-dessous et la verser au receveur de l'administration fiscale du lieu de son siège dans le mois qui suit celui au cours duquel le rapatriement des avoirs ou des devises a eu lieu.

Chaque versement est effectué par un bordereau-avis de versement établi en trois (3) exemplaires sur un imprimé-modèle établi par l'administration, daté et signé par la partie versante et indiquant uniquement :

- le numéro de la déclaration ;
- les montants rapatriés ainsi que la valeur d'acquisition des biens immeubles et la valeur de souscription ou d'acquisition des actifs financiers et des valeurs mobilières et autres titres de capital ou de créances détenus à l'étranger ;
- le montant de la contribution versé.

c) envoyer des exemplaires des bordereaux-avis de versement au siège de l'Office des changes et à la direction générale des impôts au plus tard dans le mois qui suit celui du paiement de la contribution au titre de la régularisation.

III. – TAUX ET PAIEMENT DE LA CONTRIBUTION LIBÉRATOIRE

1 – Taux de la contribution libératoire

Le taux de la contribution libératoire est fixé à :

a) 10% :

* de la valeur d'acquisition des biens immeubles détenus à l'étranger ;

* de la valeur de souscription ou d'acquisition des actifs financiers et des valeurs mobilières et autres titres de capital ou de créances détenus à l'étranger.

b) :

* 5% du montant des avoirs liquides en devises rapatriés au Maroc et déposés dans des comptes en devises ou en dirhams convertibles ;

* 2% des liquidités en devises rapatriées au Maroc et cédées sur le marché des changes au Maroc contre le dirham.

2 – Les effets résultant du paiement de la contribution libératoire

Le paiement de la contribution libératoire libère la personne concernée du paiement des pénalités relatives aux infractions à la réglementation des changes.

De même, le paiement de cette contribution libératoire libère les intéressés du paiement de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur les sociétés ainsi que les amendes, pénalités et majorations y afférentes au titre des sanctions pour infraction aux obligations de déclaration, de versement et de paiement prévues par le code général des impôts.

IV. – SANCTIONS

1- Sanctions pour non-respect des obligations par les personnes concernées

Les personnes physiques ou morales concernées qui ne respectent pas les conditions et obligations prévues au II-1 et II-2 ci-dessus ne bénéficient pas des dispositions relatives à la contribution et demeurent soumises à la réglementation des changes et à la législation fiscale en vigueur.

2- Sanctions pour non-respect des obligations par les établissements de crédit

Les établissements de crédit agréés en tant que banque qui ne versent pas dans le délai fixé au II-3 ci-dessus le montant de la contribution libératoire encourrent, en plus du paiement du principal de la contribution libératoire, l'application des sanctions prévues par la loi n° 15-97 formant code de recouvrement des créances publiques, promulguée par le dahir n° 1-00-175 du 28 moharrem 1421 (3 mai 2000), telle qu'elle a été modifiée et complétée.

V.- DISPOSITIONS DIVERSES

1 – Durée d'application

Les personnes concernées disposent d'une période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024 pour souscrire la déclaration et payer la contribution libératoire relative à la régularisation spontanée au titre des avoirs et liquidités détenus à l'étranger.

2 – Garanties

Les personnes concernées ayant souscrit à la contribution libératoire bénéficient de la garantie de l'anonymat couvrant l'ensemble des opérations effectuées durant la période de cette régularisation. A cet effet, elles bénéficient des dispositions prévues par l'article 180 de la loi n° 103-12 précitée, y compris à l'égard de l'administration.

Il ne peut y avoir, après paiement de la contribution libératoire, aucune poursuite administrative ou judiciaire à l'encontre des personnes concernées au titre des avoirs et liquidités qui ont fait l'objet de régularisation spontanée que ce soit en matière de la législation relative à la réglementation des changes ou en matière de la législation fiscale.

3 – le produit de la contribution libératoire est affecté au compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds d'appui à la protection sociale et à la cohésion sociale ».

4 – Dispositions générales

Les avoirs et liquidités régularisés dans le cadre du présent article demeurent régis, pour la période postérieure à la date de déclaration, par les dispositions du dahir n° 1-59-358 précité relatif aux avoirs à l'étranger ou en monnaies étrangères et par les dispositions du code général des impôts.

Code de recouvrement des créances publiques

Article 9

A compter du 1^{er} janvier 2024, les dispositions des articles 5, 36, 42 et 122 de la loi n° 15-97 formant code de recouvrement des créances publiques, promulguée par le dahir n° 1-00-175 du 28 moharrem 1421 (3 mai 2000), telle qu'elle a été modifiée et complétée, sont modifiées et complétées comme suit :

« Article 5.– Les dates de mise en recouvrement
« de l'administration.

« Les rôlesrecouvrement.

« Un avis sous pli fermé
« ou par voie électronique à l'adresse électronique communiquée
« spontanément par le contribuable à l'administration
« et au plus tard à la date d'exigibilité.»

« Article 36.– Le recouvrement forcé
« au redevable sous pli fermé ou par voie électronique à l'adresse
« électronique communiquée spontanément par le contribuable
« à l'administration. La date d'envoi
« de faux.»

« Article 42.– La notificationà cet effet.

« Elle peut voie administrative, par
« voie postale réception ou par voie électronique
« conformément à la législation en vigueur notamment la
« loi n° 43-20 relative aux services de confiance pour les
« transactions électroniques et ce, à l'adresse électronique pour
« les contribuables qui font la demande.»

« Article 122.– Le ministre chargé des remise
« ou modération des intérêts de retard, majorations, pénalités et
« frais de recouvrement afférents aux créances publiques
« prévues par le présent code.»

Aide de l'Etat pour le soutien au logement

Article 10

A compter du 1^{er} janvier 2024, les dispositions de l'article 8 de la loi de finances n° 50-22 pour l'année budgétaire 2023, promulguée par le dahir n° 1-22-75 du 18 jourmada I 1444 (13 décembre 2022), sont modifiées et complétées comme suit :

« Article 8. – Il est institué une aide
« les conditions suivantes :

« 1– l'acquéreur doit être immobilier destiné
« au logement ;

« 1 bis – le logement à acquérir doit disposer d'un
« permis d'habiter à compter du 1^{er} janvier 2023 et comporter
« au minimum deux pièces et faire l'objet d'une première vente ;

« 2– le compromis notaire ;

« 3– le contrat de l'acquéreur :

« – affecter le logement à son habitation principale
« pendant une durée de cinq (5) années à compter de la date de
« conclusion du contrat de vente définitif.

« Au sens du présent article, l'habitation principale
« s'entend tout logement qui n'a pas été loué ou affecté à un
« usage professionnel. Pour les marocains résidant à l'étranger,
« ils doivent conserver lesdits logements durant la période des
« cinq (5) années précitées au titre de leur habitation au Maroc
« ou les mettre à titre gratuit pour qu'ils soient occupés par leurs
« conjoints, leurs ascendants ou descendants en ligne directe
« au premier degré ;

« – consentir au profit précité.

« Le montant total de l'aide doit être restitué à l'Etat :

« – par le notaire, en cas de la non-conclusion du contrat
« de vente définitif.

« – par le bénéficiaire, en cas de cession dudit logement
« avant l'expiration de la durée de cinq (5) années précitée.

« La mainlevée de l'hypothèque son
« habitation principale pendant une durée de cinq (5) années.
« Ces documents

(la suite sans modification.)

II. – RESSOURCES AFFECTEES

Affectation de ressources aux régions

Article 11

En application des dispositions de l'article 188 de la loi organique n° 111-14 relative aux régions, promulguée par le dahir n°1-15-83 du 20 ramadan 1436 (7 juillet 2015), il est affecté aux régions, au titre de l'année budgétaire 2024, 5% du produit de l'impôt sur les sociétés.

Article 12

En application des dispositions de l'article 188 de la loi organique précitée n° 111-14, il est affecté aux régions, au titre de l'année budgétaire 2024, 5% du produit de l'impôt sur le revenu.

Confirmation des affectations résultant des budgets des services de l'Etat gérés de manière autonome et des comptes spéciaux du Trésor

Article 13

Sous réserve des dispositions de la présente loi de finances, les affectations résultant des budgets des services de l'Etat gérés de manière autonome et des comptes spéciaux du Trésor, ouverts à la date du 31 décembre 2023, sont confirmées pour l'année budgétaire 2024.

COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR

Modification du compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds de promotion des investissements »

Article 14

A compter du 1^{er} janvier 2024, les dispositions du paragraphe II de l'article 29 de la loi de finances n° 26-99 pour l'année budgétaire 1999-2000, promulguée par le dahir n° 1-99-184 du 16 rabii I 1420 (30 juin 1999), tel qu'il a été modifié et complété, sont complétées comme suit :

« Article 29. – II.- Ce compte retracera :

« Au crédit :

«.....

«.....

« 6– legs ;

« 7– le produit des amendes et autres sanctions prévues « par la loi n° 69-21 portant modification de la loi n° 15-95 relative « au code de commerce et édictant des dispositions transitoires « relatives aux délais de paiement.

« Au débit :

«.....

(la suite sans modification.)

Modification du compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds d'entraide familiale »

Article 15

A compter du 1^{er} janvier 2024, les dispositions du paragraphe II de l'article 19 de la loi de finances n° 43-10 pour l'année budgétaire 2011, promulguée par le dahir n° 1-10-200 du 23 moharrem 1432 (29 décembre 2010), tel qu'il a été modifié et complété, sont modifiées comme suit :

« Article 19.– II. – Ce compte retracera :

« Au crédit :

« – le produit fonds ;

«.....

«.....

(la suite sans modification.)

Modification du compte d'affectation spéciale intitulé «Fonds spécial de soutien à l'action culturelle et sociale au profit des marocains résidant à l'étranger et des affaires de la migration»

Article 16

A compter du 1^{er} janvier 2024, les dispositions du paragraphe II de l'article 24 de la loi de finances n° 43-10 pour l'année budgétaire 2011, promulguée par le dahir n° 1-10-200 du 23 moharrem 1432 (29 décembre 2010), tel qu'il a été modifié et complété, sont complétées comme suit :

« Article 24.– II.- Ce compte retracera :

« Au crédit :

«.....

«.....

« Au débit :

«.....

«.....

« – les dépenses des affaires de la « migration ;

« – les dépenses relatives à la mobilisation des compétences « marocaines à l'étranger ;

« – les versements au budget général ;

« – la restitution des sommes indûment imputées au « compte. »

*Modification du compte d'affectation spéciale intitulé
«Fonds d'appui à la protection sociale et à la cohésion sociale»*

Article 17

A compter du 1^{er} janvier 2024, les dispositions du paragraphe II de l'article 18 de la loi de finances n° 22-12 pour l'année budgétaire 2012, promulguée par le dahir n° 1-12-10 du 24 jourmada II 1433 (16 mai 2012), tel qu'il a été modifié et complété, sont complétées comme suit :

« Article 18.– II. – Ce compte retracera :

« Au crédit :

«.....

«.....

«– 50% du produit de la contribution libératoire
« pour l'année budgétaire 2020 ;

«– 20% du produit des taxes judiciaires ;

« – le produit de la contribution libératoire relative à
« la régularisation spontanée au titre des avoirs et
« liquidités détenus à l'étranger, instituée par l'article 8
« de la loi de finances n° 55-23 pour l'année budgétaire 2024.

« Au débit :

«.....

(la suite sans modification.)

*Modification du compte d'affectation spéciale intitulé
«Fonds de soutien à la gendarmerie Royale»*

Article 18

A compter du 1^{er} janvier 2024, les dispositions du paragraphe II de l'article 37 de la loi de finances n° 26-04 pour l'année budgétaire 2005, promulguée par le dahir n° 1-04-255 du 16 kaada 1425 (29 décembre 2004), tel qu'il a été modifié et complété, sont complétées comme suit :

« Article 37.– II. – Ce compte retracera :

« Au crédit :

«– 80 % paiement ;

« – legs ;

« – recettes diverses et accidentelles.

« Au débit :

« –

« – les dépenses afférentes à l'acquisition du matériel
« roulantgénéral ;

« – les dépenses afférentes à l'acquisition des aéronefs,
« non prises en charge par le budget général ;

« – les versements au budget général ;

« – les dépenses de fonctionnement

(la suite sans modification.)

*Modification du compte d'affectation spéciale intitulé
« Fonds spécial pour le soutien des établissements
pénitentiaires »*

Article 19

A compter du 1^{er} janvier 2024, les dispositions de l'article 23 de la loi de finances n° 43-10 pour l'année budgétaire 2011, promulguée par le dahir n°1-10-200 du 23 moharrem 1432 (29 décembre 2010), tel qu'il a été modifié et complété, sont modifiées et complétées comme suit :

« Article 23.– I.– En vue au soutien de
« l'administration et des établissements
« intitulé «Fonds spécial pour le soutien de l'administration et
« des établissements pénitentiaires» dont le délégué
« ordonnateur.

« II. – Ce compte retracera :

« Au crédit :

«

«

« Au débit :

«– études ;

« – frais réaménagement des bâtiments
« administratifs et des établissements pénitentiaires ;

« – frais d'acquisition nécessaires à
« l'administration et aux établissements pénitentiaires ;

« – frais de réparation nécessaires à
« l'administration et aux établissements pénitentiaires ;

«– frais d'habillement personnel ;

«– formation du personnel et des détenus ;

«– frais d'achat au fonctionnement de
« l'administration et des établissements pénitentiaires ;

«– frais de nourriture..... détenus ;

« – dépenses liées à la réinsertion des détenus ;

« – dépenses liées à la sécurité et la sûreté des bâtiments
« administratifs et des établissements pénitentiaires, du
« personnel et des détenus ;

« – dépenses liées à la modernisation de l'administration
« et des établissements pénitentiaires ;

« – redevance d'eau pénitentiaires ;

« – les versements au budget général ;

« – restitutions des sommes indûment imputées au
« compte.»

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES

I.- BUDGET GÉNÉRAL

Habilitation

Article 20

Conformément aux dispositions de l'article 60 de la loi organique n° 130-13 relative à la loi de finances, le Gouvernement est autorisé, en cas de nécessité impérieuse et imprévue d'intérêt national, à ouvrir en cours d'année, par décrets, des crédits supplémentaires.

Les commissions parlementaires chargées des finances en sont préalablement informées.

Les décrets visés ci-dessus doivent être soumis à la ratification du Parlement dans la plus prochaine loi de finances.

Ratification

Article 21

Conformément aux dispositions de l'article 70 de la Constitution, est ratifié le décret ci-après, pris en vertu des dispositions de l'article 21 de la loi de finances n° 50-22 pour l'année budgétaire 2023 :

- décret n° 2-23-431 du 26 chaoual 1444 (17 mai 2023) portant ouverture de crédits supplémentaires au profit du budget général.

Création de postes budgétaires

Article 22

Il est créé 30.034 postes budgétaires, au titre du budget général pour l'année budgétaire 2024.

1 - 29.534 postes budgétaires, au profit des ministères et institutions suivants :

| MINISTÈRES ET INSTITUTIONS | NOMBRE DE POSTES BUDGÉTAIRES |
|--|------------------------------|
| Ministère de l'intérieur | 7.944 |
| Administration de la défense nationale | 7.000 |
| Ministère de la santé et de la protection sociale | 5.500 |
| Ministère de l'économie et des finances | 2.600 |
| Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation | 2.349 |
| Délégation générale à l'administration pénitentiaire et à la réinsertion | 1.000 |
| Conseil supérieur du pouvoir judiciaire | 450 |
| Ministère des Habous et des affaires islamiques | 400 |
| Ministère de l'éducation nationale, du préscolaire et des sports | 384 |
| Ministère de l'équipement et de l'eau | 250 |
| Ministère de l'agriculture, de la pêche maritime, du développement rural et des eaux et forêts | 210 |
| Cour Royale | 200 |

| | |
|--|---------------|
| Ministère de la justice | 155 |
| Ministère des affaires étrangères et de la coopération africaine et des Marocains résidant à l'étranger | 135 |
| Ministère de la jeunesse, de la culture et de la communication | 110 |
| Chef du gouvernement | 100 |
| Ministère de l'aménagement du territoire national, de l'urbanisme, de l'habitat et de la politique de la ville | 80 |
| Ministère délégué auprès du Chef du gouvernement chargé de la transition numérique et de la réforme de l'administration | 65 |
| Juridictions financières | 60 |
| Ministère du tourisme, de l'artisanat et de l'économie sociale et solidaire | 60 |
| Ministère de l'inclusion économique, de la petite entreprise, de l'emploi et des compétences | 60 |
| Haut-commissariat au plan | 60 |
| Ministère du transport et de la logistique | 50 |
| Ministère de la transition énergétique et du développement durable | 50 |
| Ministère délégué auprès du Chef du gouvernement chargé de l'investissement, de la convergence et de l'évaluation des politiques publiques | 40 |
| Ministère de l'industrie et du commerce | 40 |
| Instance nationale de la probité, de la prévention et de la lutte contre la corruption | 35 |
| Ministère de la solidarité, de l'insertion sociale et de la famille | 30 |
| Chambre des représentants | 20 |
| Chambre des conseillers | 20 |
| Secrétariat général du gouvernement | 20 |
| Ministère délégué auprès du Chef du gouvernement chargé des relations avec le parlement | 20 |
| Conseil national des droits de l'Homme | 15 |
| Conseil économique, social et environnemental | 12 |
| Haut-commissariat aux anciens résistants et anciens membres de l'armée de libération | 10 |
| Total | 29.534 |

2 – Le Chef du gouvernement est habilité à répartir 500 postes budgétaires entre les différents départements ministériels ou institutions, dont 200 sont réservés au profit des personnes en situation de handicap.

3 – Outre les postes budgétaires créés en vertu du tableau mentionné au paragraphe 1 du présent article, il est créé au profit du Conseil supérieur du pouvoir judiciaire, à compter du 1^{er} janvier 2024 :

* 250 postes budgétaires destinés aux attachés de justice, qui ont subi avec succès l'examen de fin de stage et nommés magistrats du corps de la magistrature ;

* 250 postes budgétaires destinés exclusivement aux attachés de justice qui occupent, au 31 décembre 2023, des postes budgétaires au sein du ministère de la justice.

* 300 postes budgétaires destinés exclusivement aux attachés de justice qui ont subi avec succès le concours des attachés de justice avant ladite date.

Les dépenses résultant de ladite régularisation sont imputées sur le budget du Conseil supérieur du pouvoir judiciaire.

Sont supprimés, à compter de la date de régularisation de la situation administrative des personnes concernées, les postes budgétaires qu'ils occupaient au sein du ministère de la justice, ainsi que les postes budgétaires créés en vertu de la loi de finance n° 50-22 pour l'année budgétaires 2023 au profit du ministère de la justice pour recruter des attachés de justice et restés vacants jusqu'au 31 décembre 2023.

*Annulation des crédits de paiement
n'ayant pas fait l'objet d'engagement*

Article 23

I. – Sont annulés les crédits de paiement ouverts par la loi de finances pour l'année budgétaire 2023, au titre des dépenses d'investissement du budget général qui, à la date du 31 décembre 2023, n'ont pas fait l'objet d'engagements de dépenses visés par les services de la Trésorerie Générale du Royaume.

II. – Les dispositions du paragraphe I ci-dessus ne sont pas applicables aux crédits de paiement ouverts au titre de l'année 2023 au profit des programmes et projets bénéficiant de fonds de concours.

III. – Le plafond de 30%, prévu au deuxième alinéa de l'article 63 de la loi organique n° 130-13 relative à la loi de finances, n'est pas applicable aux crédits de paiement ouverts au titre des dépenses d'investissement du budget général et les reliquats d'engagement, visés et non ordonnancés, au profit des programmes et projets bénéficiant des fonds de concours.

IV.– Sont annulés de droit, les crédits d'investissement reportés relatifs aux:

- marchés achevés ainsi que les engagements correspondants auxdits crédits ;
- projets achevés bénéficiant de fonds de concours.

Les modalités d'application du présent article sont fixées par voie réglementaire.

II.– SERVICES DE L'ETAT GERES DE MANIERE AUTONOME

Habilitation

Article 24

Conformément aux dispositions de l'article 70 de la Constitution, le Gouvernement est autorisé à créer, par décret, des services de l'Etat gérés de manière autonome pendant l'année budgétaire 2024.

Les décrets visés ci-dessus doivent être soumis à la ratification du Parlement dans la plus prochaine loi de finances.

III.– COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Habilitation

Article 25

Conformément aux dispositions de l'article 26 de la loi organique n° 130-13 relative à la loi de finances, le Gouvernement est autorisé, en cas d'urgence et de nécessité impérieuse et imprévue, à créer, par décrets, des comptes spéciaux du Trésor pendant l'année budgétaire 2024.

Les commissions parlementaires chargées des finances en sont préalablement informées.

Les décrets visés ci-dessus doivent être soumis à la ratification du Parlement dans la plus prochaine loi de finances.

Ratification

Article 26

Conformément aux dispositions de l'article 26 de la loi organique n° 130-13 relative à la loi de finances, est ratifié le décret ci-après, pris en vertu de l'article 28 de la loi de finances n° 50-22 pour l'année budgétaire 2023 :

- décret n° 2-23-811 du 25 safar 1445 (11 septembre 2023) portant création d'un compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds spécial pour la gestion des effets du tremblement de terre ayant touché le Royaume du Maroc ».

Engagement par anticipation sur le compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds de soutien à l'initiative nationale pour le développement humain »

Article 27

Le montant des dépenses que le Chef du gouvernement est autorisé à engager, pendant l'année budgétaire 2024, au titre du compte d'affectation spéciale intitulé "Fonds de soutien à l'initiative nationale pour le développement humain", par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2025, est fixé à un milliard de dirhams (1.000.000.000 DH).

Engagement par anticipation sur le compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds de soutien à la sûreté nationale »

Article 28

Le montant des dépenses que l'autorité gouvernementale chargée de l'intérieur est autorisée à engager, pendant l'année budgétaire 2024, au titre du compte d'affectation spéciale intitulé "Fonds de soutien à la sûreté nationale", par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2025, est fixé à cent millions de dirhams (100.000.000 DH).

Engagement par anticipation sur le compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds spécial pour la mise en place des titres identitaires électroniques et des titres de voyage »

Article 29

Le montant des dépenses que l'autorité gouvernementale chargée de l'intérieur est autorisée à engager, pendant l'année budgétaire 2024, au titre du compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds spécial pour la mise en place des titres identitaires électroniques et des titres de voyage », par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2025, est fixé à six cent millions de dirhams (600.000.000 DH).

Engagement par anticipation sur le compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds spécial de la pharmacie centrale »

Article 30

Le montant des dépenses que l'autorité gouvernementale chargée de la santé est autorisée à engager, pendant l'année budgétaire 2024, au titre du compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds spécial de la pharmacie centrale », par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2025, est fixé à cinq cent millions de dirhams (500.000.000 DH).

Engagement par anticipation sur le compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds spécial routier »

Article 31

Le montant des dépenses que l'autorité gouvernementale chargée de l'équipement est autorisée à engager, pendant l'année budgétaire 2024, au titre du compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds spécial routier », par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2025, est fixé à trois milliards de dirhams (3.000.000.000 DH).

Engagement par anticipation sur le compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds pour le développement rural et des zones de montagne »

Article 32

Le montant des dépenses que l'autorité gouvernementale chargée du développement rural est autorisée à engager, pendant l'année budgétaire 2024, au titre du compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds pour le développement rural et des zones de montagne », par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2025, est fixé à cinq cent millions de dirhams (500.000.000 DH).

Engagement par anticipation sur le compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds national du développement du sport »

Article 33

Le montant des dépenses que l'autorité gouvernementale chargée des sports est autorisée à engager, pendant l'année budgétaire 2024, au titre du compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds national du développement du sport », par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2025, est fixé à un milliard de dirhams (1.000.000.000 DH).

Engagement par anticipation sur le compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds national pour l'action culturelle »

Article 34

Le montant des dépenses que l'autorité gouvernementale chargée de la culture est autorisée à engager, pendant l'année budgétaire 2024, au titre du compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds national pour l'action culturelle », par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2025, est fixé à cinquante millions de dirhams (50.000.000 DH).

Engagement par anticipation sur le compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds de modernisation de l'administration publique, d'appui à la transition numérique et à l'utilisation de l'amazighe »

Article 35

Le montant des dépenses que l'autorité gouvernementale chargée de la transition numérique et de la réforme de l'administration est autorisée à engager, pendant l'année budgétaire 2024, au titre du compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds de modernisation de l'administration publique, d'appui à la transition numérique et à l'utilisation de l'amazighe », par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2025, est fixé à un milliard cinq cent millions de dirhams (1.500.000.000 DH).

Engagement par anticipation sur le compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds spécial pour le soutien de l'administration et des établissements pénitentiaires »

Article 36

Le montant des dépenses que le délégué général à l'administration pénitentiaire et à la réinsertion est autorisé à engager, pendant l'année budgétaire 2024, au titre du compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds spécial pour le soutien de l'administration et des établissements pénitentiaires », par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2025, est fixé à huit cent millions de dirhams (800.000.000 DH).

Engagement par anticipation sur le compte de dépenses sur dotations intitulé « Acquisition et réparation des matériels des Forces Armées Royales et soutien au développement de l'industrie de défense »

Article 37

Le montant des dépenses que le ministre délégué auprès du Chef du gouvernement chargé de l'administration de la défense nationale est autorisé à engager, pendant l'année budgétaire 2024, au titre du compte de dépenses sur dotations intitulé « Acquisition et réparation des matériels des Forces Armées Royales et soutien au développement de l'industrie de défense », par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2025, est fixé à cent vingt-quatre milliard sept cent soixante-six millions de dirhams (124.766.000.000 DH).

Opérations des comptes spéciaux du Trésor

Article 38

Par dérogation aux dispositions de l'article 28, 6^{ème} alinéa de la loi organique n° 130-13 relative à la loi de finances, l'exécution des opérations des comptes spéciaux du Trésor ouverts à la date du 31 décembre 2023, ainsi que l'imputation sur certains de ces comptes de dépenses résultant du paiement des traitements, salaires ou indemnités, continueront d'être effectuées, pendant l'année budgétaire 2024, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur à cette date.

TITRE III

**Dispositions relatives à l'équilibre
des ressources et des charges de l'Etat**

Article 39

Pour l'année budgétaire 2024, les ressources affectées au budget général, aux services de l'Etat gérés de manière autonome et aux comptes spéciaux du Trésor, telles qu'elles sont évaluées dans le tableau « A » annexé à la présente loi de finances, ainsi que les plafonds de charges et l'équilibre général qui en résulte sont fixés aux montants suivants (en dirhams) :

| | |
|--|-------------------------|
| RECETTES ORDINAIRES DU BUDGET GENERAL (1) : | 311.324.574.000 |
| - Recettes fiscales : | 280.395.681.000 |
| - Impôts directs et taxes assimilées | 117.075.918.000 |
| - Impôts indirects..... | 128.312.541.000 |
| - Droits de douane..... | 15.512.062.000 |
| - Droits d'enregistrement et de timbre..... | 19.495.160.000 |
| - Recettes non fiscales : | 30.928.893.000 |
| - Produits des cessions de participations de l'Etat.. | 5.000.000.000 |
| - Produits de monopoles, d'exploitations et des participations financières de l'Etat..... | 19.480.000.000 |
| - Revenus du domaine de l'Etat..... | 354.500.000 |
| - Recettes diverses..... | 4.594.393.000 |
| - Dons et legs..... | 1.500.000.000 |
| DEPENSES ORDINAIRES DU BUDGET GENERAL (2) : | 317.656.111.000 |
| - Dépenses de fonctionnement : | 279.426.731.000 |
| - Dépenses de Personnel..... | 161.623.345.000 |
| - Dépenses de Matériel et Dépenses Diverses..... | 71.158.286.000 |
| - Charges Communes..... | 34.820.000.000 |
| - Dépenses relatives aux remboursements, dégrèvements et restitutions, fiscaux..... | 9.625.100.000 |
| - Dépenses Imprévues et Dotations Provisionnelles ... | 2.200.000.000 |
| - Dépenses en intérêts et commissions se rapportant à la dette publique..... | 38.229.380.000 |
| SOLDE ORDINAIRE (3)=(1)-(2)..... | -6.331.537.000 |
| DÉPENSES D'INVESTISSEMENT DU BUDGET GÉNÉRAL (4) | 118.108.347.000 |
| SOLDE DU BUDGET GÉNÉRAL (HORS PRODUITS DES EMPRUNTS ET HORS AMORTISSEMENT DE LA DETTE PUBLIQUE A MOYEN ET LONG TERMES) (5)=(3)-(4)..... | -124.439.884.000 |
| SERVICES DE L'ETAT GÉRÉS DE MANIÈRE AUTONOME : | |
| - Recettes des budgets des services de l'Etat gérés de manière autonome | 2.032.410.000 |
| - Dépenses des budgets des services de l'Etat gérés de manière autonome : | 2.032.410.000 |
| - Dépenses d'exploitation..... | 1.746.102.000 |

| | |
|--|-------------------------|
| - Dépenses d'investissement | 286.308.000 |
| SOLDE DES SERVICES DE L'ETAT GÉRÉS DE MANIÈRE AUTONOME (6)..... | - |
| COMPTES SPECIAUX DU TRESOR : | |
| - Recettes des comptes spéciaux du Trésor..... | 137.785.410.000 |
| - Dépenses des comptes spéciaux du Trésor..... | 138.101.458.000 |
| SOLDE DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR (7) | -316.048.000 |
| SOLDE DU BUDGET DE L'ETAT (HORS PRODUITS DES EMPRUNTS ET HORS AMORTISSEMENT DE LA DETTE PUBLIQUE A MOYEN ET LONG TERMES) (8)=(5)+(6)+(7)..... | -124.755.932.000 |
| AMORTISSEMENT DE LA DETTE PUBLIQUE A MOYEN ET LONG TERMES (9) : | 62.399.853.000 |
| - Interne..... | 43.531.100.000 |
| - Externe..... | 18.868.753.000 |
| BESOINS BRUTS DE FINANCEMENT DU BUDGET DE L'ETAT (10)=(8)-(9) | -187.155.785.000 |
| RECETTES D'EMPRUNTS A MOYEN ET LONG TERMES (11) : | 123.410.000.000 |
| - Interne..... | 53.410.000.000 |
| - Externe..... | 70.000.000.000 |
| BESOINS RESIDUELS DE FINANCEMENT DU BUDGET DE L'ETAT (10)+(11) | -63.745.785.000 |

*Autorisation de financement par l'emprunt
et tout autre instrument financier*

Article 40

Le Gouvernement est autorisé à procéder aux émissions d'emprunts et de tout autre instrument financier, à l'étranger, pendant l'année budgétaire 2024, dans la limite du montant de la prévision des recettes inscrites au chapitre 1.1.0.0.0.13.000, service 8500, nature de recette 22 du budget général : « recettes d'emprunt, contre-valeur des emprunts extérieurs ».

Article 41

Pour couvrir, pendant l'année budgétaire 2024, l'ensemble des charges du Trésor, le Gouvernement est autorisé à procéder au financement par l'émission d'emprunts intérieurs et le recours à tout autre instrument financier.

Gestion active de la dette intérieure

Article 42

Le Gouvernement est autorisé à émettre des emprunts intérieurs et à recourir à tout autre instrument financier pour effectuer des opérations de gestion active de la dette intérieure à travers des rachats, des échanges et des mises en pension des bons du Trésor et de tout autre instrument financier.

Gestion active des dépenses d'investissement

Article 43

Le Gouvernement est autorisé, au cours de l'année budgétaire 2024, à appliquer des réserves de précaution aux crédits de paiement ouverts au titre des dépenses d'investissement du budget général.

Le taux de mise en réserve desdits crédits est fixé à 15%.

DEUXIEME PARTIE

MOYENS DES SERVICES

DEPENSES DU BUDGET GENERAL,

DES BUDGETS DES SERVICES

DE L'ETAT GERES DE MANIERE AUTONOME ET

DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

I. – BUDGET GENERAL

Article 44

Le montant des crédits ouverts pour l'année budgétaire 2024, au titre des dépenses de fonctionnement du budget général, est fixé à la somme de deux cent soixante-dix-neuf milliards quatre cent vingt-six millions sept cent trente-et-un mille dirhams (279.426.731.000 DH).

Ces crédits sont répartis par chapitre conformément au tableau « B » annexé à la présente loi de finances.

Article 45

Le montant des crédits de paiement et des crédits d'engagement ouverts au titre des dépenses d'investissement du budget général est fixé à la somme de cent quatre-vingt-douze milliards trois cent soixante-quatre millions six cent trente-trois mille dirhams (192.364.633.000 DH), dont cent dix-huit milliards cent huit millions trois cent quarante-sept mille dirhams (118.108.347.000 DH) en crédits de paiement.

Ces crédits de paiement et ces crédits d'engagement sont répartis, par chapitre, conformément au tableau « C » annexé à la présente loi de finances.

Article 46

Le montant des crédits ouverts pour l'année budgétaire 2024, au titre des dépenses de la dette publique du budget général, est fixé à la somme de cent milliards six cent vingt-neuf millions deux cent trente-trois mille dirhams (100.629.233.000 DH).

Ces crédits sont répartis, par chapitre, conformément au tableau « D » annexé à la présente loi de finances.

II. – SERVICES DE L'ETAT

GERES DE MANIERE AUTONOME

Article 47

Le montant des crédits ouverts pour l'année budgétaire 2024, au titre des dépenses d'exploitation des services de l'Etat gérés de manière autonome, est fixé à la somme d'un milliard sept cent quarante-six millions cent deux mille dirhams (1.746.102.000 DH).

Ces crédits sont répartis par département ministériel ou institution et par service, conformément au tableau « E » annexé à la présente loi de finances.

Article 48

Le montant des crédits de paiement et des crédits d'engagement ouverts au titre des dépenses d'investissement des services de l'Etat gérés de manière autonome est fixé à la somme de trois cent quatre-vingt-deux millions trois cent huit mille dirhams (382.308.000 DH) dont deux cent quatre-vingt-six millions trois cent huit mille dirhams (286.308.000 DH) en crédits de paiement.

Ces crédits de paiement et ces crédits d'engagement sont répartis par département ministériel ou institution et par service, conformément au tableau « F » annexé à la présente loi de finances.

III. – COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Article 49

Le montant des crédits ouverts pour l'année budgétaire 2024, au titre des dépenses des comptes spéciaux du Trésor, est fixé à la somme de cent trente-huit milliards cent un millions quatre cent cinquante-huit mille dirhams (138.101.458.000 DH).

Ces crédits sont répartis par catégorie et par compte, conformément au tableau « G » annexé à la présente loi de finances.

*

*

*

Tableau (A)
(Article 39)
EVALUATION GLOBALE DES RECETTES DU BUDGET GENERAL, DES SERVICES DE L'ETAT
GERES DE MANIERE AUTONOME ET DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR POUR
L'ANNEE BUDGETAIRE 2024

(En dirhams)
I. BUDGET GÉNÉRAL

| Chapitre | Service | Nature de Recette | DESIGNATION DES RECETTES | Evaluations pour l'année budgétaire 2024 | | |
|------------------|---|-------------------|---|--|--|---------|
| 1.1.0.0.0.02.000 | 0000 | | COUR ROYALE | | | |
| | | | ADMINISTRATION GENERALE | | | |
| | | 10 | Droits de chancellerie sur les armoiries et les blasons | Mémoire | | |
| | | 20 | Recettes au titre des ordres du Royaume | 50 000 | | |
| | | 30 | Recettes diverses | Mémoire | | |
| | | | TOTAL DES RECETTES ADMINISTRATION GENERALE | 50 000 | | |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE COUR ROYALE | 50 000 | | |
| | | 1.1.0.0.0.05.000 | 0000 | | JURIDICTIONS FINANCIERES | |
| | | | | | ADMINISTRATION GENERALE | |
| | | | | 10 | Débets juridictionnels | Mémoire |
| 20 | Condammations au remboursement prononcées par les juridictions financières | | | Mémoire | | |
| 30 | Amendes, astreintes et autres sanctions prononcées par les juridictions financières | | | 1 054 000 | | |
| 40 | Intérêts de retard au titre des sanctions prononcées par les juridictions financières | | | Mémoire | | |
| 50 | Reprographie pour consultation des dossiers | | | Mémoire | | |
| | TOTAL DES RECETTES ADMINISTRATION GENERALE | | | 1 054 000 | | |
| | TOTAL DU CHAPITRE JURIDICTIONS FINANCIERES | | | 1 054 000 | | |
| 1.1.0.0.0.06.000 | 9400 | | | | MINISTERE DE LA JUSTICE | |
| | | | SERVICES COMMUNS DU DOMAINE JUDICIAIRE | | | |
| | | 10 | Amendes et condamnations pécuniaires prononcées par les juridictions | 65 894 000 | | |
| | | 20 | Amendes transactionnelles et diverses autres que celles prononcées par les juridictions | 400 000 000 | | |
| | | 30 | Recettes diverses | 2 000 000 | | |
| | | | TOTAL DES RECETTES SERVICES COMMUNS DU DOMAINE JUDICIAIRE | 467 894 000 | | |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE LA JUSTICE | 467 894 000 | | |
| | | 1.1.0.0.0.07.000 | 9100 | | MINISTERE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DE LA COOPÉRATION AFRICAINE ET DES MAROCAINS RÉSIDANT A L'ETRANGER | |
| | | | | | MISSIONS DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES | |
| | | | 10 | Droits de chancellerie | 461 652 000 | |

| Chapitre | Service | Nature de Recette | DESIGNATION DES RECETTES | Evaluations pour l'année budgétaire 2024 |
|------------------|---|-------------------|--|--|
| 1.1.0.0.08.000 | 0000 | 20 | Taxes perçues par les agents diplomatiques et consulaires au titre des actes relatifs à la navigation, au commerce et aux divers certificats d'origine, de débarquement, de provenance et de douanes | 10 967 000 |
| | | 30 | Recettes diverses | 2 500 000 |
| | | | TOTAL DES RECETTES MISSIONS DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES | 475 119 000 |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DE LA COOPÉRATION AFRICAINE ET DES MAROCAINS RÉSIDANT A L'ÉTRANGER | 475 119 000 |
| | | | MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR | |
| | | | ADMINISTRATION GÉNÉRALE | |
| | | 10 | Produits des confiscations, transactions et condamnations pour contravention à la réglementation des prix | 559 000 |
| | | 20 | Recettes diverses | 25 447 000 |
| | | | TOTAL DES RECETTES ADMINISTRATION GÉNÉRALE | 26 006 000 |
| | | | DIRECTION GÉNÉRALE DE LA SÛRETÉ NATIONALE | |
| 1.1.0.0.0.10.000 | 3100 | 10 | Redevances pour délivrance de copies des procès-verbaux des accidents de la circulation | 696 000 |
| | | 20 | Vacations pour services payés de police | Mémoire |
| | | 30 | Recettes diverses | 1 526 000 |
| | | | TOTAL DES RECETTES DIRECTION GÉNÉRALE DE LA SÛRETÉ NATIONALE | 2 222 000 |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE L'INTÉRIEUR | 28 228 000 |
| | | | MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION | |
| | | | ADMINISTRATION GÉNÉRALE | |
| | | 10 | Droits d'inscription | Mémoire |
| | | 20 | Recettes diverses | 240 000 |
| | | | TOTAL DES RECETTES ADMINISTRATION GÉNÉRALE | 240 000 |
| | TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION | 240 000 | | |
| 1.1.0.0.0.10.000 | 7100 | 10 | Droits d'inscription | Mémoire |
| | | 20 | Recettes diverses | 240 000 |
| | | | TOTAL DES RECETTES ADMINISTRATION GÉNÉRALE | 240 000 |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION | 240 000 |

| Chapitre | Service | Nature de Recette | DESIGNATION DES RECETTES | Evaluations pour l'année budgétaire 2024 | |
|--|--|-------------------|---|---|------------|
| 1.1.0.0.11.000 | 0000 | 10 | MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DU PRESCOLAIRE ET DES SPORTS | | |
| | | | ADMINISTRATION GENERALE | | |
| 1.1.0.0.12.000 | 0000 | 10 | Recettes diverses | 1 000 000 | |
| | | | TOTAL DES RECETTES ADMINISTRATION GENERALE | 1 000 000 | |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DU PRESCOLAIRE ET DES SPORTS | 1 000 000 | |
| | | | MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA PROTECTION SOCIALE | | |
| | | | ADMINISTRATION GENERALE | | |
| | | | Droits de police sanitaire et de visite sanitaire | 12 000 | |
| | | | 20 | Remboursement de fournitures pharmaceutiques et de matériel, de frais de traitement et d'hospitalisation dans les formations sanitaires | 10 000 |
| | | | 30 | Droits d'analyse des laboratoires | Mémoire |
| | | | 40 | Recettes diverses | 28 723 000 |
| | | | 1.1.0.0.13.000 | 8100 | 10 |
| TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA PROTECTION SOCIALE | 28 745 000 | | | | |
| MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES | | | | | |
| ADMINISTRATION GENERALE | | | | | |
| Pénalités et amendes autres que fiscales | 50 000 | | | | |
| 20 | Reversement par la Société Nationale des Transports et de la Logistique (SNTL) des crédits non utilisés au titre des achats de véhicules automobiles | Mémoire | | | |
| 30 | Créances sur le Trésor prescrites | 173 744 000 | | | |
| 40 | Prélèvement sur les produits des jeux de hasard | Mémoire | | | |
| 50 | Prélèvement sur les enjeux de courses de chevaux et de lévriers | Mémoire | | | |
| 60 | Contribution des collectivités territoriales aux dépenses supportées par le budget général | Mémoire | | | |

| Chapitre | Service | Nature de Recette | DESIGNATION DES RECETTES | Evaluations pour l'année budgétaire 2024 |
|----------|---------|-------------------|---|---|
| | | 70 | Recettes diverses | 294 421 000 |
| | 8200 | | TOTAL DES RECETTES ADMINISTRATION GENERALE | 468 215 000 |
| | | | DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET GENERALES | |
| | | 10 | Recettes diverses | 189 000 |
| | 8300 | | TOTAL DES RECETTES DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET GENERALES | 189 000 |
| | | | | ADMINISTRATION DES DOUANES ET IMPOTS INDIRECTS |
| | | 10 | Droits de douane | |
| | | 11 | Droits d'importation | 15 511 862 000 |
| | | 12 | Prélèvement fiscal à l'importation | Mémoire |
| | | 13 | Redevance sur l'exploitation des phosphates | Mémoire |
| | | 14 | Taxe uniforme | 200 000 |
| | | 15 | Droits de timbre recouverts par l'administration des douanes | 209 400 000 |
| | | 16 | Droits de chancellerie | 21 630 000 |
| | | 17 | Taxes sur les transports privés | 4 520 000 |
| | | 20 | Taxes intérieures de consommation | |
| | | 21 | Taxes sur les vins et alcools | 887 350 000 |
| | | 22 | Taxe sur les bières | 1 127 170 000 |
| | | 23 | Taxes sur les boissons gazeuses et les limonades | 676 229 000 |
| | | 24 | Taxe sur les produits contenant du sucre | 20 000 000 |
| | | 25 | Droits d'essai et de garantie sur les matières d'argent, d'or et de platine | 90 350 000 |
| | | 26 | Taxes sur les chapes en caoutchouc, bandages, chambres à air et pneumatiques | Mémoire |
| | | 27 | Taxe sur les produits énergétiques | 16 737 023 000 |
| | | 28 | Taxe sur les tabacs manufacturés | 12 500 020 000 |
| | | 30 | Taxe sur la valeur ajoutée | |
| | | 31 | Taxe sur la valeur ajoutée à l'importation | 57 505 709 000 |
| | | 32 | Taxe sur la valeur ajoutée à l'intérieur | 10 691 000 |
| | | 40 | Produits des confiscations | 56 400 000 |

| Chapitre | Service | Nature de Recette | DESIGNATION DES RECETTES | Evaluations pour l'année budgétaire 2024 |
|----------|-------------|-------------------|---|--|
| | | 50 | Taxe d'inspection | |
| | | 51 | Taxe d'inspection sanitaire des plantes, parties de plantes et des produits végétaux à l'importation et à l'exportation | Mémoire |
| | | 52 | Taxe d'inspection sanitaire à l'importation et à l'exportation d'animaux et de produits animaux | Mémoire |
| | | 60 | Majorations sur les obligations cautionnées et intérêts de retard | 18 400 000 |
| | | 70 | Produits des services rendus au titre de l'utilisation par les usagers des systèmes informatiques de l'Administration des Douanes et Impôts indirects | 122 100 000 |
| | | 80 | Redevance gazoduc | Mémoire |
| | | 90 | Recettes diverses | 122 416 000 |
| | | | TOTAL DES RECETTES ADMINISTRATION DES DOUANES ET IMPOTS INDIRECTS | 105 621 470 000 |
| | 8400 | | DIRECTION GENERALE DES IMPOTS | |
| | | 10 | Impôts directs | |
| | | 11 | Impôt sur les sociétés | 61 067 656 000 |
| | | 12 | Impôt sur le revenu | 52 881 550 000 |
| | | 20 | Taxes assimilées | |
| | | 21 | Taxe de licence sur les débits de boissons | 62 342 000 |
| | | 22 | Taxe professionnelle | 88 779 000 |
| | | 23 | Taxe d'habitation | 23 246 000 |
| | | 24 | Taxe aérienne pour la solidarité et la promotion touristique | 1 326 950 000 |
| | | 30 | Impôts sur les tabacs | Mémoire |
| | | 40 | Taxe sur la valeur ajoutée | |
| | | 41 | Taxe sur la valeur ajoutée à l'intérieur | 37 431 049 000 |
| | | 50 | Droits d'enregistrement | |
| | | 51 | Droits sur les mutations | 11 126 090 000 |
| | | 52 | Droits sur les autres conventions | 568 380 000 |
| | | 53 | Droits sur les actes judiciaires et extra-judiciaires | Mémoire |
| | | 54 | Taxes judiciaires | Mémoire |
| | | 55 | Taxe sur les actes et conventions | Mémoire |
| | | 56 | Assistance judiciaire | Mémoire |

| Chapitre | Service | Nature de Recette | DESIGNATION DES RECETTES | Evaluations pour l'année budgétaire 2024 |
|----------|-------------|-------------------|--|--|
| | | 57 | Taxe sur les contrats d'assurances | 1 438 269 000 |
| | | 58 | Droits divers et recettes accessoires | Mémoire |
| | | 60 | Droits de timbre | |
| | | 61 | Timbre unique et papier de dimension | Mémoire |
| | | 62 | Timbre sur ordonnancement | 817 998 000 |
| | | 63 | Carte d'identité | Mémoire |
| | | 64 | Passeports | 451 489 000 |
| | | 65 | Immatriculation des étrangers | Mémoire |
| | | 66 | Permis de chasse et de port d'armes | 30 614 000 |
| | | 67 | Timbre sur documents automobiles | 1 618 478 000 |
| | | 68 | Droit de timbre spécial sur les titres d'importation | 32 490 000 |
| | | 70 | Taxe spéciale annuelle sur les véhicules | |
| | | 71 | Taxe principale et duplicata | 3 201 952 000 |
| | | 80 | Majorations de retard et pénalités | |
| | | 81 | Majoration pour défaut, retard ou insuffisance de déclaration | 737 841 000 |
| | | 82 | Pénalités pour paiement tardif | 841 589 000 |
| | | 83 | Majoration de retard | 1 372 915 000 |
| | | 84 | Produits des transactions sur les contraventions en matière fiscale | Mémoire |
| | | 90 | Recettes diverses et exceptionnelles | |
| | | 91 | Recettes fiscales exceptionnelles | Mémoire |
| | | 92 | Produit de la contribution de régularisation volontaire de l'ensemble de la situation fiscale relative à l'évaluation des dépenses des contribuables | Mémoire |
| | | 93 | Contribution sociale de solidarité sur les bénéfices | Mémoire |
| | | 94 | Produit de la contribution spontanée de régularisation au titre des avoirs et liquidités détenus à l'étranger | Mémoire |
| | | 95 | Recettes diverses | Mémoire |
| | | | TOTAL DES RECETTES DIRECTION GENERALE DES IMPOTS | 175 119 677 000 |
| | | | DIRECTION DU TRESOR ET DES FINANCES EXTERIEURES | |
| | 8500 | 10 | Recettes ordinaires | |
| | | 11 | Produits à provenir de Bank Al Maghrib | 1 700 000 000 |

| Chapitre | Service | Nature de Recette | DESIGNATION DES RECETTES | Evaluations pour l'année budgétaire 2024 |
|----------|---------|-------------------|---|--|
| | | 12 | Produits à provenir de la Caisse de dépôt et de gestion | Mémoire |
| | | 13 | Produits à provenir de l'Office des changes | 140 000 000 |
| | | 14 | Produits à provenir du crédit agricole du Maroc (CAM) | 100 000 000 |
| | | 15 | Produits à provenir du Fonds d'Equipeement Communal (FEC) | 100 000 000 |
| | | 16 | Produits à provenir de la Société Nationale de Garantie et du Financement de l'Entreprise S.A | Mémoire |
| | | 17 | Intérêts sur prêts et avances | 2 323 000 |
| | | 18 | Intérêts sur les opérations de gestion de la Trésorerie Publique | 100 000 000 |
| | | 20 | Recettes d'emprunt | |
| | | 21 | Emprunts intérieurs à moyen et long termes | 53 410 000 000 |
| | | 22 | Contre-valeur des emprunts extérieurs | 70 000 000 000 |
| | | 23 | Produit des bons d'équipement sur réserve d'investissement | Mémoire |
| | | 24 | Recettes provenant de l'emprunt obligatoire | Mémoire |
| | | 30 | Dons et legs | |
| | | 31 | Dons | 1 500 000 000 |
| | | 32 | Prélèvement sur le fonds de contre-valeur des biens fournis par les gouvernements des pays amis et des organismes internationaux | Mémoire |
| | | 40 | Recettes en atténuation des dépenses de la dette amortissable et de la dette flottante | 1 000 000 000 |
| | | 50 | Commissions sur prêts rétrocédés | Mémoire |
| | | 60 | Commission de garantie sur emprunts intérieurs et extérieurs | Mémoire |
| | | 70 | Dividendes au titre des participations de l'Etat dans les sociétés et organismes internationaux | Mémoire |
| | | 80 | Remboursement de l'avance de l'Etat au profit des fonctionnaires et agents de l'Etat pour l'accès à la propriété de logements sociaux | Mémoire |
| | | 90 | Recettes diverses | |
| | | 91 | Produits à provenir de la Société Centrale de Réassurance (SCR) | 40 000 000 |
| | | 92 | Remboursements au titre des échéances de prêts octroyés à certains promoteurs | Mémoire |
| | | 93 | Recettes au titre des certificats de Sukuk | Mémoire |

| Chapitre | Service | Nature de Recette | DESIGNATION DES RECETTES | Evaluations pour l'année budgétaire 2024 |
|----------|---------|--|---|--|
| | | 94 | Autres recettes | Mémoire |
| | 8600 | | TOTAL DES RECETTES DIRECTION DU TRESOR ET DES FINANCES EXTERIEURES | 128 092 323 000 |
| | | | DIRECTION DES ENTREPRISES PUBLIQUES ET DE LA PRIVATISATION | |
| | | 10 | Produits des monopoles, parts de bénéfices et contributions des établissements publics | |
| | | 11 | Produits à provenir de l'Agence Nationale de la Conservation Foncière, du Cadastre et de la Cartographie (ANCFCC) | 4 000 000 000 |
| | | 12 | Produits à provenir de l'Agence Nationale de Réglementation des Télécommunications (ANRT) | 100 000 000 |
| | | 13 | Produits à provenir de l'Office National des Aéroports (ONDA) | 120 000 000 |
| | | 14 | Produits à provenir de l'Agence Nationale des Ports (ANP) | 60 000 000 |
| | | 15 | Produits à provenir de l'Autorité Marocaine du Marché des Capitaux (AMMC) | 14 000 000 |
| | | 16 | Produits à provenir de l'Office Marocain de la Propriété Industrielle et Commerciale (OMPIC) | 14 000 000 |
| | | 17 | Produits à provenir de l'Etablissement Autonome de Contrôle et de Coordination des Exportations (EACCE) | 15 000 000 |
| | | 18 | Produits à provenir de l'Office National des Hydrocarbures et des Mines (ONHYM) | Mémoire |
| | | 19 | Produits à provenir de l'Office National Interprofessionnel des Céréales et Légumineuses (ONICL) | 40 000 000 |
| | | 20 | Produits des monopoles, parts de bénéfices et contributions d'autres établissements publics | |
| | | 21 | Produits à provenir de la Centrale d'achat et de développement de la région minière de tafilalet et de Figuig (CADETAF) | 2 000 000 |
| | | 22 | Produits à provenir du Laboratoire Officiel d'analyses et de recherches chimiques de Casablanca (LOARC) | 2 000 000 |
| | | 23 | Produits à provenir de l'Office National des Pêches (ONP) | 10 000 000 |
| | | 29 | Produits à provenir des autres établissements publics | Mémoire |
| | | 30 | Dividendes à provenir des sociétés à participation publique | |
| | | 31 | Dividendes à provenir de la société Office chérifien des phosphates "OCP S.A" | 7 500 000 000 |
| | | 32 | Dividendes à provenir de la Société Holding d'Aménagement AI Omrane (HAO) | 121 000 000 |
| | | 33 | Dividendes à provenir de la Société Nationale du Transport et de la Logistique (SNTL) | 40 000 000 |
| | | 34 | Dividendes à provenir de Barid Al Maghrib (BAM) | 100 000 000 |
| | | 35 | Dividendes à provenir de la Compagnie Nationale de Transport Aérien Royal Air Maroc (RAM) | Mémoire |
| | 36 | Dividendes à provenir de l'Agence Spéciale Tanger-Méditerranée- TMSA | 12 000 000 | |

| Chapitre | Service | Nature de Recette | DESIGNATION DES RECETTES | Evaluations pour l'année budgétaire 2024 |
|----------|---------|-------------------|---|--|
| | | 37 | Dividendes à provenir de Tanger Med Port Authority (TMPA) | 60 000 000 |
| | | 40 | Dividendes à provenir d'autres sociétés | |
| | | 41 | Dividendes à provenir de la société de productions biologiques et pharmaceutiques vétérinaires (BIOPHARMA) | 2 000 000 |
| | | 42 | Dividendes à provenir de la Société Royale d'Encouragement du Cheval (SOREC) | 25 000 000 |
| | | 43 | Dividendes à provenir de la Société Nationale de Commercialisation de Semences (SONACOS) | Mémoire |
| | | 44 | Dividendes à provenir des participations financières de l'Etat à diverses sociétés | 933 000 000 |
| | | 50 | Redevances pour l'occupation du domaine public et autres produits | |
| | | 51 | Redevances pour l'occupation du domaine public provenant des exploitants de réseaux publics de télécommunications | Mémoire |
| | | 52 | Redevances pour l'occupation du domaine public provenant de l'Office National des Aéroports (ONDA) | 120 000 000 |
| | | 53 | Redevances pour l'occupation du domaine public provenant de l'Agence Nationale des Ports (ANP) | 110 000 000 |
| | | 54 | Redevances pour l'occupation du domaine public provenant d'autres organismes | Mémoire |
| | | 55 | Produits à provenir d'opérateurs de télécommunications | Mémoire |
| | | 56 | Produits divers | 4 000 000 000 |
| | | 60 | Produits de cession des participations de l'Etat | 5 000 000 000 |
| | | 70 | Produits de licences à provenir d'opérateurs de télécommunications | Mémoire |
| | | | TOTAL DES RECETTES DIRECTION DES ENTREPRISES PUBLIQUES ET DE LA PRIVATISATION | 22 400 000 000 |
| | | | DIRECTION DES DOMAINES DE L'ETAT | |
| | 8800 | 10 | Vente d'immeubles domaniaux ruraux | 5 000 000 |
| | | 20 | Revenus des immeubles domaniaux (loyers, charges locatives, etc...) | 300 000 000 |
| | | 30 | Successions vacantes et en déshérence | Mémoire |
| | | 40 | Pourcentage à l'occasion des ventes et locations publiques | 500 000 |
| | | 50 | Produits de vente de meubles, épaves et matériel réformé | 47 000 000 |
| | | 60 | Recettes diverses | 2 500 000 |
| | | | TOTAL DES RECETTES DIRECTION DES DOMAINES DE L'ETAT | 355 000 000 |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES | 432 056 874 000 |

| Chapitre | Service | Nature de Recette | DESIGNATION DES RECETTES | Evaluations pour l'année budgétaire 2024 | |
|----------------|---|---|--|--|--------------------|
| 1.1.0.0.14.000 | 6100 | | MINISTERE DU TOURISME, DE L'ARTISANAT ET DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE | | |
| | | | ADMINISTRATION GENERALE | | |
| | | 10 | Taxe d'estampillage | Mémoire | |
| | | 20 | Taxe d'inspection | Mémoire | |
| | 30 | Recettes diverses | Mémoire | | |
| | | | TOTAL DES RECETTES ADMINISTRATION GENERALE | Mémoire | |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DU TOURISME, DE L'ARTISANAT ET DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE | Mémoire | |
| 1.1.0.0.17.000 | 8100 | | MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'EAU | | |
| | | | DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET JURIDIQUES | | |
| | | 10 | Redevances pour l'extraction de matériaux | 3 000 000 | |
| | | 20 | Redevance pour l'emploi des eaux terrestres du domaine public | Mémoire | |
| | | 30 | Redevance pour l'occupation du domaine public | 86 440 000 | |
| | | 40 | Recettes diverses | 94 090 000 | |
| | | | | TOTAL DES RECETTES DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET JURIDIQUES | 183 530 000 |
| | 8200 | | | DIRECTION DES PORTS ET DU DOMAINE PUBLIC MARITIME | |
| | | 10 | Droits de port | | |
| | | 11 | Droits de port sur les navires | Mémoire | |
| | | 12 | Pilotage et remorquage | Mémoire | |
| | | 13 | Droits de port sur les passagers et touristes en croisière | Mémoire | |
| | | 14 | Droits de port sur les marchandises | Mémoire | |
| | | 20 | Taxes de débarquement | | |
| | | 21 | Taxes de débarquement sur les combustibles liquides en vrac | Mémoire | |
| | | 22 | Taxes de péage sur le poisson débarqué | Mémoire | |
| 30 | | Part de l'Etat dans les bénéfices des sociétés gérantes | Mémoire | | |
| 40 | | Vente de matériel de port réformé | Mémoire | | |
| 50 | | Droit d'usage du réseau des voies ferrées portuaires | Mémoire | | |
| 60 | Recettes provenant du fonctionnement de l'outillage | Mémoire | | | |

| Chapitre | Service | Nature de Recette | DESIGNATION DES RECETTES | Evaluations pour l'année budgétaire 2024 |
|------------------|---------|-------------------|---|--|
| 1.1.0.0.0.18.000 | 0000 | 70 | Recettes diverses | 27 410 000 |
| | | | TOTAL DES RECETTES DIRECTION DES PORTS ET DU DOMAINE PUBLIC MARITIME | 27 410 000 |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'EAU | 210 940 000 |
| | | | MINISTERE DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE | |
| | | | ADMINISTRATION GENERALE | |
| | | 10 | Taxes sur les transports privés | 12 000 000 |
| | | 20 | Recettes diverses | 18 118 000 |
| | | | TOTAL DES RECETTES ADMINISTRATION GENERALE | 30 118 000 |
| | | | DIRECTION GENERALE DE L'AVIATION CIVILE | |
| | | 10 | Taxes perçues sur les aéroports | Mémoire |
| 1.1.0.0.0.20.000 | 0000 | 20 | Recettes diverses | 35 000 |
| | | | TOTAL DES RECETTES DIRECTION GENERALE DE L'AVIATION CIVILE | 35 000 |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE | 30 153 000 |
| | | | MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA PECHE MARITIME, DU DEVELOPPEMENT RURAL ET DES EAUX ET FORETS | |
| | | | ADMINISTRATION GENERALE | |
| | | 10 | Produits des fermes expérimentales et des jardins d'essais | 50 000 |
| | | 20 | Versements effectués par les propriétaires ou les exploitants agricoles dans le cadre du code des investissements agricoles | Mémoire |
| | | 30 | Droits d'analyse des laboratoires | 50 000 |
| | | 40 | Droit d'inscription au catalogue officiel des espèces et variétés de plantes cultivables au Maroc | Mémoire |
| | | 50 | Recettes des haras | Mémoire |
| 1.1.0.0.0.20.000 | 9100 | 60 | Recettes diverses | 10 000 000 |
| | | | TOTAL DES RECETTES ADMINISTRATION GENERALE | 10 100 000 |
| | | | ADMINISTRATION GENERALE | |
| | | 10 | Redevances pour la concession d'emplacement de madragues sur le domaine public maritime | 9 240 000 |
| | | 20 | Droits de licences dus par les navires de pêche | 39 757 000 |
| | | 30 | Redevances de pêches maritimes | 83 842 000 |

| Chapitre | Service | Nature de Recette | DESIGNATION DES RECETTES | Evaluations pour l'année budgétaire 2024 | |
|---|--|---|--|--|--------------------|
| 1.1.0.0.0.27.000 | 0000 | 40 | Contribution au titre de la pêche maritime | Mémoire | |
| | | 50 | Transactions avant jugement sur délits de pêche | 12 637 000 | |
| | | 60 | Redevances annuelles dues au titre des conventions de concessions de fermes aquacoles | 1 837 000 | |
| | | 70 | Recettes diverses | 310 000 | |
| | | TOTAL DES RECETTES ADMINISTRATION GENERALE | | | 147 623 000 |
| | | TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA PECHE MARITIME, DU DEVELOPPEMENT RURAL ET DES EAUX ET FORETS | | | 157 723 000 |
| | | MINISTERE DE LA TRANSITION ENERGETIQUE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE | | | |
| | | ADMINISTRATION GENERALE | | | |
| | | 10 | Taxe sur les permis de recherches minières, permis d'exploitation, taxe de mutation | 1 000 000 | |
| | | 20 | Droits d'analyse des laboratoires | 6 000 000 | |
| 1.1.0.0.0.28.000 | 0000 | 30 | Recettes relatives à la prospection des hydrocarbures et leur exploitation | 203 000 | |
| | | 40 | Recettes diverses | 7 000 000 | |
| | | TOTAL DES RECETTES ADMINISTRATION GENERALE | | | 14 203 000 |
| | | TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE LA TRANSITION ENERGETIQUE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE | | | 14 203 000 |
| | | MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE | | | |
| | | ADMINISTRATION GENERALE | | | |
| | | 10 | Taxe de vérification des poids et mesures | 13 000 000 | |
| | | 20 | Recettes afférentes aux brevets d'invention, dépôts de dessins et modèles, marques de fabriques etc... | Mémoire | |
| | | 30 | Recettes afférentes aux prestations rendues par les services du registre central du commerce | Mémoire | |
| | | 40 | Recettes diverses | 9 267 000 | |
| 1.1.0.0.0.29.000 | 8100 | TOTAL DES RECETTES ADMINISTRATION GENERALE | | | 22 267 000 |
| | | TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE | | | 22 267 000 |
| | | MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION | | | |
| DIRECTION DE LA JEUNESSE, DE L'ENFANCE ET DES AFFAIRES FEMININES | | | | | |
| 10 | Participation des stagiaires internes et des jeunes aux frais d'alimentation et d'hébergement dans les centres et dans les camps | Mémoire | | | |

| Chapitre | Service | Nature de Recette | DESIGNATION DES RECETTES | Evaluations pour l'année budgétaire 2024 |
|------------------|-----------|--|---|--|
| 1.1.0.0.0.34.000 | 0000 | 20 | Recettes diverses | 234 000 |
| | | | TOTAL DES RECETTES DIRECTION DE LA JEUNESSE, DE L'ENFANCE ET DES AFFAIRES FEMININES | 234 000 |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION | 234 000 |
| | | | ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE | |
| 1.1.0.0.0.46.000 | 0000 | 10 | Recettes diverses | 4 000 000 |
| | | | TOTAL DES RECETTES ADMINISTRATION GENERALE | 4 000 000 |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE | 4 000 000 |
| | | | MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE NATIONAL, DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE | |
| 1.1.0.0.0.51.000 | 0000 | 10 | Recettes diverses | 200 000 |
| | | | TOTAL DES RECETTES ADMINISTRATION GENERALE | 200 000 |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE NATIONAL, DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE | 200 000 |
| | | | DELEGATION GENERALE A L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET A LA REINSERTION | |
| 1.1.0.0.0.00.000 | 0000 | 10 | Produits divers du service pénitentiaire | 150 000 |
| | | 20 | Recettes diverses | 500 000 |
| | | | TOTAL DES RECETTES ADMINISTRATION GENERALE | 650 000 |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE DELEGATION GENERALE A L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET A LA REINSERTION | 650 000 |
| | 0000 | | ADMINISTRATIONS DIVERSES | |
| | | | ADMINISTRATION GENERALE | |
| | | 10 | Cartes et documents divers édités par les ministères | 400 000 |
| | | 20 | Reversements sur traitements et salaires | 951 905 000 |
| | | 30 | Reversements de fonds sur les dépenses budgétaires | 180 000 000 |
| | 40 | Fonds de concours | | |
| | 41 | Fonds de concours (coopération internationale) | Mémoire | |

| Chapitre | Service | Nature de Recette | DESIGNATION DES RECETTES | Evaluations pour l'année budgétaire 2024 |
|----------|---------|-------------------|--|--|
| | | 42 | Fonds de concours à rattacher à divers services | Mémoire |
| | | 50 | Produits des legs et donations attribués à l'Etat et à diverses administrations publiques | Mémoire |
| | | 60 | Recettes exceptionnelles d'ordre | Mémoire |
| | | 70 | Report des crédits disponibles au budget de l'année précédente | Mémoire |
| | | 80 | Recettes diverses en atténuation de dépenses | 31 681 000 |
| | | 90 | Recettes diverses | |
| | | 91 | Recettes au titre des versements à partir des comptes d'affectation spéciale | Mémoire |
| | | 92 | Recettes au titre des versements à partir des services de l'Etat gérés de manière autonome | Mémoire |
| | | 93 | Autres recettes | 71 014 000 |
| | | | TOTAL DES RECETTES ADMINISTRATION GENERALE | 1 235 000 000 |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE ADMINISTRATIONS DIVERSES | 1 235 000 000 |
| | | | TOTAL GENERAL DU BUDGET GENERAL | 434 734 574 000 |

II. Services de l'Etat Gérés de Manière Autonome
(En dirhams)

| Code Chapitre | Désignation | Ressources pour l'année budgétaire 2024 |
|------------------|--|---|
| | PREMIERE PARTIE : - RECETTES D'EXPLOITATION | |
| | CHEF DU GOUVERNEMENT | |
| 4.1.1.0.0.04.001 | ROYAL GOLF DAR ES SALAM | 18 000 000 |
| | TOTAL | 18 000 000 |
| | MINISTERE DE LA JUSTICE | |
| 4.1.1.0.0.06.002 | CENTRE DE PUBLICATION ET DE DOCUMENTATION JUDICIAIRE DE LA COUR DE CASSATION | 900 000 |
| | TOTAL | 900 000 |
| | MINISTERE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DE LA COOPÉRATION AFRICAINE ET DES MAROCAINS RÉSIDANT A L'ETRANGER | |
| 4.1.1.0.0.07.002 | DIRECTION DES AFFAIRES CONSULAIRES ET SOCIALES | 20 000 000 |
| | TOTAL | 20 000 000 |
| | MINISTERE DE L'INTERIEUR | |
| 4.1.1.0.0.08.018 | DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES ET DE LA TRANSFORMATION DIGITALE | 80 000 000 |
| | TOTAL | 80 000 000 |
| | MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DU PRESCOLAIRE ET DES SPORTS | |
| 4.1.1.0.0.11.003 | DIVISION DES STRATEGIES DE FORMATION | 5 000 000 |
| 4.1.1.0.0.11.004 | COMPLEXE SPORTIF MOHAMMED V DE CASABLANCA ET BASE NAUTIQUE DE MOHAMMADIA | 15 000 000 |
| 4.1.1.0.0.11.005 | SERVICE DU CONTROLE DES ETABLISSEMENTS ET DES SALLES SPORTIVES | 20 000 000 |
| 4.1.1.0.0.11.006 | INSTITUT ROYAL DE FORMATION DES CADRES DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS | 12 000 000 |
| | TOTAL | 52 000 000 |
| | MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA PROTECTION SOCIALE | |
| 4.1.1.0.0.12.001 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL OUARZAZATE | 7 500 000 |
| 4.1.1.0.0.12.002 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL INEZGANE-AIT MELLOUL | 6 500 000 |
| 4.1.1.0.0.12.003 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAROUDANT | 10 000 000 |
| 4.1.1.0.0.12.004 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TIZNIT | 9 500 000 |
| 4.1.1.0.0.12.005 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL EL KELAA DES SRAGHNA | 10 250 000 |
| 4.1.1.0.0.12.006 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ESSAOUIRA | 6 500 000 |
| 4.1.1.0.0.12.007 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL EL JADIDA | 15 500 000 |
| 4.1.1.0.0.12.008 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SAFI | 13 000 000 |

| Code Chapitre | Désignation | Ressources pour l'année budgétaire 2024 |
|------------------|--|---|
| 4.1.1.0.0.12.009 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KHOURIBGA | 14 000 000 |
| 4.1.1.0.0.12.010 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SETTAT | 12 000 000 |
| 4.1.1.0.0.12.012 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BOULEMANE | 4 500 000 |
| 4.1.1.0.0.12.013 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SEFROU | 5 000 000 |
| 4.1.1.0.0.12.014 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KENITRA | 21 000 000 |
| 4.1.1.0.0.12.015 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SIDI KACEM | 10 000 000 |
| 4.1.1.0.0.12.016 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL CHEFCHAOUEN | 5 000 000 |
| 4.1.1.0.0.12.017 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL LARACHE | 11 000 000 |
| 4.1.1.0.0.12.018 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE TANGER | 24 500 000 |
| 4.1.1.0.0.12.019 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TETOUAN | 15 000 000 |
| 4.1.1.0.0.12.020 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'ERRACHIDIA | 16 000 000 |
| 4.1.1.0.0.12.021 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL IFRANE | 4 500 000 |
| 4.1.1.0.0.12.022 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KHENIFRA | 9 000 000 |
| 4.1.1.0.0.12.023 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL AL HOCEIMA | 15 000 000 |
| 4.1.1.0.0.12.024 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAZA | 9 000 000 |
| 4.1.1.0.0.12.025 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL FIGUIG | 4 500 000 |
| 4.1.1.0.0.12.026 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL NADOR | 17 000 000 |
| 4.1.1.0.0.12.027 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BERKANE | 5 500 000 |
| 4.1.1.0.0.12.028 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'OUED-ED-DAHAB | 4 500 000 |
| 4.1.1.0.0.12.029 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE LAAYOUNE | 11 000 000 |
| 4.1.1.0.0.12.030 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAN-TAN | 4 500 000 |
| 4.1.1.0.0.12.031 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE BENI MELLAL | 21 000 000 |
| 4.1.1.0.0.12.032 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'AGADIR | 19 000 000 |
| 4.1.1.0.0.12.033 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE MARRAKECH | 11 500 000 |
| 4.1.1.0.0.12.035 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS AIN SEBAA HAY MOHAMMADI | 10 000 000 |
| 4.1.1.0.0.12.036 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS EL FIDA MERS SOLTANE | 9 000 000 |
| 4.1.1.0.0.12.037 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS MOULAY RACHID | 11 000 000 |
| 4.1.1.0.0.12.038 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE CASABLANCA | 8 000 000 |

| Code Chapitre | Désignation | Ressources pour l'année budgétaire 2024 |
|------------------|---|---|
| 4.1.1.0.0.12.039 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL MOHAMMEDIA | 6 000 000 |
| 4.1.1.0.0.12.040 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL SALE | 15 000 000 |
| 4.1.1.0.0.12.041 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL SKHIRAT TEMARA | 10 000 000 |
| 4.1.1.0.0.12.042 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KHEMISSSET | 10 500 000 |
| 4.1.1.0.0.12.045 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL MEKNES | 24 000 000 |
| 4.1.1.0.0.12.046 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'OUJDA | 21 000 000 |
| 4.1.1.0.0.12.047 | CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE ET D'HEMATOLOGIE | 44 000 000 |
| 4.1.1.0.0.12.048 | CENTRE REGIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE-CASABLANCA | 23 000 000 |
| 4.1.1.0.0.12.049 | INSTITUT NATIONAL D'HYGIENE | 6 000 000 |
| 4.1.1.0.0.12.050 | CENTRE NATIONAL DE RADIOPROTECTION | 2 500 000 |
| 4.1.1.0.0.12.051 | DIRECTION DU MEDICAMENT ET DE LA PHARMACIE | 20 000 000 |
| 4.1.1.0.0.12.052 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL CHICHAOUA | 4 000 000 |
| 4.1.1.0.0.12.053 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENT HAY HASSANI | 5 000 000 |
| 4.1.1.0.0.12.054 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAOUNATE | 5 000 000 |
| 4.1.1.0.0.12.055 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE RABAT | 24 000 000 |
| 4.1.1.0.0.12.056 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAOURIRT | 5 000 000 |
| 4.1.1.0.0.12.057 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL CHTOUKA AIT BAHA | 6 000 000 |
| 4.1.1.0.0.12.058 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENT AIN CHOCK | 6 500 000 |
| 4.1.1.0.0.12.059 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BENSLIMANE | 3 500 000 |
| 4.1.1.0.0.12.060 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TATA | 3 000 000 |
| 4.1.1.0.0.12.061 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL AL HAOUZ | 4 000 000 |
| 4.1.1.0.0.12.062 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ZAGORA | 3 500 000 |
| 4.1.1.0.0.12.063 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BOUJDOUR | 3 000 000 |
| 4.1.1.0.0.12.064 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ASSA ZAQ | 3 500 000 |
| 4.1.1.0.0.12.065 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE GUELMIM | 5 500 000 |
| 4.1.1.0.0.12.066 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ESSMARA | 4 500 000 |
| 4.1.1.0.0.12.067 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS SIDI BERNOUSSI | 8 500 000 |
| 4.1.1.0.0.12.068 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL NOUACEUR | 6 000 000 |
| 4.1.1.0.0.12.069 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL AZILAL | 5 500 000 |

| Code Chapitre | Désignation | Ressources pour l'année budgétaire 2024 |
|------------------|--|---|
| 4.1.1.0.0.12.070 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL EL HAJEB | 4 000 000 |
| 4.1.1.0.0.12.071 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL M'DIQ FNIDEQ | 6 000 000 |
| 4.1.1.0.0.12.072 | ECOLE NATIONALE DE SANTE PUBLIQUE | 4 000 000 |
| 4.1.1.0.0.12.073 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL JRADA | 6 000 000 |
| 4.1.1.0.0.12.074 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS DE BEN M'SICK | 4 500 000 |
| 4.1.1.0.0.12.075 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE FES | 27 000 000 |
| 4.1.1.0.0.12.076 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TINGHIR | 4 500 000 |
| 4.1.1.0.0.12.077 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SIDI IFNI | 4 500 000 |
| 4.1.1.0.0.12.078 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SIDI SLIMANE | 4 500 000 |
| 4.1.1.0.0.12.079 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL OUEZZANE | 4 500 000 |
| 4.1.1.0.0.12.080 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BERRECHID | 6 500 000 |
| 4.1.1.0.0.12.081 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL RHAMNA | 4 500 000 |
| 4.1.1.0.0.12.082 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SIDI BENNOUR | 4 000 000 |
| 4.1.1.0.0.12.083 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL YOUSOUFIA | 3 500 000 |
| 4.1.1.0.0.12.084 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL FKIH BEN SALAH | 6 500 000 |
| 4.1.1.0.0.12.085 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL MIDELT | 5 000 000 |
| 4.1.1.0.0.12.086 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL GUERCIF | 3 500 000 |
| 4.1.1.0.0.12.087 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL MEDIOUNA | 3 500 000 |
| | TOTAL | 785 250 000 |
| | MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES | |
| 4.1.1.0.0.13.003 | SEGMA CHARGE DE LA PRIVATISATION | - |
| 4.1.1.0.0.13.005 | TRESORERIE GENERALE DU ROYAUME | 50 000 000 |
| 4.1.1.0.0.13.006 | DIVISION ADMINISTRATIVE | - |
| 4.1.1.0.0.13.007 | ADMINISTRATION DES DOUANES ET IMPOTS INDIRECTS | 55 000 000 |
| | TOTAL | 105 000 000 |
| | MINISTERE DU TOURISME, DE L'ARTISANAT ET DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE | |
| 4.1.1.0.0.14.001 | INSTITUT SUPERIEUR INTERNATIONAL DU TOURISME DE TANGER | 11 016 000 |
| 4.1.1.0.0.14.008 | INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - OUARZAZATE | 1 542 000 |

| Code Chapitre | Désignation | Ressources pour l'année budgétaire 2024 |
|------------------|---|---|
| 4.1.1.0.0.14.011 | INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - TANGER | 1 315 000 |
| 4.1.1.0.0.14.015 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE DE TOUARGA - RABAT | 865 000 |
| 4.1.1.0.0.14.018 | INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS FES | 375 000 |
| 4.1.1.0.0.14.019 | INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS MARRAKECH | 400 000 |
| 4.1.1.0.0.14.020 | INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS MEKNES | 375 000 |
| 4.1.1.0.0.14.021 | INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS RABAT | 300 000 |
| 4.1.1.0.0.14.022 | INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS OUARZAZATE | 300 000 |
| 4.1.1.0.0.14.023 | INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS INEZGANE | 400 000 |
| | TOTAL | 16 888 000 |
| | SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT | |
| 4.1.1.0.0.16.001 | DIRECTION DE L'IMPRIMERIE OFFICIELLE | 24 000 000 |
| | TOTAL | 24 000 000 |
| | MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'EAU | |
| 4.1.1.0.0.17.002 | CENTRE NATIONAL D'ETUDES ET DE RECHERCHES ROUTIERES | 5 000 000 |
| 4.1.1.0.0.17.003 | SERVICE DU RESEAU DES SERVICES DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL | 3 500 000 |
| 4.1.1.0.0.17.004 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE FES | 9 000 000 |
| 4.1.1.0.0.17.005 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE RABAT | 5 500 000 |
| 4.1.1.0.0.17.006 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE MARRAKECH | 7 000 000 |
| 4.1.1.0.0.17.007 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE MEKNES | - |
| 4.1.1.0.0.17.008 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL D'OUJDA | 4 500 000 |
| 4.1.1.0.0.17.009 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE CASABLANCA | 3 500 000 |
| 4.1.1.0.0.17.010 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL D'AGADIR | 7 000 000 |
| 4.1.1.0.0.17.011 | INSTITUT DE FORMATION AUX ENGIN ET A L'ENTRETIEN ROUTIER | 2 500 000 |
| 4.1.1.0.0.17.014 | SERVICE DE LA FORMATION CONTINUE | 1 000 000 |
| 4.1.1.0.0.17.019 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE LAAYOUNE | 2 700 000 |
| 4.1.1.0.0.17.020 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE TANGER | 3 000 000 |
| 4.1.1.0.0.17.021 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE BENI MELLAL | 2 800 000 |
| 4.1.1.0.0.17.022 | DIRECTION GENERALE DE LA METEOROLOGIE | 40 000 000 |

| Code Chapitre | Désignation | Ressources pour l'année budgétaire 2024 |
|------------------|---|---|
| 4.1.1.0.0.17.023 | SERVICE DE GESTION DES CHANTIERS | 5 000 000 |
| | TOTAL | 102 000 000 |
| | MINISTERE DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE | |
| 4.1.1.0.0.18.001 | INSTITUT SUPERIEUR D'ETUDES MARITIMES | 6 000 000 |
| 4.1.1.0.0.18.002 | DIRECTION DE LA MARINE MARCHANDE | 2 500 000 |
| 4.1.1.0.0.18.003 | DIRECTION GENERALE DE L'AVIATION CIVILE | 10 000 000 |
| | TOTAL | 18 500 000 |
| | MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA PECHE MARITIME, DU DEVELOPPEMENT RURAL ET DES EAUX ET FORETS | |
| 4.1.1.0.0.20.001 | INSTITUT DES TECHNICIENS SPECIALISES EN MECANIQUE AGRICOLE ET EQUIPEMENT RURAL DE BOUKNADEL - SALE | 3 200 000 |
| 4.1.1.0.0.20.002 | INSTITUT ROYAL DES TECHNICIENS SPECIALISES EN ELEVAGE DE FOUARAT- KENITRA | 3 200 000 |
| 4.1.1.0.0.20.003 | INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE LA CHAOUIA | 1 750 000 |
| 4.1.1.0.0.20.004 | INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE TIFLET | 2 100 000 |
| 4.1.1.0.0.20.005 | INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE SAHEL BOUTAHAR | 2 100 000 |
| 4.1.1.0.0.20.006 | ECOLE D'AGRICULTURE DE TEMARA | 2 650 000 |
| 4.1.1.0.0.20.007 | DIVISION DE LA DURABILITE ET AMENAGEMENT DES RESSOURCES MARITIMES | 19 400 000 |
| 4.1.1.0.0.20.008 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - AL HOCEIMA | 2 440 000 |
| 4.1.1.0.0.20.009 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - SAFI | 2 753 000 |
| 4.1.1.0.0.20.010 | INSTITUT SUPERIEUR DES PECHEES MARITIMES | 5 075 000 |
| 4.1.1.0.0.20.011 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - TAN TAN | 2 755 000 |
| 4.1.1.0.0.20.012 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - LARACHE | 2 804 000 |
| 4.1.1.0.0.20.013 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - LAAYOUNE - | 2 618 000 |
| 4.1.1.0.0.20.014 | ECOLE NATIONALE FORESTIERE D'INGENIEURS | 5 600 000 |
| 4.1.1.0.0.20.015 | SERVICE DES LYCEES AGRICOLES | 11 800 000 |
| | TOTAL | 70 245 000 |
| | MINISTERE DES HABOUS ET DES AFFAIRES ISLAMIQUES | |
| 4.1.1.0.0.23.001 | DIVISION DU PELERINAGE | 20 000 000 |
| 4.1.1.0.0.23.002 | MUSÉE MOHAMMED VI POUR LA CIVILISATION DE L'EAU AU MAROC | 500 000 |
| | TOTAL | 20 500 000 |

| Code Chapitre | Désignation | Ressources pour l'année budgétaire 2024 |
|------------------|---|---|
| | MINISTERE DE LA TRANSITION ENERGETIQUE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE | |
| 4.1.1.0.0.27.001 | INSTITUT DES MINES DE TOUISSIT | 2 600 000 |
| 4.1.1.0.0.27.002 | INSTITUT DES MINES DE MARRAKECH | 3 500 000 |
| 4.1.1.0.0.27.004 | LABORATOIRE NATIONAL DES ETUDES ET DE SURVEILLANCE DE LA POLLUTION | 800 000 |
| | TOTAL | 6 900 000 |
| | MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION | |
| 4.1.1.0.0.29.001 | IMPRIMERIE DAR AL MANAHIL | 1 000 000 |
| 4.1.1.0.0.29.007 | COMPLEXE MOULAY RACHID DE LA JEUNESSE ET DE L'ENFANCE DE BOUZNIKA | 8 000 000 |
| 4.1.1.0.0.29.008 | INSTITUT SUPERIEUR DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION | 4 080 000 |
| 4.1.1.0.0.29.009 | INSTITUT SUPERIEUR DES METIERS DE L'AUDIO-VISUEL ET DU CINEMA | 8 060 000 |
| | TOTAL | 21 140 000 |
| | MINISTERE DE L'INCLUSION ECONOMIQUE, DE LA PETITE ENTREPRISE, DE L'EMPLOI ET DES COMPETENCES | |
| 4.1.1.0.0.31.004 | DIVISION DE LA FORMATION | 400 000 |
| | TOTAL | 400 000 |
| | ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE | |
| 4.1.1.0.0.34.001 | CENTRE ROYAL DE TELEDETECTION SPACIALE | 5 000 000 |
| 4.1.1.0.0.34.002 | HOPITAL MILITAIRE D'INSTRUCTION MOHAMMED V A RABAT | 170 000 000 |
| 4.1.1.0.0.34.003 | HOPITAL MILITAIRE AVICENNE A MARRAKECH | 52 000 000 |
| 4.1.1.0.0.34.004 | HOPITAL MILITAIRE MOULAY ISMAIL A MEKNES | 50 000 000 |
| 4.1.1.0.0.34.005 | HOPITAL MILITAIRE HASSAN II A LAAYOUNE | 12 000 000 |
| 4.1.1.0.0.34.006 | HOPITAL MILITAIRE MOHAMMED VI A DAKHLA | 10 000 000 |
| 4.1.1.0.0.34.007 | HOPITAL MILITAIRE MOULAY EL HASSAN A GUELMIM | 21 000 000 |
| 4.1.1.0.0.34.008 | HOPITAL MILITAIRE OUED EDDAHAB A AGADIR | 33 000 000 |
| 4.1.1.0.0.34.009 | CENTRE MEDICO-CHIRURGICAL DES FORCES ARMEES ROYALES A ES-SMARA | 3 000 000 |
| 4.1.1.0.0.34.010 | UNITE DE FABRICATION DE MASQUES DE LA GENDARMERIE ROYALE | 2 474 000 |
| 4.1.1.0.0.34.011 | ETABLISSEMENT CENTRAL DE GESTION ET DE STOCKAGE DES MATERIELS | - |
| 4.1.1.0.0.34.012 | CENTRE MEDICO-CHIRURGICAL DES FORCES ARMEES ROYALES A ERRACHIDIA | 4 000 000 |
| | TOTAL | 362 474 000 |

| Code Chapitre | Désignation | Ressources pour l'année budgétaire 2024 |
|---|--|---|
| HAUT COMMISSARIAT AU PLAN | | |
| 4.1.1.0.0.42.001 | INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE ET D'ECONOMIE APPLIQUEE | 14 850 000 |
| 4.1.1.0.0.42.002 | CENTRE NATIONAL DE DOCUMENTATION | 2 161 000 |
| 4.1.1.0.0.42.003 | ECOLE DES SCIENCES DE L'INFORMATION | 2 740 000 |
| TOTAL | | 19 751 000 |
| MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE NATIONAL, DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE | | |
| 4.1.1.0.0.46.001 | ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE DE RABAT | 8 732 000 |
| 4.1.1.0.0.46.002 | INSTITUT NATIONAL D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME | 2 330 000 |
| 4.1.1.0.0.46.005 | ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE DE MARRAKECH | 3 420 000 |
| 4.1.1.0.0.46.006 | ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE D'OUJDA | 1 086 000 |
| 4.1.1.0.0.46.007 | ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE D'AGADIR | 1 086 000 |
| TOTAL | | 16 654 000 |
| DELEGATION GENERALE A L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET A LA REINSERTION | | |
| 4.1.1.0.0.51.001 | SERVICE DES UNITES DE FORMATION ARTISTIQUE ET ARTISANALE | 5 500 000 |
| TOTAL | | 5 500 000 |
| TOTAL GENERAL DES RECETTES D'EXPLOITATION | | 1 746 102 000 |

| Code Chapitre | Désignation | Ressources pour l'année budgétaire 2024 |
|------------------|--|---|
| | DEUXIEME PARTIE : - RECETTES D'INVESTISSEMENT | |
| | CHEF DU GOUVERNEMENT | |
| 4.1.2.0.0.04.001 | ROYAL GOLF DAR ES SALAM | - |
| | TOTAL | - |
| | MINISTERE DE LA JUSTICE | |
| 4.1.2.0.0.06.002 | CENTRE DE PUBLICATION ET DE DOCUMENTATION JUDICIAIRE DE LA COUR DE CASSATION | - |
| | TOTAL | - |
| | MINISTERE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DE LA COOPÉRATION AFRICAINE ET DES MAROCAINS RÉSIDANT A L'ÉTRANGER | |
| 4.1.2.0.0.07.002 | DIRECTION DES AFFAIRES CONSULAIRES ET SOCIALES | - |
| | TOTAL | - |
| | MINISTERE DE L'INTERIEUR | |
| 4.1.2.0.0.08.018 | DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES ET DE LA TRANSFORMATION DIGITALE | - |
| | TOTAL | - |
| | MINISTERE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DU PRESCOLAIRE ET DES SPORTS | |
| 4.1.2.0.0.11.003 | DIVISION DES STRATEGIES DE FORMATION | - |
| 4.1.2.0.0.11.004 | COMPLEXE SPORTIF MOHAMMED V DE CASABLANCA ET BASE NAUTIQUE DE MOHAMMADIA | 3 000 000 |
| 4.1.2.0.0.11.005 | SERVICE DU CONTROLE DES ÉTABLISSEMENTS ET DES SALLES SPORTIVES | 5 000 000 |
| 4.1.2.0.0.11.006 | INSTITUT ROYAL DE FORMATION DES CADRES DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS | 3 000 000 |
| | TOTAL | 11 000 000 |
| | MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA PROTECTION SOCIALE | |
| 4.1.2.0.0.12.001 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL OUARZAZATE | 800 000 |
| 4.1.2.0.0.12.002 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL INEZGANE-AIT MELLOUL | 600 000 |
| 4.1.2.0.0.12.003 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAROUDANT | 600 000 |
| 4.1.2.0.0.12.004 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TIZNIT | 900 000 |
| 4.1.2.0.0.12.005 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL EL KELAA DES SRAGHNA | 700 000 |
| 4.1.2.0.0.12.006 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ESSAOUIRA | 400 000 |
| 4.1.2.0.0.12.007 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL EL JADIDA | 500 000 |

| Code Chapitre | Désignation | Ressources pour l'année budgétaire 2024 |
|------------------|--|---|
| 4.1.2.0.0.12.008 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SAFI | 900 000 |
| 4.1.2.0.0.12.009 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KHOURIBGA | 700 000 |
| 4.1.2.0.0.12.010 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SETTAT | 600 000 |
| 4.1.2.0.0.12.012 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BOULEMANE | 500 000 |
| 4.1.2.0.0.12.013 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SEFROU | 400 000 |
| 4.1.2.0.0.12.014 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KENITRA | 800 000 |
| 4.1.2.0.0.12.015 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SIDI KACEM | 600 000 |
| 4.1.2.0.0.12.016 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL CHEFCHAOUEN | 500 000 |
| 4.1.2.0.0.12.017 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL LARACHE | 800 000 |
| 4.1.2.0.0.12.018 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE TANGER | 900 000 |
| 4.1.2.0.0.12.019 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TETOUAN | 900 000 |
| 4.1.2.0.0.12.020 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'ERRACHIDIA | 900 000 |
| 4.1.2.0.0.12.021 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL IFRANE | 300 000 |
| 4.1.2.0.0.12.022 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KHENIFRA | - |
| 4.1.2.0.0.12.023 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL AL HOCEIMA | 700 000 |
| 4.1.2.0.0.12.024 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAZA | 800 000 |
| 4.1.2.0.0.12.025 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL FIGUIG | 400 000 |
| 4.1.2.0.0.12.026 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL NADOR | 700 000 |
| 4.1.2.0.0.12.027 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BERKANE | 400 000 |
| 4.1.2.0.0.12.028 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'OUED-ED-DAHAB | 400 000 |
| 4.1.2.0.0.12.029 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE LAAYOUNE | 900 000 |
| 4.1.2.0.0.12.030 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAN-TAN | 400 000 |
| 4.1.2.0.0.12.031 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE BENI MELLAL | 700 000 |
| 4.1.2.0.0.12.032 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'AGADIR | 800 000 |
| 4.1.2.0.0.12.033 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE MARRAKECH | 700 000 |
| 4.1.2.0.0.12.035 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS AIN SEBAA HAY MOHAMMADI | 600 000 |
| 4.1.2.0.0.12.036 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS EL FIDA MERS SOLTANE | 600 000 |
| 4.1.2.0.0.12.037 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS MOULAY RACHID | 600 000 |

| Code Chapitre | Désignation | Ressources pour l'année budgétaire 2024 |
|------------------|---|---|
| 4.1.2.0.0.12.038 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE CASABLANCA | 800 000 |
| 4.1.2.0.0.12.039 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL MOHAMMEDIA | 400 000 |
| 4.1.2.0.0.12.040 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL SALE | - |
| 4.1.2.0.0.12.041 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL SKHIRAT TEMARA | - |
| 4.1.2.0.0.12.042 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KHEMISSET | 700 000 |
| 4.1.2.0.0.12.045 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL MEKNES | 900 000 |
| 4.1.2.0.0.12.046 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'OUJDA | 800 000 |
| 4.1.2.0.0.12.047 | CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE ET D'HEMATOLOGIE | 10 000 000 |
| 4.1.2.0.0.12.048 | CENTRE REGIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE-CASABLANCA | - |
| 4.1.2.0.0.12.049 | INSTITUT NATIONAL D'HYGIENE | 16 000 000 |
| 4.1.2.0.0.12.050 | CENTRE NATIONAL DE RADIOPROTECTION | 3 500 000 |
| 4.1.2.0.0.12.051 | DIRECTION DU MEDICAMENT ET DE LA PHARMACIE | 9 500 000 |
| 4.1.2.0.0.12.052 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL CHICHAOUA | 400 000 |
| 4.1.2.0.0.12.053 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENT HAY HASSANI | 500 000 |
| 4.1.2.0.0.12.054 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAOUNATE | 400 000 |
| 4.1.2.0.0.12.055 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE RABAT | 400 000 |
| 4.1.2.0.0.12.056 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAOURIRT | 400 000 |
| 4.1.2.0.0.12.057 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL CHTOUKA AIT BAHA | 400 000 |
| 4.1.2.0.0.12.058 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENT AIN CHOCK | 400 000 |
| 4.1.2.0.0.12.059 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BENSLIMANE | 400 000 |
| 4.1.2.0.0.12.060 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TATA | 400 000 |
| 4.1.2.0.0.12.061 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL AL HAOUZ | 400 000 |
| 4.1.2.0.0.12.062 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ZAGORA | 400 000 |
| 4.1.2.0.0.12.063 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BOUJDOUR | 400 000 |
| 4.1.2.0.0.12.064 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ASSA ZAQ | 400 000 |
| 4.1.2.0.0.12.065 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE GUELMIM | 500 000 |
| 4.1.2.0.0.12.066 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ESSMARA | 400 000 |
| 4.1.2.0.0.12.067 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS SIDI BERNOUSSI | 400 000 |
| 4.1.2.0.0.12.068 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL NOUACEUR | 400 000 |

| Code Chapitre | Désignation | Ressources pour l'année budgétaire 2024 |
|------------------|--|---|
| 4.1.2.0.0.12.069 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL AZILAL | 400 000 |
| 4.1.2.0.0.12.070 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL EL HAJEB | 400 000 |
| 4.1.2.0.0.12.071 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL M'DIQ FNIDEQ | 400 000 |
| 4.1.2.0.0.12.072 | ECOLE NATIONALE DE SANTE PUBLIQUE | 5 000 000 |
| 4.1.2.0.0.12.073 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL JRADA | 400 000 |
| 4.1.2.0.0.12.074 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS DE BEN M'SICK | 400 000 |
| 4.1.2.0.0.12.075 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE FES | 1 200 000 |
| 4.1.2.0.0.12.076 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TINGHIR | 400 000 |
| 4.1.2.0.0.12.077 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SIDI IFNI | 400 000 |
| 4.1.2.0.0.12.078 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SIDI SLIMANE | 400 000 |
| 4.1.2.0.0.12.079 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL OUEZZANE | 400 000 |
| 4.1.2.0.0.12.080 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BERRECHID | 600 000 |
| 4.1.2.0.0.12.081 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL RHAMNA | 400 000 |
| 4.1.2.0.0.12.082 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SIDI BENNOUR | 400 000 |
| 4.1.2.0.0.12.083 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL YOUSSEUFIA | 400 000 |
| 4.1.2.0.0.12.084 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL FKIH BEN SALAH | 400 000 |
| 4.1.2.0.0.12.085 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL MIDELT | - |
| 4.1.2.0.0.12.086 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL GUERCIF | 400 000 |
| 4.1.2.0.0.12.087 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL MADIOUNA | - |
| | TOTAL | 84 000 000 |
| | MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES | |
| 4.1.2.0.0.13.003 | SEGMA CHARGE DE LA PRIVATISATION | - |
| 4.1.2.0.0.13.005 | TRESORERIE GENERALE DU ROYAUME | - |
| 4.1.2.0.0.13.006 | DIVISION ADMINISTRATIVE | 9 000 000 |
| 4.1.2.0.0.13.007 | ADMINISTRATION DES DOUANES ET IMPOTS INDIRECTS | - |
| | TOTAL | 9 000 000 |
| | MINISTERE DU TOURISME, DE L'ARTISANAT ET DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE | |
| 4.1.2.0.0.14.001 | INSTITUT SUPERIEUR INTERNATIONAL DU TOURISME DE TANGER | 1 000 000 |

| Code Chapitre | Désignation | Ressources pour l'année budgétaire 2024 |
|------------------|---|---|
| 4.1.2.0.0.14.008 | INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - OUARZAZATE | 788 000 |
| 4.1.2.0.0.14.011 | INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - TANGER | 750 000 |
| 4.1.2.0.0.14.015 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE DE TOUARGA - RABAT | 875 000 |
| 4.1.2.0.0.14.018 | INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS FES | 60 000 |
| 4.1.2.0.0.14.019 | INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS MARRAKECH | 60 000 |
| 4.1.2.0.0.14.020 | INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS MEKNES | 60 000 |
| 4.1.2.0.0.14.021 | INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS RABAT | 60 000 |
| 4.1.2.0.0.14.022 | INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS OUARZAZATE | 60 000 |
| 4.1.2.0.0.14.023 | INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS INEZGANE | 60 000 |
| | TOTAL | 3 773 000 |
| | SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT | |
| 4.1.2.0.0.16.001 | DIRECTION DE L'IMPRIMERIE OFFICIELLE | - |
| | TOTAL | - |
| | MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'EAU | |
| 4.1.2.0.0.17.002 | CENTRE NATIONAL D'ETUDES ET DE RECHERCHES ROUTIERES | 4 000 000 |
| 4.1.2.0.0.17.003 | SERVICE DU RESEAU DES SERVICES DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL | 1 000 000 |
| 4.1.2.0.0.17.004 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE FES | 1 000 000 |
| 4.1.2.0.0.17.005 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE RABAT | 1 000 000 |
| 4.1.2.0.0.17.006 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE MARRAKECH | 1 500 000 |
| 4.1.2.0.0.17.007 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE MEKNES | - |
| 4.1.2.0.0.17.008 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL D'OUJDA | 1 000 000 |
| 4.1.2.0.0.17.009 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE CASABLANCA | 1 000 000 |
| 4.1.2.0.0.17.010 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL D'AGADIR | 3 500 000 |
| 4.1.2.0.0.17.011 | INSTITUT DE FORMATION AUX ENGINES ET A L'ENTRETIEN ROUTIER | 1 000 000 |
| 4.1.2.0.0.17.014 | SERVICE DE LA FORMATION CONTINUE | 300 000 |
| 4.1.2.0.0.17.019 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE LAAYOUNE | 500 000 |
| 4.1.2.0.0.17.020 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE TANGER | 500 000 |
| 4.1.2.0.0.17.021 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE BENI MELLAL | 500 000 |

| Code Chapitre | Désignation | Ressources pour l'année budgétaire 2024 |
|------------------|---|---|
| 4.1.2.0.0.17.022 | DIRECTION GENERALE DE LA METEOROLOGIE | 48 000 000 |
| 4.1.2.0.0.17.023 | SERVICE DE GESTION DES CHANTIERS | 3 000 000 |
| | TOTAL | 67 800 000 |
| | MINISTERE DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE | |
| 4.1.2.0.0.18.001 | INSTITUT SUPERIEUR D'ETUDES MARITIMES | 10 000 000 |
| 4.1.2.0.0.18.002 | DIRECTION DE LA MARINE MARCHANDE | 4 500 000 |
| 4.1.2.0.0.18.003 | DIRECTION GENERALE DE L'AVIATION CIVILE | 35 000 000 |
| | TOTAL | 49 500 000 |
| | MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA PECHE MARITIME, DU DEVELOPPEMENT RURAL ET DES EAUX ET FORETS | |
| 4.1.2.0.0.20.001 | INSTITUT DES TECHNICIENS SPECIALISES EN MECANIQUE AGRICOLE ET EQUIPEMENT RURAL DE BOUKNADEL - SALE | - |
| 4.1.2.0.0.20.002 | INSTITUT ROYAL DES TECHNICIENS SPECIALISES EN ELEVAGE DE FOUARAT- KENITRA | - |
| 4.1.2.0.0.20.003 | INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE LA CHAOUIA | - |
| 4.1.2.0.0.20.004 | INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE TIFLET | - |
| 4.1.2.0.0.20.005 | INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE SAHEL BOUTAHAR | - |
| 4.1.2.0.0.20.006 | ECOLE D'AGRICULTURE DE TEMARA | - |
| 4.1.2.0.0.20.007 | DIVISION DE LA DURABILITE ET AMENAGEMENT DES RESSOURCES MARITIMES | 2 000 000 |
| 4.1.2.0.0.20.008 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - AL HOCEIMA | 400 000 |
| 4.1.2.0.0.20.009 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - SAFI | 700 000 |
| 4.1.2.0.0.20.010 | INSTITUT SUPERIEUR DES PECHEES MARITIMES | 4 250 000 |
| 4.1.2.0.0.20.011 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - TAN TAN | 760 000 |
| 4.1.2.0.0.20.012 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - LARACHE | 880 000 |
| 4.1.2.0.0.20.013 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - LAAYOUNE - | 1 575 000 |
| 4.1.2.0.0.20.014 | ECOLE NATIONALE FORESTIERE D'INGENIEURS | 4 000 000 |
| 4.1.2.0.0.20.015 | SERVICE DES LYCEES AGRICOLES | 10 400 000 |
| | TOTAL | 24 965 000 |
| | MINISTERE DES HABOUS ET DES AFFAIRES ISLAMIQUES | |
| 4.1.2.0.0.23.001 | DIVISION DU PELERINAGE | - |

| Code Chapitre | Désignation | Ressources pour l'année budgétaire 2024 |
|------------------|---|---|
| 4.1.2.0.0.23.002 | MUSÉE MOHAMMED VI POUR LA CIVILISATION DE L'EAU AU MAROC | - |
| | TOTAL | - |
| | MINISTERE DE LA TRANSITION ENERGETIQUE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE | |
| 4.1.2.0.0.27.001 | INSTITUT DES MINES DE TOUISSIT | 980 000 |
| 4.1.2.0.0.27.002 | INSTITUT DES MINES DE MARRAKECH | 1 780 000 |
| 4.1.2.0.0.27.004 | LABORATOIRE NATIONAL DES ETUDES ET DE SURVEILLANCE DE LA POLLUTION | 1 500 000 |
| | TOTAL | 4 260 000 |
| | MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION | |
| 4.1.2.0.0.29.001 | IMPRIMERIE DAR AL MANAHIL | - |
| 4.1.2.0.0.29.007 | COMPLEXE MOULAY RACHID DE LA JEUNESSE ET DE L'ENFANCE DE BOUZNIKA | 3 000 000 |
| 4.1.2.0.0.29.008 | INSTITUT SUPERIEUR DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION | 3 610 000 |
| 4.1.2.0.0.29.009 | INSTITUT SUPERIEUR DES METIERS DE L'AUDIO-VISUEL ET DU CINEMA | 6 500 000 |
| | TOTAL | 13 110 000 |
| | MINISTERE DE L'INCLUSION ECONOMIQUE, DE LA PETITE ENTREPRISE, DE L'EMPLOI ET DES COMPETENCES | |
| 4.1.2.0.0.31.004 | DIVISION DE LA FORMATION | 200 000 |
| | TOTAL | 200 000 |
| | ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE | |
| 4.1.2.0.0.34.001 | CENTRE ROYAL DE TELEDETECTION SPACIALE | 3 000 000 |
| 4.1.2.0.0.34.002 | HOPITAL MILITAIRE D'INSTRUCTION MOHAMMED V A RABAT | - |
| 4.1.2.0.0.34.003 | HOPITAL MILITAIRE AVICENNE A MARRAKECH | - |
| 4.1.2.0.0.34.004 | HOPITAL MILITAIRE MOULAY ISMAIL A MEKNES | - |
| 4.1.2.0.0.34.005 | HOPITAL MILITAIRE HASSAN II A LAAYOUNE | - |
| 4.1.2.0.0.34.006 | HOPITAL MILITAIRE MOHAMMED VI A DAKHLA | - |
| 4.1.2.0.0.34.007 | HOPITAL MILITAIRE MOULAY EL HASSAN A GUELMIM | - |
| 4.1.2.0.0.34.008 | HOPITAL MILITAIRE OUED EDDAHAB A AGADIR | - |
| 4.1.2.0.0.34.009 | CENTRE MEDICO-CHIRURGICAL DES FORCES ARMEES ROYALES A ES-SMARA | - |
| 4.1.2.0.0.34.010 | UNITE DE FABRICATION DE MASQUES DE LA GENDARMERIE ROYALE | - |
| 4.1.2.0.0.34.011 | ETABLISSEMENT CENTRAL DE GESTION ET DE STOCKAGE DES MATERIELS | - |

| Code Chapitre | Désignation | Ressources pour l'année budgétaire 2024 |
|------------------|---|---|
| 4.1.2.0.0.34.012 | CENTRE MEDICO-CHIRURGICAL DES FORCES ARMEES ROYALES A ERRACHIDIA TOTAL | - 3 000 000 |
| | HAUT COMMISSARIAT AU PLAN | |
| 4.1.2.0.0.42.001 | INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE ET D'ECONOMIE APPLIQUEE | 3 000 000 |
| 4.1.2.0.0.42.002 | CENTRE NATIONAL DE DOCUMENTATION | 3 000 000 |
| 4.1.2.0.0.42.003 | ECOLE DES SCIENCES DE L'INFORMATION | 2 700 000 |
| | TOTAL | 8 700 000 |
| | MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE NATIONAL, DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE | |
| 4.1.2.0.0.46.001 | ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE DE RABAT | 2 100 000 |
| 4.1.2.0.0.46.002 | INSTITUT NATIONAL D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME | 1 500 000 |
| 4.1.2.0.0.46.005 | ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE DE MARRAKECH | 1 400 000 |
| 4.1.2.0.0.46.006 | ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE D'OUJDA | 1 000 000 |
| 4.1.2.0.0.46.007 | ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE D'AGADIR | 1 000 000 |
| | TOTAL | 7 000 000 |
| | DELEGATION GENERALE A L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET A LA REINSERTION | |
| 4.1.2.0.0.51.001 | SERVICE DES UNITES DE FORMATION ARTISTIQUE ET ARTISANALE | - |
| | TOTAL | - |
| | TOTAL GENERAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT | 286 308 000 |
| | TOTAL GENERAL DES RECETTES DES SERVICES DE L'ETAT GERES DE MANIERE AUTONOME | 2 032 410 000 |

III. Comptes spéciaux du Trésor
(En dirhams)

| Code | Désignation des comptes | Ressources pour l'année budgétaire 2024 |
|------------------|--|---|
| | 3.1- COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE | |
| 3.1.0.0.1.00.001 | Fonds spécial des prélèvements sur le pari mutuel | 90 000 000 |
| 3.1.0.0.1.00.002 | Fonds spécial pour la promotion du système d'éducation et de formation et l'amélioration de sa qualité | Mémoire |
| 3.1.0.0.1.00.003 | Fonds de soutien aux services de la concurrence, du contrôle, de la protection du consommateur, de la régulation du marché et des stocks de sécurité | 5 000 000 |
| 3.1.0.0.1.00.005 | Fonds pour la promotion de l'emploi des jeunes | 888 000 000 |
| 3.1.0.0.1.00.006 | Fonds d'accompagnement des réformes du transport routier urbain et interurbain | 2 914 000 000 |
| 3.1.0.0.1.04.005 | Fonds de service universel de télécommunications | 200 000 000 |
| 3.1.0.0.1.04.006 | Fonds de soutien à l'initiative nationale pour le développement humain | 2 600 000 000 |
| 3.1.0.0.1.04.007 | Fonds de mise à niveau sociale | 10 000 000 |
| 3.1.0.0.1.04.008 | Fonds de promotion des investissements | 3 353 000 000 |
| 3.1.0.0.1.06.001 | Fonds spécial pour le soutien des juridictions | 400 000 000 |
| 3.1.0.0.1.06.002 | Fonds d'entraide familiale | Mémoire |
| 3.1.0.0.1.07.001 | Fonds spécial de soutien à l'action culturelle et sociale au profit des marocains résidant à l'étranger et des affaires de la migration | 25 000 000 |
| 3.1.0.0.1.08.004 | Part des collectivités territoriales dans le produit de la T.V.A | 40 691 764 000 |
| 3.1.0.0.1.08.005 | Fonds spécial pour la promotion et le soutien de la Protection Civile | 200 000 000 |
| 3.1.0.0.1.08.006 | Fonds spécial relatif au produit des parts d'impôts affectées aux régions | 9 000 000 000 |
| 3.1.0.0.1.08.008 | Financement des dépenses d'équipement et de la lutte contre le chômage | 1 500 000 000 |
| 3.1.0.0.1.08.009 | Fonds de soutien à la sûreté nationale | 30 000 000 |
| 3.1.0.0.1.08.010 | Fonds spécial pour la mise en place des titres identitaires électroniques et des titres de voyage | 463 927 000 |
| 3.1.0.0.1.08.011 | Fonds d'assainissement liquide et solide et d'épuration des eaux usées et leur réutilisation | 1 700 000 000 |
| 3.1.0.0.1.08.012 | Fonds de lutte contre les effets des catastrophes naturelles | 400 000 000 |
| 3.1.0.0.1.08.013 | Fonds de solidarité interrégionale | 1 000 000 000 |
| 3.1.0.0.1.10.001 | Fonds national de soutien à la recherche scientifique et au développement technologique | 42 500 000 |
| 3.1.0.0.1.11.003 | Fonds national du développement du sport | 800 000 000 |
| 3.1.0.0.1.12.001 | Fonds spécial de la pharmacie centrale | 1 220 000 000 |
| 3.1.0.0.1.13.003 | Fonds de emploi domanial | 1 500 000 000 |
| 3.1.0.0.1.13.004 | Fonds spécial du produit des loteries | 80 000 000 |

| Code | Désignation des comptes | Ressources pour l'année budgétaire 2024 |
|------------------|---|---|
| 3.1.0.0.1.13.008 | Masse des services financiers | 350 000 000 |
| 3.1.0.0.1.13.009 | Fonds de la réforme agraire | 5 000 000 |
| 3.1.0.0.1.13.012 | Bénéfices et pertes de conversion sur les dépenses publiques en devises étrangères | Mémoire |
| 3.1.0.0.1.13.017 | Fonds spécial de la zakat | Mémoire |
| 3.1.0.0.1.13.018 | Fonds de solidarité des assurances | 600 000 000 |
| 3.1.0.0.1.13.021 | Fonds de soutien des prix de certains produits alimentaires | 600 000 000 |
| 3.1.0.0.1.13.022 | Fonds de gestion des risques afférents aux emprunts des tiers garantis par l'Etat | 58 141 000 |
| 3.1.0.0.1.13.024 | Fonds d'appui à la protection sociale et à la cohésion sociale | 25 000 000 000 |
| 3.1.0.0.1.13.025 | Compte spécial des dons des pays du Conseil de coopération du Golfe | 350 000 000 |
| 3.1.0.0.1.13.026 | Fonds de lutte contre la fraude douanière | 800 000 000 |
| 3.1.0.0.1.13.027 | Fonds provenant des dépôts au Trésor | 360 000 000 |
| 3.1.0.0.1.13.028 | Fonds d'appui au financement de l'entrepreneuriat | Mémoire |
| 3.1.0.0.1.13.030 | Fonds spécial pour la gestion de la pandémie du Coronavirus "Le Covid-19" | Mémoire |
| 3.1.0.0.1.13.032 | Fonds spécial pour la gestion des effets du tremblement de terre ayant touché le Royaume du Maroc | 15 000 000 000 |
| 3.1.0.0.1.17.001 | Fonds spécial routier | 2 850 000 000 |
| 3.1.0.0.1.17.003 | Fonds de délimitation, de préservation et de valorisation du domaine public maritime et portuaire | 16 000 000 |
| 3.1.0.0.1.20.005 | Fonds de développement agricole | 4 200 000 000 |
| 3.1.0.0.1.20.006 | Fonds de développement de la pêche maritime | 80 000 000 |
| 3.1.0.0.1.20.007 | Fonds pour le développement rural et des zones de montagne | 2 000 000 000 |
| 3.1.0.0.1.20.008 | Fonds national forestier | 750 000 000 |
| 3.1.0.0.1.20.009 | Fonds de la chasse et de la pêche continentale | 30 000 000 |
| 3.1.0.0.1.27.002 | Fonds national pour la protection de l'environnement et du développement durable | 150 000 000 |
| 3.1.0.0.1.27.003 | Fonds de développement énergétique | Mémoire |
| 3.1.0.0.1.29.001 | Fonds national pour l'action culturelle | 60 000 000 |
| 3.1.0.0.1.29.004 | Fonds pour la promotion du paysage audiovisuel et des annonces et de l'édition publique | 370 000 000 |
| 3.1.0.0.1.33.001 | Fonds de modernisation de l'administration publique, d'appui à la transition numérique et à l'utilisation de l'amazighe | 1 699 500 000 |
| 3.1.0.0.1.34.001 | Fonds de participation des Forces Armées Royales aux missions de paix, aux actions humanitaires et de soutien au titre de la coopération internationale | 200 000 000 |

| Code | Désignation des comptes | Ressources pour l'année budgétaire 2024 |
|------------------|---|---|
| 3.1.0.0.1.34.002 | Fonds de soutien à la Gendarmerie Royale | 50 000 000 |
| 3.1.0.0.1.46.001 | Fonds solidarité pour le soutien au logement, d'habitat et intégration urbaine | 2 000 000 000 |
| 3.1.0.0.1.51.001 | Fonds spécial pour le soutien de l'administration et des établissements pénitentiaires | 150 000 000 |
| | TOTAL DES RESSOURCES DES COMPTES D'AFFECTION SPECIALE | 126 841 832 000 |
| | 3.4- COMPTES D'ADHESION AUX ORGANISMES INTERNATIONAUX | |
| 3.1.0.0.4.13.021 | Compte d'adhésion aux institutions de Bretton woods | Mémoire |
| 3.1.0.0.4.13.022 | Compte d'adhésion aux organismes arabes et islamiques | Mémoire |
| 3.1.0.0.4.13.023 | Compte d'adhésion aux institutions multilatérales | Mémoire |
| | TOTAL DES RESSOURCES DES COMPTES D'ADHESION AUX ORGANISMES INTERNATIONAUX | Mémoire |
| | 3.5- COMPTES D'OPERATIONS MONETAIRES | |
| 3.1.0.0.5.13.001 | Différence de change sur ventes et achats de devises | 100 000 000 |
| 3.1.0.0.5.13.003 | Compte des opérations d'échanges de taux d'intérêt et de devises des emprunts extérieurs | Mémoire |
| | TOTAL DES RESSOURCES DES COMPTES D'OPERATIONS MONETAIRES | 100 000 000 |
| | 3.7- COMPTES DE FINANCEMENT | |
| 3.1.0.0.7.13.017 | Prêts aux collectivités territoriales | Mémoire |
| 3.1.0.0.7.13.059 | Prêts à la Société marocaine d'assurance à l'exportation | 3 141 000 |
| 3.1.0.0.7.13.064 | Prêts aux établissements bancaires | 6 623 000 |
| 3.1.0.0.7.13.066 | Prêts à la société de financement "JAIDA" | 33 314 000 |
| | TOTAL DES RESSOURCES DES COMPTES DE FINANCEMENT | 43 078 000 |
| | 3.9- COMPTES DE DEPENSES SUR DOTATIONS | |
| 3.1.0.0.9.04.002 | Dépenses particulières au développement des provinces sahariennes | Mémoire |
| 3.1.0.0.9.34.001 | Acquisition et réparation des matériels des Forces Armées Royales et soutien au développement de l'industrie de défense | 10 800 000 000 |
| 3.1.0.0.9.34.002 | Fonds de la Direction générale des études et de la documentation | Mémoire |
| 3.1.0.0.9.42.001 | Fonds de relations publiques | 500 000 |
| | TOTAL DES RESSOURCES DES COMPTES DE DEPENSES SUR DOTATIONS | 10 800 500 000 |
| | TOTAL GENERAL DES RESSOURCES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR | 137 785 410 000 |

TABLEAU (B)
(Article 44)
Titre I
REPARTITION, PAR DEPARTEMENT MINISTERIEL OU INSTITUTION ET PAR
CHAPITRE, DES CREDITS OUVERTS AU TITRE DES DEPENSES DE
FONCTIONNEMENT DU BUDGET GENERAL POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 2024
(En dirhams)

| Numéros des chapitres | Départements Ministériels ou Institutions | Crédits pour l'année budgétaire 2024 |
|-----------------------|--|--------------------------------------|
| | SA MAJESTE LE ROI | |
| 1.2.1.1.0.01.000 | - Listes Civiles | 26 292 000 |
| 1.2.1.2.0.01.000 | - Dotations de Souveraineté | 517 164 000 |
| | COUR ROYALE | |
| 1.2.1.1.0.02.000 | - Personnel | 587 257 000 |
| 1.2.1.2.0.02.000 | - Matériel et Dépenses Diverses | 1 539 183 000 |
| | CHAMBRE DES REPRESENTANTS | |
| 1.2.1.1.0.03.000 | - Personnel | 460 621 000 |
| 1.2.1.2.0.03.000 | - Matériel et Dépenses Diverses | 151 474 000 |
| | CHAMBRE DES CONSEILLERS | |
| 1.2.1.1.0.43.000 | - Personnel | 313 068 000 |
| 1.2.1.2.0.43.000 | - Matériel et Dépenses Diverses | 137 180 000 |
| | CHEF DU GOUVERNEMENT | |
| 1.2.1.1.0.04.000 | - Personnel | 189 358 000 |
| 1.2.1.2.0.04.000 | - Matériel et Dépenses Diverses | 701 817 000 |
| | JURIDICTIONS FINANCIERES | |
| 1.2.1.1.0.05.000 | - Personnel | 380 190 000 |
| 1.2.1.2.0.05.000 | - Matériel et Dépenses Diverses | 95 000 000 |
| | MINISTERE DE LA JUSTICE | |
| 1.2.1.1.0.06.000 | - Personnel | 3 192 576 000 |
| 1.2.1.2.0.06.000 | - Matériel et Dépenses Diverses | 304 063 000 |
| | MINISTERE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DE LA COOPÉRATION AFRICAINE ET DES MAROCAINS RÉSIDANT A L'ETRANGER | |
| 1.2.1.1.0.07.000 | - Personnel | 2 698 413 000 |
| 1.2.1.2.0.07.000 | - Matériel et Dépenses Diverses | 1 497 600 000 |

| Numéros des chapitres | Départements Ministériels ou Institutions | Crédits pour l'année budgétaire 2024 |
|-----------------------|---|--------------------------------------|
| | MINISTERE DE L'INTERIEUR | |
| 1.2.1.1.0.08.000 | - Personnel | 31 354 483 000 |
| 1.2.1.2.0.08.000 | - Matériel et Dépenses Diverses | 4 429 467 000 |
| | MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION | |
| 1.2.1.1.0.10.000 | - Personnel | 9 262 199 000 |
| 1.2.1.2.0.10.000 | - Matériel et Dépenses Diverses | 4 858 458 000 |
| | MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DU PRESCOLAIRE ET DES SPORTS | |
| 1.2.1.1.0.11.000 | - Personnel | 41 863 314 000 |
| 1.2.1.2.0.11.000 | - Matériel et Dépenses Diverses | 24 824 788 000 |
| | MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA PROTECTION SOCIALE | |
| 1.2.1.1.0.12.000 | - Personnel | 14 449 949 000 |
| 1.2.1.2.0.12.000 | - Matériel et Dépenses Diverses | 7 240 000 000 |
| | MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES | |
| 1.2.1.1.0.13.000 | - Personnel | 4 019 989 000 |
| 1.2.1.2.0.13.000 | - Matériel et Dépenses Diverses | 627 927 000 |
| 1.2.1.3.0.13.000 | - Charges communes | 34 820 000 000 |
| 1.2.1.5.0.13.000 | - Remboursements, dégrèvements et restitutions, fiscaux | 9 625 100 000 |
| | MINISTERE DU TOURISME, DE L'ARTISANAT ET DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE | |
| 1.2.1.1.0.14.000 | - Personnel | 287 397 000 |
| 1.2.1.2.0.14.000 | - Matériel et Dépenses Diverses | 266 024 000 |
| | SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT | |
| 1.2.1.1.0.16.000 | - Personnel | 98 719 000 |
| 1.2.1.2.0.16.000 | - Matériel et Dépenses Diverses | 28 341 000 |
| | MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'EAU | |
| 1.2.1.1.0.17.000 | - Personnel | 1 015 781 000 |
| 1.2.1.2.0.17.000 | - Matériel et Dépenses Diverses | 637 949 000 |
| | MINISTERE DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE | |
| 1.2.1.1.0.18.000 | - Personnel | 189 313 000 |
| 1.2.1.2.0.18.000 | - Matériel et Dépenses Diverses | 108 801 000 |

| Numéros des chapitres | Départements Ministériels ou Institutions | Crédits pour l'année budgétaire 2024 |
|-----------------------|---|--------------------------------------|
| | MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA PECHE MARITIME, DU DEVELOPPEMENT RURAL ET DES EAUX ET FORETS | |
| 1.2.1.1.0.20.000 | - Personnel | 925 631 000 |
| 1.2.1.2.0.20.000 | - Matériel et Dépenses Diverses | 3 523 398 000 |
| | MINISTERE DES HABOUS ET DES AFFAIRES ISLAMIQUES | |
| 1.2.1.1.0.23.000 | - Personnel | 1 189 426 000 |
| 1.2.1.2.0.23.000 | - Matériel et Dépenses Diverses | 3 908 043 000 |
| | MINISTERE DELEGUE AUPRES DU CHEF DU GOUVERNEMENT CHARGE DE L'INVESTISSEMENT, DE LA CONVERGENCE ET DE L'EVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES | |
| 1.2.1.1.0.24.000 | - Personnel | 31 785 000 |
| 1.2.1.2.0.24.000 | - Matériel et Dépenses Diverses | 358 235 000 |
| | MINISTERE DE LA TRANSITION ENERGETIQUE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE | |
| 1.2.1.1.0.27.000 | - Personnel | 241 211 000 |
| 1.2.1.2.0.27.000 | - Matériel et Dépenses Diverses | 333 160 000 |
| | MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE | |
| 1.2.1.1.0.28.000 | - Personnel | 250 996 000 |
| 1.2.1.2.0.28.000 | - Matériel et Dépenses Diverses | 333 021 000 |
| | MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION | |
| 1.2.1.1.0.29.000 | - Personnel | 817 100 000 |
| 1.2.1.2.0.29.000 | - Matériel et Dépenses Diverses | 2 287 854 000 |
| | MINISTERE DE L'INCLUSION ECONOMIQUE, DE LA PETITE ENTREPRISE, DE L'EMPLOI ET DES COMPETENCES | |
| 1.2.1.1.0.31.000 | - Personnel | 356 667 000 |
| 1.2.1.2.0.31.000 | - Matériel et Dépenses Diverses | 1 330 703 000 |
| | MINISTERE DELEGUE AUPRES DU CHEF DU GOUVERNEMENT CHARGE DES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT | |
| 1.2.1.1.0.32.000 | - Personnel | 46 737 000 |
| 1.2.1.2.0.32.000 | - Matériel et Dépenses Diverses | 46 117 000 |
| | MINISTERE DELEGUE AUPRES DU CHEF DU GOUVERNEMENT CHARGE DE LA TRANSITION NUMERIQUE ET DE LA REFORME DE L'ADMINISTRATION | |
| 1.2.1.1.0.33.000 | - Personnel | 85 841 000 |
| 1.2.1.2.0.33.000 | - Matériel et Dépenses Diverses | 187 840 000 |

| Numéros des chapitres | Départements Ministériels ou Institutions | Crédits pour l'année budgétaire 2024 |
|-----------------------|---|--------------------------------------|
| | ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE | |
| 1.2.1.1.0.34.000 | - Personnel | 41 352 463 000 |
| 1.2.1.2.0.34.000 | - Matériel et Dépenses Diverses | 7 612 010 000 |
| | HAUT COMMISSARIAT AUX ANCIENS RESISTANTS ET ANCIENS MEMBRES DE L'ARMEE DE LIBERATION | |
| 1.2.1.1.0.35.000 | - Personnel | 74 745 000 |
| 1.2.1.2.0.35.000 | - Matériel et Dépenses Diverses | 79 962 000 |
| | DEPENSES IMPREVUES ET DOTATIONS PROVISIONNELLES | |
| 1.2.1.4.0.36.000 | - Dépenses imprévues et dotations provisionnelles | 2 200 000 000 |
| | HAUT COMMISSARIAT AU PLAN | |
| 1.2.1.1.0.42.000 | - Personnel | 360 270 000 |
| 1.2.1.2.0.42.000 | - Matériel et Dépenses Diverses | 178 673 000 |
| | MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE NATIONAL, DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE | |
| 1.2.1.1.0.46.000 | - Personnel | 390 846 000 |
| 1.2.1.2.0.46.000 | - Matériel et Dépenses Diverses | 838 626 000 |
| | MINISTERE DE LA SOLIDARITÉ, DE L'INSERTION SOCIALE ET DE LA FAMILLE | |
| 1.2.1.1.0.48.000 | - Personnel | 88 994 000 |
| 1.2.1.2.0.48.000 | - Matériel et Dépenses Diverses | 635 000 000 |
| | DELEGATION GENERALE A L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET A LA REINSERTION | |
| 1.2.1.1.0.51.000 | - Personnel | 1 974 671 000 |
| 1.2.1.2.0.51.000 | - Matériel et Dépenses Diverses | 966 433 000 |
| | CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL | |
| 1.2.1.1.0.52.000 | - Personnel | 73 995 000 |
| 1.2.1.2.0.52.000 | - Matériel et Dépenses Diverses | 51 560 000 |
| | CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE | |
| 1.2.1.1.0.53.000 | - Personnel | 2 769 037 000 |
| 1.2.1.2.0.53.000 | - Matériel et Dépenses Diverses | 386 815 000 |

| Numéros des chapitres | Départements Ministériels ou Institutions | Crédits pour l'année budgétaire 2024 |
|-----------------------|---|--------------------------------------|
| | CONSEIL NATIONAL DES DROITS DE L'HOMME | |
| 1.2.1.1.0.54.000 | - Personnel | 95 372 000 |
| 1.2.1.2.0.54.000 | - Matériel et Dépenses Diverses | 89 000 000 |
| | INSTANCE NATIONALE DE LA PROBITÉ, DE LA PRÉVENTION ET DE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION | |
| 1.2.1.1.0.55.000 | - Personnel | 108 639 000 |
| 1.2.1.2.0.55.000 | - Matériel et Dépenses Diverses | 46 600 000 |
| | TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET GENERAL : | 279 426 731 000 |

TABLEAU (C)
(Article 45)
Titre II
REPARTITION, PAR DEPARTEMENT MINISTERIEL OU INSTITUTION ET PAR
CHAPITRE, DES CREDITS OUVERTS AU TITRE DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT
DU BUDGET GENERAL POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 2024
(En dirhams)

| Numéros des chapitres | Départements Ministériels ou Institutions | Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2024 | Crédits d'engagement pour 2025 et suivants | TOTAL |
|------------------------------|---|---|---|----------------|
| 1.2.2.2.0.02.000 | COUR ROYALE | 131 608 000 | - | 131 608 000 |
| 1.2.2.2.0.03.000 | CHAMBRE DES REPRESENTANTS | 20 000 000 | 20 000 000 | 40 000 000 |
| 1.2.2.2.0.43.000 | CHAMBRE DES CONSEILLERS | 45 000 000 | 10 000 000 | 55 000 000 |
| 1.2.2.2.0.04.000 | CHEF DU GOUVERNEMENT | 666 100 000 | 7 000 000 | 673 100 000 |
| 1.2.2.2.0.05.000 | JURIDICTIONS FINANCIERES | 85 000 000 | 30 000 000 | 115 000 000 |
| 1.2.2.2.0.06.000 | MINISTERE DE LA JUSTICE | 449 550 000 | 284 000 000 | 733 550 000 |
| 1.2.2.2.0.07.000 | MINISTERE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DE LA COOPÉRATION AFRICAINE ET DES MAROCAINS RÉSIDANT A L'ETRANGER | 397 000 000 | 100 000 000 | 497 000 000 |
| 1.2.2.2.0.08.000 | MINISTERE DE L'INTERIEUR | 4 272 092 000 | 3 907 190 000 | 8 179 282 000 |
| 1.2.2.2.0.10.000 | MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION | 1 965 080 000 | 1 297 000 000 | 3 262 080 000 |
| 1.2.2.2.0.11.000 | MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DU PRESCOLAIRE ET DES SPORTS | 9 767 870 000 | 5 016 000 000 | 14 783 870 000 |
| 1.2.2.2.0.12.000 | MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA PROTECTION SOCIALE | 9 000 000 000 | 6 900 000 000 | 15 900 000 000 |
| 1.2.2.2.0.13.000 | MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES | 160 493 000 | 89 531 000 | 250 024 000 |
| 1.2.2.3.0.13.000 | MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES - Charges communes | 36 412 000 000 | - | 36 412 000 000 |
| 1.2.2.2.0.14.000 | MINISTERE DU TOURISME, DE L'ARTISANAT ET DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE | 1 042 682 000 | 56 500 000 | 1 099 182 000 |
| 1.2.2.2.0.16.000 | SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT | 10 353 000 | - | 10 353 000 |
| 1.2.2.2.0.17.000 | MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'EAU | 16 070 817 000 | 43 254 522 000 | 59 325 339 000 |
| 1.2.2.2.0.18.000 | MINISTERE DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE | 1 729 770 000 | 9 000 000 | 1 738 770 000 |
| 1.2.2.2.0.20.000 | MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA PECHE MARITIME, DU DEVELOPPEMENT RURAL ET DES EAUX ET FORETS | 15 057 792 000 | 7 313 543 000 | 22 371 335 000 |
| 1.2.2.2.0.23.000 | MINISTERE DES HABOUS ET DES AFFAIRES ISLAMIKES | 1 030 239 000 | 900 000 000 | 1 930 239 000 |

| Numéros des chapitres | Départements Ministériels ou Institutions | Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2024 | Crédits d'engagement pour 2025 et suivants | TOTAL |
|-----------------------|--|--|--|------------------------|
| 1.2.2.2.0.24.000 | MINISTERE DELEGUE AUPRES DU CHEF DU GOUVERNEMENT CHARGE DE L'INVESTISSEMENT, DE LA CONVERGENCE ET DE L'EVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES | 3 439 213 000 | 2 000 000 | 3 441 213 000 |
| 1.2.2.2.0.27.000 | MINISTERE DE LA TRANSITION ENERGETIQUE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE | 221 810 000 | 25 500 000 | 247 310 000 |
| 1.2.2.2.0.28.000 | MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE | 1 740 591 000 | 120 000 000 | 1 860 591 000 |
| 1.2.2.2.0.29.000 | MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION | 2 190 741 000 | 445 000 000 | 2 635 741 000 |
| 1.2.2.2.0.31.000 | MINISTERE DE L'INCLUSION ECONOMIQUE, DE LA PETITE ENTREPRISE, DE L'EMPLOI ET DES COMPETENCES | 947 900 000 | 129 500 000 | 1 077 400 000 |
| 1.2.2.2.0.32.000 | MINISTERE DELEGUE AUPRES DU CHEF DU GOUVERNEMENT CHARGE DES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT | 15 063 000 | - | 15 063 000 |
| 1.2.2.2.0.33.000 | MINISTERE DELEGUE AUPRES DU CHEF DU GOUVERNEMENT CHARGE DE LA TRANSITION NUMERIQUE ET DE LA REFORME DE L'ADMINISTRATION | 1 758 725 000 | - | 1 758 725 000 |
| 1.2.2.2.0.34.000 | ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE | 5 471 690 000 | 3 900 000 000 | 9 371 690 000 |
| 1.2.2.2.0.35.000 | HAUT COMMISSARIAT AUX ANCIENS RESISTANTS ET ANCIENS MEMBRES DE L'ARMEE DE LIBERATION | 6 664 000 | 3 000 000 | 9 664 000 |
| 1.2.2.2.0.42.000 | HAUT COMMISSARIAT AU PLAN | 23 612 000 | 12 000 000 | 35 612 000 |
| 1.2.2.2.0.46.000 | MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE NATIONAL, DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE | 3 003 645 000 | 100 000 000 | 3 103 645 000 |
| 1.2.2.2.0.48.000 | MINISTERE DE LA SOLIDARITÉ, DE L'INSERTION SOCIALE ET DE LA FAMILLE | 285 000 000 | 40 000 000 | 325 000 000 |
| 1.2.2.2.0.51.000 | DELEGATION GENERALE A L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET A LA REINSERTION | 160 700 000 | 250 000 000 | 410 700 000 |
| 1.2.2.2.0.52.000 | CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL | 14 000 000 | - | 14 000 000 |
| 1.2.2.2.0.53.000 | CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE | 423 400 000 | - | 423 400 000 |
| 1.2.2.2.0.54.000 | CONSEIL NATIONAL DES DROITS DE L'HOMME | 13 000 000 | - | 13 000 000 |
| 1.2.2.2.0.55.000 | INSTANCE NATIONALE DE LA PROBITÉ, DE LA PRÉVENTION ET DE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION | 79 147 000 | 35 000 000 | 114 147 000 |
| | TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DU BUDGET GENERAL : | 118 108 347 000 | 74 256 286 000 | 192 364 633 000 |

TABLEAU (D)

(Article 46)

Titre III

REPARTITION, PAR CHAPITRE, DES CREDITS OUVERTS AU TITRE DES DEPENSES
RELATIVES AU SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 2024

(En dirhams)

| Numéros des chapitres | Départements Ministériels ou Institutions | Crédits pour l'année budgétaire 2024 |
|-----------------------|--|--------------------------------------|
| 1.2.3.1.0.13.000 | MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES - Intérêts et Commissions de la Dette Publique | 38 229 380 000 |
| 1.2.3.2.0.13.000 | MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES - Amortissements de la Dette Publique à moyen et long termes | 62 399 853 000 |
| | TOTAL DES DEPENSES RELATIVES AU SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE : | 100 629 233 000 |

TABLEAU (E)
(Article 47)
REPARTITION, PAR MINISTERE OU INSTITUTION, DES DEPENSES D'EXPLOITATION
DES SERVICES DE L'ETAT GERES DE MANIERE AUTONOME POUR L'ANNEE
BUDGETAIRE 2024
(En dirhams)

| Code | Désignation | Crédits pour l'année budgétaire 2024 |
|------------------|---|---|
| | CHEF DU GOUVERNEMENT | |
| 4.2.1.1.0.04.001 | ROYAL GOLF DAR ES SALAM | 18 000 000 |
| | TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU CHEF DU GOUVERNEMENT | 18 000 000 |
| | MINISTERE DE LA JUSTICE | |
| 4.2.1.1.0.06.002 | CENTRE DE PUBLICATION ET DE DOCUMENTATION JUDICIAIRE DE LA COUR DE CASSATION | 900 000 |
| | TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE LA JUSTICE | 900 000 |
| | MINISTERE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DE LA COOPÉRATION AFRICAINE ET DES MAROCAINS RÉSIDANT A L'ETRANGER | |
| 4.2.1.1.0.07.002 | DIRECTION DES AFFAIRES CONSULAIRES ET SOCIALES | 20 000 000 |
| | TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DE LA COOPÉRATION AFRICAINE ET DES MAROCAINS RÉSIDANT A L'ETRANGER | 20 000 000 |
| | MINISTERE DE L'INTERIEUR | |
| 4.2.1.1.0.08.018 | DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES ET DE LA TRANSFORMATION DIGITALE | 80 000 000 |
| | TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'INTERIEUR | 80 000 000 |
| | MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DU PRESCOLAIRE ET DES SPORTS | |
| 4.2.1.1.0.11.003 | DIVISION DES STRATEGIES DE FORMATION | 5 000 000 |
| 4.2.1.1.0.11.004 | COMPLEXE SPORTIF MOHAMMED V DE CASABLANCA ET BASE NAUTIQUE DE MOHAMMADIA | 15 000 000 |
| 4.2.1.1.0.11.005 | SERVICE DU CONTROLE DES ETABLISSEMENTS ET DES SALLES SPORTIVES | 20 000 000 |
| 4.2.1.1.0.11.006 | INSTITUT ROYAL DE FORMATION DES CADRES DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS | 12 000 000 |
| | TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DU PRESCOLAIRE ET DES SPORTS | 52 000 000 |
| | MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA PROTECTION SOCIALE | |
| 4.2.1.1.0.12.001 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL OUARZAZATE | 7 500 000 |
| 4.2.1.1.0.12.002 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL INEZGANE-AIT MELLOUL | 6 500 000 |
| 4.2.1.1.0.12.003 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAROUDANT | 10 000 000 |
| 4.2.1.1.0.12.004 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TIZNIT | 9 500 000 |

| Code | Désignation | Crédits pour l'année budgétaire 2024 |
|------------------|--|---|
| 4.2.1.1.0.12.005 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL EL KELAA DES SRAGHNA | 10 250 000 |
| 4.2.1.1.0.12.006 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ESSAOUIRA | 6 500 000 |
| 4.2.1.1.0.12.007 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL EL JADIDA | 15 500 000 |
| 4.2.1.1.0.12.008 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SAFI | 13 000 000 |
| 4.2.1.1.0.12.009 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KHOURIBGA | 14 000 000 |
| 4.2.1.1.0.12.010 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SETTAT | 12 000 000 |
| 4.2.1.1.0.12.012 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BOULEMANE | 4 500 000 |
| 4.2.1.1.0.12.013 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SEFROU | 5 000 000 |
| 4.2.1.1.0.12.014 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KENITRA | 21 000 000 |
| 4.2.1.1.0.12.015 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SIDI KACEM | 10 000 000 |
| 4.2.1.1.0.12.016 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL CHEFCHAOUEN | 5 000 000 |
| 4.2.1.1.0.12.017 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL LARACHE | 11 000 000 |
| 4.2.1.1.0.12.018 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE TANGER | 24 500 000 |
| 4.2.1.1.0.12.019 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TETOUAN | 15 000 000 |
| 4.2.1.1.0.12.020 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'ERRACHIDIA | 16 000 000 |
| 4.2.1.1.0.12.021 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL IFRANE | 4 500 000 |
| 4.2.1.1.0.12.022 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KHENIFRA | 9 000 000 |
| 4.2.1.1.0.12.023 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL AL HOCEIMA | 15 000 000 |
| 4.2.1.1.0.12.024 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAZA | 9 000 000 |
| 4.2.1.1.0.12.025 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL FIGUIG | 4 500 000 |
| 4.2.1.1.0.12.026 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL NADOR | 17 000 000 |
| 4.2.1.1.0.12.027 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BERKANE | 5 500 000 |
| 4.2.1.1.0.12.028 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'OUED-ED-DAHAB | 4 500 000 |
| 4.2.1.1.0.12.029 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE LAAYOUNE | 11 000 000 |
| 4.2.1.1.0.12.030 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAN-TAN | 4 500 000 |
| 4.2.1.1.0.12.031 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE BENI MELLAL | 21 000 000 |
| 4.2.1.1.0.12.032 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'AGADIR | 19 000 000 |
| 4.2.1.1.0.12.033 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE MARRAKECH | 11 500 000 |
| 4.2.1.1.0.12.035 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS AIN SEBAA HAY MOHAMMADI | 10 000 000 |

| Code | Désignation | Crédits pour l'année budgétaire 2024 |
|------------------|---|---|
| 4.2.1.1.0.12.036 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS EL FIDA MERS SOLTANE | 9 000 000 |
| 4.2.1.1.0.12.037 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS MOULAY RACHID | 11 000 000 |
| 4.2.1.1.0.12.038 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE CASABLANCA | 8 000 000 |
| 4.2.1.1.0.12.039 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL MOHAMMEDIA | 6 000 000 |
| 4.2.1.1.0.12.040 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL SALE | 15 000 000 |
| 4.2.1.1.0.12.041 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL SKHIRAT TEMARA | 10 000 000 |
| 4.2.1.1.0.12.042 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KHEMISSSET | 10 500 000 |
| 4.2.1.1.0.12.045 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL MEKNES | 24 000 000 |
| 4.2.1.1.0.12.046 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'OUJDA | 21 000 000 |
| 4.2.1.1.0.12.047 | CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE ET D'HEMATOLOGIE | 44 000 000 |
| 4.2.1.1.0.12.048 | CENTRE REGIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE-CASABLANCA | 23 000 000 |
| 4.2.1.1.0.12.049 | INSTITUT NATIONAL D'HYGIENE | 6 000 000 |
| 4.2.1.1.0.12.050 | CENTRE NATIONAL DE RADIOPROTECTION | 2 500 000 |
| 4.2.1.1.0.12.051 | DIRECTION DU MEDICAMENT ET DE LA PHARMACIE | 20 000 000 |
| 4.2.1.1.0.12.052 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL CHICHAOUA | 4 000 000 |
| 4.2.1.1.0.12.053 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENT HAY HASSANI | 5 000 000 |
| 4.2.1.1.0.12.054 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAOUNATE | 5 000 000 |
| 4.2.1.1.0.12.055 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE RABAT | 24 000 000 |
| 4.2.1.1.0.12.056 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAOURIRT | 5 000 000 |
| 4.2.1.1.0.12.057 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL CHTOUKA AIT BAHA | 6 000 000 |
| 4.2.1.1.0.12.058 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENT AIN CHOCK | 6 500 000 |
| 4.2.1.1.0.12.059 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BENSLIMANE | 3 500 000 |
| 4.2.1.1.0.12.060 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TATA | 3 000 000 |
| 4.2.1.1.0.12.061 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL AL HAOUZ | 4 000 000 |
| 4.2.1.1.0.12.062 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ZAGORA | 3 500 000 |
| 4.2.1.1.0.12.063 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BOUJDOUR | 3 000 000 |
| 4.2.1.1.0.12.064 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ASSA ZAQ | 3 500 000 |
| 4.2.1.1.0.12.065 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE GUELMIM | 5 500 000 |
| 4.2.1.1.0.12.066 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ESSMARA | 4 500 000 |

| Code | Désignation | Crédits pour l'année budgétaire 2024 |
|------------------|---|--------------------------------------|
| 4.2.1.1.0.12.067 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS SIDI BERNOUSSI | 8 500 000 |
| 4.2.1.1.0.12.068 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL NOUACEUR | 6 000 000 |
| 4.2.1.1.0.12.069 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL AZILAL | 5 500 000 |
| 4.2.1.1.0.12.070 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL EL HAJEB | 4 000 000 |
| 4.2.1.1.0.12.071 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL M'DIQ FNIDEQ | 6 000 000 |
| 4.2.1.1.0.12.072 | ECOLE NATIONALE DE SANTE PUBLIQUE | 4 000 000 |
| 4.2.1.1.0.12.073 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL JRADA | 6 000 000 |
| 4.2.1.1.0.12.074 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS DE BEN M'SICK | 4 500 000 |
| 4.2.1.1.0.12.075 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE FES | 27 000 000 |
| 4.2.1.1.0.12.076 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TINGHIR | 4 500 000 |
| 4.2.1.1.0.12.077 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SIDI IFNI | 4 500 000 |
| 4.2.1.1.0.12.078 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SIDI SLIMANE | 4 500 000 |
| 4.2.1.1.0.12.079 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL OUEZZANE | 4 500 000 |
| 4.2.1.1.0.12.080 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BERRECHID | 6 500 000 |
| 4.2.1.1.0.12.081 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL RHAMNA | 4 500 000 |
| 4.2.1.1.0.12.082 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SIDI BENNOUR | 4 000 000 |
| 4.2.1.1.0.12.083 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL YOUSOUFIA | 3 500 000 |
| 4.2.1.1.0.12.084 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL FKIH BEN SALAH | 6 500 000 |
| 4.2.1.1.0.12.085 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL MIDELT | 5 000 000 |
| 4.2.1.1.0.12.086 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL GUERCIF | 3 500 000 |
| 4.2.1.1.0.12.087 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL MADIOUNA | 3 500 000 |
| | TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA PROTECTION SOCIALE | 785 250 000 |
| | MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES | |
| 4.2.1.1.0.13.003 | SEGMA CHARGE DE LA PRIVATISATION | - |
| 4.2.1.1.0.13.005 | TRESORERIE GENERALE DU ROYAUME | 50 000 000 |
| 4.2.1.1.0.13.006 | DIVISION ADMINISTRATIVE | - |
| 4.2.1.1.0.13.007 | ADMINISTRATION DES DOUANES ET IMPOTS INDIRECTS | 55 000 000 |
| | TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES | 105 000 000 |

| Code | Désignation | Crédits pour l'année budgétaire 2024 |
|------------------|---|--------------------------------------|
| | MINISTERE DU TOURISME, DE L'ARTISANAT ET DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE | |
| 4.2.1.1.0.14.001 | INSTITUT SUPERIEUR INTERNATIONAL DU TOURISME DE TANGER | 11 016 000 |
| 4.2.1.1.0.14.008 | INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - OUARZAZATE | 1 542 000 |
| 4.2.1.1.0.14.011 | INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - TANGER | 1 315 000 |
| 4.2.1.1.0.14.015 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE DE TOUARGA - RABAT | 865 000 |
| 4.2.1.1.0.14.018 | INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS FES | 375 000 |
| 4.2.1.1.0.14.019 | INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS MARRAKECH | 400 000 |
| 4.2.1.1.0.14.020 | INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS MEKNES | 375 000 |
| 4.2.1.1.0.14.021 | INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS RABAT | 300 000 |
| 4.2.1.1.0.14.022 | INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS OUARZAZATE | 300 000 |
| 4.2.1.1.0.14.023 | INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS INEZGANE | 400 000 |
| | TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DU TOURISME, DE L'ARTISANAT ET DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE | 16 888 000 |
| | SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT | |
| 4.2.1.1.0.16.001 | DIRECTION DE L'IMPRIMERIE OFFICIELLE | 24 000 000 |
| | TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT | 24 000 000 |
| | MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'EAU | |
| 4.2.1.1.0.17.002 | CENTRE NATIONAL D'ETUDES ET DE RECHERCHES ROUTIERES | 5 000 000 |
| 4.2.1.1.0.17.003 | SERVICE DU RESEAU DES SERVICES DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL | 3 500 000 |
| 4.2.1.1.0.17.004 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE FES | 9 000 000 |
| 4.2.1.1.0.17.005 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE RABAT | 5 500 000 |
| 4.2.1.1.0.17.006 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE MARRAKECH | 7 000 000 |
| 4.2.1.1.0.17.007 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE MEKNES | - |
| 4.2.1.1.0.17.008 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL D'OUJDA | 4 500 000 |
| 4.2.1.1.0.17.009 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE CASABLANCA | 3 500 000 |
| 4.2.1.1.0.17.010 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL D'AGADIR | 7 000 000 |
| 4.2.1.1.0.17.011 | INSTITUT DE FORMATION AUX ENGIN ET A L'ENTRETIEN ROUTIER | 2 500 000 |
| 4.2.1.1.0.17.014 | SERVICE DE LA FORMATION CONTINUE | 1 000 000 |

| Code | Désignation | Crédits pour l'année budgétaire 2024 |
|------------------|--|---|
| 4.2.1.1.0.17.019 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE LAAYOUNE | 2 700 000 |
| 4.2.1.1.0.17.020 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE TANGER | 3 000 000 |
| 4.2.1.1.0.17.021 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE BENI MELLAL | 2 800 000 |
| 4.2.1.1.0.17.022 | DIRECTION GENERALE DE LA METEOROLOGIE | 40 000 000 |
| 4.2.1.1.0.17.023 | SERVICE DE GESTION DES CHANTIERS | 5 000 000 |
| | TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'EAU | 102 000 000 |
| | MINISTERE DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE | |
| 4.2.1.1.0.18.001 | INSTITUT SUPERIEUR D'ETUDES MARITIMES | 6 000 000 |
| 4.2.1.1.0.18.002 | DIRECTION DE LA MARINE MARCHANDE | 2 500 000 |
| 4.2.1.1.0.18.003 | DIRECTION GENERALE DE L'AVIATION CIVILE | 10 000 000 |
| | TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE | 18 500 000 |
| | MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA PECHE MARITIME, DU DEVELOPPEMENT RURAL ET DES EAUX ET FORETS | |
| 4.2.1.1.0.20.001 | INSTITUT DES TECHNICIENS SPECIALISES EN MECANIQUE AGRICOLE ET EQUIPEMENT RURAL DE BOUKNADEL - SALE | 3 200 000 |
| 4.2.1.1.0.20.002 | INSTITUT ROYAL DES TECHNICIENS SPECIALISES EN ELEVAGE DE FOUARAT- KENITRA | 3 200 000 |
| 4.2.1.1.0.20.003 | INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE LA CHAOUIA | 1 750 000 |
| 4.2.1.1.0.20.004 | INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE TIFLET | 2 100 000 |
| 4.2.1.1.0.20.005 | INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE SAHEL BOUTAHAR | 2 100 000 |
| 4.2.1.1.0.20.006 | ECOLE D'AGRICULTURE DE TEMARA | 2 650 000 |
| 4.2.1.1.0.20.007 | DIVISION DE LA DURABILITE ET AMENAGEMENT DES RESSOURCES MARITIMES | 19 400 000 |
| 4.2.1.1.0.20.008 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - AL HOCEIMA | 2 440 000 |
| 4.2.1.1.0.20.009 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - SAFI | 2 753 000 |
| 4.2.1.1.0.20.010 | INSTITUT SUPERIEUR DES PECHEES MARITIMES | 5 075 000 |
| 4.2.1.1.0.20.011 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - TAN TAN | 2 755 000 |
| 4.2.1.1.0.20.012 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - LARACHE | 2 804 000 |
| 4.2.1.1.0.20.013 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - LAAYOUNE - | 2 618 000 |
| 4.2.1.1.0.20.014 | ECOLE NATIONALE FORESTIERE D'INGENIEURS | 5 600 000 |

| Code | Désignation | Crédits pour l'année budgétaire 2024 |
|------------------|--|--------------------------------------|
| 4.2.1.1.0.20.015 | SERVICE DES LYCEES AGRICOLES | 11 800 000 |
| | TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA PECHE MARITIME, DU DEVELOPPEMENT RURAL ET DES EAUX ET FORETS | 70 245 000 |
| | MINISTERE DES HABOUS ET DES AFFAIRES ISLAMIQUES | |
| 4.2.1.1.0.23.001 | DIVISION DU PELERINAGE | 20 000 000 |
| 4.2.1.1.0.23.002 | MUSÉE MOHAMMED VI POUR LA CIVILISATION DE L'EAU AU MAROC | 500 000 |
| | TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DES HABOUS ET DES AFFAIRES ISLAMIQUES | 20 500 000 |
| | MINISTERE DE LA TRANSITION ENERGETIQUE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE | |
| 4.2.1.1.0.27.001 | INSTITUT DES MINES DE TOUISSIT | 2 600 000 |
| 4.2.1.1.0.27.002 | INSTITUT DES MINES DE MARRAKECH | 3 500 000 |
| 4.2.1.1.0.27.004 | LABORATOIRE NATIONAL DES ETUDES ET DE SURVEILLANCE DE LA POLLUTION | 800 000 |
| | TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE LA TRANSITION ENERGETIQUE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE | 6 900 000 |
| | MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION | |
| 4.2.1.1.0.29.001 | IMPRIMERIE DAR AL MANAHIL | 1 000 000 |
| 4.2.1.1.0.29.007 | COMPLEXE MOULAY RACHID DE LA JEUNESSE ET DE L'ENFANCE DE BOUZNIKA | 8 000 000 |
| 4.2.1.1.0.29.008 | INSTITUT SUPERIEUR DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION | 4 080 000 |
| 4.2.1.1.0.29.009 | INSTITUT SUPERIEUR DES METIERS DE L'AUDIO-VISUEL ET DU CINEMA | 8 060 000 |
| | TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION | 21 140 000 |
| | MINISTERE DE L'INCLUSION ECONOMIQUE, DE LA PETITE ENTREPRISE, DE L'EMPLOI ET DES COMPETENCES | |
| 4.2.1.1.0.31.004 | DIVISION DE LA FORMATION | 400 000 |
| | TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'INCLUSION ECONOMIQUE, DE LA PETITE ENTREPRISE, DE L'EMPLOI ET DES COMPETENCES | 400 000 |
| | ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE | |
| 4.2.1.1.0.34.001 | CENTRE ROYAL DE TELEDETECTION SPACIALE | 5 000 000 |
| 4.2.1.1.0.34.002 | HOPITAL MILITAIRE D'INSTRUCTION MOHAMMED V A RABAT | 170 000 000 |
| 4.2.1.1.0.34.003 | HOPITAL MILITAIRE AVICENNE A MARRAKECH | 52 000 000 |
| 4.2.1.1.0.34.004 | HOPITAL MILITAIRE MOULAY ISMAIL A MEKNES | 50 000 000 |
| 4.2.1.1.0.34.005 | HOPITAL MILITAIRE HASSAN II A LAAYOUNE | 12 000 000 |

| Code | Désignation | Crédits pour l'année budgétaire 2024 |
|------------------|--|--------------------------------------|
| 4.2.1.1.0.34.006 | HOPITAL MILITAIRE MOHAMMED VI A DAKHLA | 10 000 000 |
| 4.2.1.1.0.34.007 | HOPITAL MILITAIRE MOULAY EL HASSAN A GUELMIM | 21 000 000 |
| 4.2.1.1.0.34.008 | HOPITAL MILITAIRE OUED EDDAHAB A AGADIR | 33 000 000 |
| 4.2.1.1.0.34.009 | CENTRE MEDICO-CHIRURGICAL DES FORCES ARMEES ROYALES A ES-SMARA | 3 000 000 |
| 4.2.1.1.0.34.010 | UNITE DE FABRICATION DE MASQUES DE LA GENDARMERIE ROYALE | 2 474 000 |
| 4.2.1.1.0.34.011 | ETABLISSEMENT CENTRAL DE GESTION ET DE STOCKAGE DES MATERIELS | - |
| 4.2.1.1.0.34.012 | CENTRE MEDICO-CHIRURGICAL DES FORCES ARMEES ROYALES A ERRACHIDIA | 4 000 000 |
| | TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE | 362 474 000 |
| | HAUT COMMISSARIAT AU PLAN | |
| 4.2.1.1.0.42.001 | INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE ET D'ECONOMIE APPLIQUEE | 14 850 000 |
| 4.2.1.1.0.42.002 | CENTRE NATIONAL DE DOCUMENTATION | 2 161 000 |
| 4.2.1.1.0.42.003 | ECOLE DES SCIENCES DE L'INFORMATION | 2 740 000 |
| | TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU HAUT COMMISSARIAT AU PLAN | 19 751 000 |
| | MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE NATIONAL, DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE | |
| 4.2.1.1.0.46.001 | ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE DE RABAT | 8 732 000 |
| 4.2.1.1.0.46.002 | INSTITUT NATIONAL D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME | 2 330 000 |
| 4.2.1.1.0.46.005 | ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE DE MARRAKECH | 3 420 000 |
| 4.2.1.1.0.46.006 | ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE D'OUJDA | 1 086 000 |
| 4.2.1.1.0.46.007 | ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE D'AGADIR | 1 086 000 |
| | TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE NATIONAL, DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE | 16 654 000 |
| | DELEGATION GENERALE A L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET A LA REINSERTION | |
| 4.2.1.1.0.51.001 | SERVICE DES UNITES DE FORMATION ARTISTIQUE ET ARTISANALE | 5 500 000 |
| | TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU DELEGATION GENERALE A L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET A LA REINSERTION | 5 500 000 |
| | TOTAL GENERAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SERVICES DE L'ETAT GERES DE MANIERE AUTONOME | 1 746 102 000 |

TABLEAU (F)
(Article 48)
REPARTITION, PAR MINISTERE OU INSTITUTION, DES DEPENSES
D'INVESTISSEMENT DES SERVICES DE L'ETAT GERES DE MANIERE AUTONOME
POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 2024
(En dirhams)

| Code | Désignation | Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2024 | Crédits d'engagement pour 2025 et suivants | TOTAL |
|------------------|---|--|--|-------------------|
| | CHEF DU GOUVERNEMENT | | | |
| 4.2.2.2.0.04.001 | ROYAL GOLF DAR ES SALAM | - | - | - |
| | TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU CHEF DU GOUVERNEMENT | - | - | - |
| | MINISTERE DE LA JUSTICE | | | |
| 4.2.2.2.0.06.002 | CENTRE DE PUBLICATION ET DE DOCUMENTATION JUDICIAIRE DE LA COUR DE CASSATION | - | - | - |
| | TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE LA JUSTICE | - | - | - |
| | MINISTERE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DE LA COOPÉRATION AFRICAINE ET DES MAROCAINS RÉSIDANT A L'ETRANGER | | | |
| 4.2.2.2.0.07.002 | DIRECTION DES AFFAIRES CONSULAIRES ET SOCIALES | - | - | - |
| | TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DE LA COOPÉRATION AFRICAINE ET DES MAROCAINS RÉSIDANT A L'ETRANGER | - | - | - |
| | MINISTERE DE L'INTERIEUR | | | |
| 4.2.2.2.0.08.018 | DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES ET DE LA TRANSFORMATION DIGITALE | - | - | - |
| | TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'INTERIEUR | - | - | - |
| | MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DU PRESCLAIRE ET DES SPORTS | | | |
| 4.2.2.2.0.11.003 | DIVISION DES STRATEGIES DE FORMATION | - | - | - |
| 4.2.2.2.0.11.004 | COMPLEXE SPORTIF MOHAMMED V DE CASABLANCA ET BASE NAUTIQUE DE MOHAMMADIA | 3 000 000 | - | 3 000 000 |
| 4.2.2.2.0.11.005 | SERVICE DU CONTROLE DES ETABLISSEMENTS ET DES SALLES SPORTIVES | 5 000 000 | - | 5 000 000 |
| 4.2.2.2.0.11.006 | INSTITUT ROYAL DE FORMATION DES CADRES DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS | 3 000 000 | - | 3 000 000 |
| | TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DU PRESCLAIRE ET DES SPORTS | 11 000 000 | - | 11 000 000 |

| Code | Désignation | Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2024 | Crédits d'engagement pour 2025 et suivants | TOTAL |
|------------------|--|--|--|---------|
| | MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA PROTECTION SOCIALE | | | |
| 4.2.2.2.0.12.001 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL OUARZAZATE | 800 000 | - | 800 000 |
| 4.2.2.2.0.12.002 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL INEZGANE-AIT MELLOUL | 600 000 | - | 600 000 |
| 4.2.2.2.0.12.003 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAROUDANT | 600 000 | - | 600 000 |
| 4.2.2.2.0.12.004 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TIZNIT | 900 000 | - | 900 000 |
| 4.2.2.2.0.12.005 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL EL KELAA DES SRAGHNA | 700 000 | - | 700 000 |
| 4.2.2.2.0.12.006 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ESSAOUIRA | 400 000 | - | 400 000 |
| 4.2.2.2.0.12.007 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL EL JADIDA | 500 000 | - | 500 000 |
| 4.2.2.2.0.12.008 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SAFI | 900 000 | - | 900 000 |
| 4.2.2.2.0.12.009 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KHOURIBGA | 700 000 | - | 700 000 |
| 4.2.2.2.0.12.010 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SETTAT | 600 000 | - | 600 000 |
| 4.2.2.2.0.12.012 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BOULEMANE | 500 000 | - | 500 000 |
| 4.2.2.2.0.12.013 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SEFROU | 400 000 | - | 400 000 |
| 4.2.2.2.0.12.014 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KENITRA | 800 000 | - | 800 000 |
| 4.2.2.2.0.12.015 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SIDI KACEM | 600 000 | - | 600 000 |
| 4.2.2.2.0.12.016 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL CHEFCHAOUEN | 500 000 | - | 500 000 |
| 4.2.2.2.0.12.017 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL LARACHE | 800 000 | - | 800 000 |
| 4.2.2.2.0.12.018 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE TANGER | 900 000 | - | 900 000 |
| 4.2.2.2.0.12.019 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TETOUAN | 900 000 | - | 900 000 |
| 4.2.2.2.0.12.020 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'ERRACHIDIA | 900 000 | - | 900 000 |
| 4.2.2.2.0.12.021 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL IFRANE | 300 000 | - | 300 000 |
| 4.2.2.2.0.12.022 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KHENIFRA | - | - | - |
| 4.2.2.2.0.12.023 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL AL HOCEIMA | 700 000 | - | 700 000 |
| 4.2.2.2.0.12.024 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAZA | 800 000 | - | 800 000 |
| 4.2.2.2.0.12.025 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL FIGUIG | 400 000 | - | 400 000 |
| 4.2.2.2.0.12.026 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL NADOR | 700 000 | - | 700 000 |
| 4.2.2.2.0.12.027 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BERKANE | 400 000 | - | 400 000 |

| Code | Désignation | Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2024 | Crédits d'engagement pour 2025 et suivants | TOTAL |
|------------------|--|--|--|------------|
| 4.2.2.2.0.12.028 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'OUED-ED-DAHAB | 400 000 | - | 400 000 |
| 4.2.2.2.0.12.029 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE LAAYOUNE | 900 000 | - | 900 000 |
| 4.2.2.2.0.12.030 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAN-TAN | 400 000 | - | 400 000 |
| 4.2.2.2.0.12.031 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE BENI MELLAL | 700 000 | - | 700 000 |
| 4.2.2.2.0.12.032 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'AGADIR | 800 000 | - | 800 000 |
| 4.2.2.2.0.12.033 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE MARRAKECH | 700 000 | - | 700 000 |
| 4.2.2.2.0.12.035 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS AIN SEBAA HAY MOHAMMADI | 600 000 | - | 600 000 |
| 4.2.2.2.0.12.036 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS EL FIDA MERS SOLTANE | 600 000 | - | 600 000 |
| 4.2.2.2.0.12.037 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS MOULAY RACHID | 600 000 | - | 600 000 |
| 4.2.2.2.0.12.038 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE CASABLANCA | 800 000 | - | 800 000 |
| 4.2.2.2.0.12.039 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL MOHAMMEDIA | 400 000 | - | 400 000 |
| 4.2.2.2.0.12.040 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL SALE | - | - | - |
| 4.2.2.2.0.12.041 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL SKHIRAT TEMARA | - | - | - |
| 4.2.2.2.0.12.042 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KHEMISSSET | 700 000 | - | 700 000 |
| 4.2.2.2.0.12.045 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL MEKNES | 900 000 | - | 900 000 |
| 4.2.2.2.0.12.046 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'OUJDA | 800 000 | - | 800 000 |
| 4.2.2.2.0.12.047 | CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE ET D'HEMATOLOGIE | 10 000 000 | - | 10 000 000 |
| 4.2.2.2.0.12.048 | CENTRE REGIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE-CASABLANCA | - | - | - |
| 4.2.2.2.0.12.049 | INSTITUT NATIONAL D'HYGIENE | 16 000 000 | - | 16 000 000 |
| 4.2.2.2.0.12.050 | CENTRE NATIONAL DE RADIOPROTECTION | 3 500 000 | - | 3 500 000 |
| 4.2.2.2.0.12.051 | DIRECTION DU MEDICAMENT ET DE LA PHARMACIE | 9 500 000 | - | 9 500 000 |
| 4.2.2.2.0.12.052 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL CHICHAOUA | 400 000 | - | 400 000 |
| 4.2.2.2.0.12.053 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENT HAY HASSANI | 500 000 | - | 500 000 |
| 4.2.2.2.0.12.054 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAOUNATE | 400 000 | - | 400 000 |
| 4.2.2.2.0.12.055 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE RABAT | 400 000 | - | 400 000 |

| Code | Désignation | Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2024 | Crédits d'engagement pour 2025 et suivants | TOTAL |
|------------------|---|--|--|-----------|
| 4.2.2.2.0.12.056 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAOURIRT | 400 000 | - | 400 000 |
| 4.2.2.2.0.12.057 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL CHTOUKA AIT BAHA | 400 000 | - | 400 000 |
| 4.2.2.2.0.12.058 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENT AIN CHOCK | 400 000 | - | 400 000 |
| 4.2.2.2.0.12.059 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BENSLIMANE | 400 000 | - | 400 000 |
| 4.2.2.2.0.12.060 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TATA | 400 000 | - | 400 000 |
| 4.2.2.2.0.12.061 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL AL HAOUZ | 400 000 | - | 400 000 |
| 4.2.2.2.0.12.062 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ZAGORA | 400 000 | - | 400 000 |
| 4.2.2.2.0.12.063 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BOUJDOUR | 400 000 | - | 400 000 |
| 4.2.2.2.0.12.064 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ASSA ZAQ | 400 000 | - | 400 000 |
| 4.2.2.2.0.12.065 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE GUELMIM | 500 000 | - | 500 000 |
| 4.2.2.2.0.12.066 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ESSMARA | 400 000 | - | 400 000 |
| 4.2.2.2.0.12.067 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS SIDI BERNOUSSI | 400 000 | - | 400 000 |
| 4.2.2.2.0.12.068 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL NOUACEUR | 400 000 | - | 400 000 |
| 4.2.2.2.0.12.069 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL AZILAL | 400 000 | - | 400 000 |
| 4.2.2.2.0.12.070 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL EL HAJEB | 400 000 | - | 400 000 |
| 4.2.2.2.0.12.071 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL M'DIQ FNIDEQ | 400 000 | - | 400 000 |
| 4.2.2.2.0.12.072 | ECOLE NATIONALE DE SANTE PUBLIQUE | 5 000 000 | - | 5 000 000 |
| 4.2.2.2.0.12.073 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL JRADA | 400 000 | - | 400 000 |
| 4.2.2.2.0.12.074 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS DE BEN M'SICK | 400 000 | - | 400 000 |
| 4.2.2.2.0.12.075 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE FES | 1 200 000 | - | 1 200 000 |
| 4.2.2.2.0.12.076 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TINGHIR | 400 000 | - | 400 000 |
| 4.2.2.2.0.12.077 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SIDI IFNI | 400 000 | - | 400 000 |
| 4.2.2.2.0.12.078 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SIDI SLIMANE | 400 000 | - | 400 000 |
| 4.2.2.2.0.12.079 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL OUEZZANE | 400 000 | - | 400 000 |
| 4.2.2.2.0.12.080 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BERRECHID | 600 000 | - | 600 000 |
| 4.2.2.2.0.12.081 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL RHAMNA | 400 000 | - | 400 000 |
| 4.2.2.2.0.12.082 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SIDI BENNOUR | 400 000 | - | 400 000 |

| Code | Désignation | Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2024 | Crédits d'engagement pour 2025 et suivants | TOTAL |
|------------------|---|--|--|-------------------|
| 4.2.2.2.0.12.083 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL YOUSOUFIA | 400 000 | - | 400 000 |
| 4.2.2.2.0.12.084 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL FKIH BEN SALAH | 400 000 | - | 400 000 |
| 4.2.2.2.0.12.085 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL MIDELT | - | - | - |
| 4.2.2.2.0.12.086 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL GUERCIF | 400 000 | - | 400 000 |
| 4.2.2.2.0.12.087 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL MADIOUNA | - | - | - |
| | TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA PROTECTION SOCIALE | 84 000 000 | - | 84 000 000 |
| | MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES | | | |
| 4.2.2.2.0.13.003 | SEGMA CHARGE DE LA PRIVATISATION | - | - | - |
| 4.2.2.2.0.13.005 | TRESORERIE GENERALE DU ROYAUME | - | - | - |
| 4.2.2.2.0.13.006 | DIVISION ADMINISTRATIVE | 9 000 000 | - | 9 000 000 |
| 4.2.2.2.0.13.007 | ADMINISTRATION DES DOUANES ET IMPOTS INDIRECTS | - | - | - |
| | TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES | 9 000 000 | - | 9 000 000 |
| | MINISTERE DU TOURISME, DE L'ARTISANAT ET DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE | | | |
| 4.2.2.2.0.14.001 | INSTITUT SUPERIEUR INTERNATIONAL DU TOURISME DE TANGER | 1 000 000 | - | 1 000 000 |
| 4.2.2.2.0.14.008 | INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - OUARZAZATE | 788 000 | - | 788 000 |
| 4.2.2.2.0.14.011 | INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - TANGER | 750 000 | - | 750 000 |
| 4.2.2.2.0.14.015 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE DE TOUARGA - RABAT | 875 000 | - | 875 000 |
| 4.2.2.2.0.14.018 | INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS FES | 60 000 | - | 60 000 |
| 4.2.2.2.0.14.019 | INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS MARRAKECH | 60 000 | - | 60 000 |
| 4.2.2.2.0.14.020 | INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS MEKNES | 60 000 | - | 60 000 |
| 4.2.2.2.0.14.021 | INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS RABAT | 60 000 | - | 60 000 |
| 4.2.2.2.0.14.022 | INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS OUARZAZATE | 60 000 | - | 60 000 |

| Code | Désignation | Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2024 | Crédits d'engagement pour 2025 et suivants | TOTAL |
|------------------|---|--|--|------------------|
| 4.2.2.2.0.14.023 | INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS INEZGANE | 60 000 | - | 60 000 |
| | TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DU TOURISME, DE L'ARTISANAT ET DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE | 3 773 000 | - | 3 773 000 |
| | SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT | | | |
| 4.2.2.2.0.16.001 | DIRECTION DE L'IMPRIMERIE OFFICIELLE | - | - | - |
| | TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT | - | - | - |
| | MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'EAU | | | |
| 4.2.2.2.0.17.002 | CENTRE NATIONAL D'ETUDES ET DE RECHERCHES ROUTIERES | 4 000 000 | 2 000 000 | 6 000 000 |
| 4.2.2.2.0.17.003 | SERVICE DU RESEAU DES SERVICES DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL | 1 000 000 | - | 1 000 000 |
| 4.2.2.2.0.17.004 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE FES | 1 000 000 | - | 1 000 000 |
| 4.2.2.2.0.17.005 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE RABAT | 1 000 000 | - | 1 000 000 |
| 4.2.2.2.0.17.006 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE MARRAKECH | 1 500 000 | - | 1 500 000 |
| 4.2.2.2.0.17.007 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE MEKNES | - | - | - |
| 4.2.2.2.0.17.008 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL D'OUJDA | 1 000 000 | - | 1 000 000 |
| 4.2.2.2.0.17.009 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE CASABLANCA | 1 000 000 | - | 1 000 000 |
| 4.2.2.2.0.17.010 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL D'AGADIR | 3 500 000 | - | 3 500 000 |
| 4.2.2.2.0.17.011 | INSTITUT DE FORMATION AUX ENGIN ET A L'ENTRETIEN ROUTIER | 1 000 000 | - | 1 000 000 |
| 4.2.2.2.0.17.014 | SERVICE DE LA FORMATION CONTINUE | 300 000 | - | 300 000 |
| 4.2.2.2.0.17.019 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE LAAYOUNE | 500 000 | - | 500 000 |
| 4.2.2.2.0.17.020 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE TANGER | 500 000 | - | 500 000 |
| 4.2.2.2.0.17.021 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE BENI MELLAL | 500 000 | - | 500 000 |
| 4.2.2.2.0.17.022 | DIRECTION GENERALE DE LA METEOROLOGIE | 48 000 000 | 62 000 000 | 110 000 000 |

| Code | Désignation | Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2024 | Crédits d'engagement pour 2025 et suivants | TOTAL |
|------------------|--|--|--|--------------------|
| 4.2.2.2.0.17.023 | SERVICE DE GESTION DES CHANTIERS | 3 000 000 | - | 3 000 000 |
| | TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'EAU | 67 800 000 | 64 000 000 | 131 800 000 |
| | MINISTERE DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE | | | |
| 4.2.2.2.0.18.001 | INSTITUT SUPERIEUR D'ETUDES MARITIMES | 10 000 000 | 22 000 000 | 32 000 000 |
| 4.2.2.2.0.18.002 | DIRECTION DE LA MARINE MARCHANDE | 4 500 000 | - | 4 500 000 |
| 4.2.2.2.0.18.003 | DIRECTION GENERALE DE L'AVIATION CIVILE | 35 000 000 | 10 000 000 | 45 000 000 |
| | TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE | 49 500 000 | 32 000 000 | 81 500 000 |
| | MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA PECHE MARITIME, DU DEVELOPPEMENT RURAL ET DES EAUX ET FORETS | | | |
| 4.2.2.2.0.20.001 | INSTITUT DES TECHNICIENS SPECIALISES EN MECANIQUE AGRICOLE ET EQUIPEMENT RURAL DE BOUKNADEL - SALE | - | - | - |
| 4.2.2.2.0.20.002 | INSTITUT ROYAL DES TECHNICIENS SPECIALISES EN ELEVAGE DE FOUARAT- KENITRA | - | - | - |
| 4.2.2.2.0.20.003 | INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE LA CHAOUIA | - | - | - |
| 4.2.2.2.0.20.004 | INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE TIFLET | - | - | - |
| 4.2.2.2.0.20.005 | INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE SAHEL BOUTAHAR | - | - | - |
| 4.2.2.2.0.20.006 | ECOLE D'AGRICULTURE DE TEMARA | - | - | - |
| 4.2.2.2.0.20.007 | DIVISION DE LA DURABILITE ET AMENAGEMENT DES RESSOURCES MARITIMES | 2 000 000 | - | 2 000 000 |
| 4.2.2.2.0.20.008 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - AL HOCEIMA | 400 000 | - | 400 000 |
| 4.2.2.2.0.20.009 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - SAFI | 700 000 | - | 700 000 |
| 4.2.2.2.0.20.010 | INSTITUT SUPERIEUR DES PECHEES MARITIMES | 4 250 000 | - | 4 250 000 |
| 4.2.2.2.0.20.011 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - TAN TAN | 760 000 | - | 760 000 |
| 4.2.2.2.0.20.012 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - LARACHE | 880 000 | - | 880 000 |
| 4.2.2.2.0.20.013 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - LAAYOUNE - | 1 575 000 | - | 1 575 000 |
| 4.2.2.2.0.20.014 | ECOLE NATIONALE FORESTIERE D'INGENIEURS | 4 000 000 | - | 4 000 000 |

| Code | Désignation | Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2024 | Crédits d'engagement pour 2025 et suivants | TOTAL |
|------------------|--|--|--|-------------------|
| 4.2.2.2.0.20.015 | SERVICE DES LYCEES AGRICOLES | 10 400 000 | - | 10 400 000 |
| | TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA PECHE MARITIME, DU DEVELOPPEMENT RURAL ET DES EAUX ET FORETS | 24 965 000 | - | 24 965 000 |
| | MINISTERE DES HABOUS ET DES AFFAIRES ISLAMIQUES | | | |
| 4.2.2.2.0.23.001 | DIVISION DU PELERINAGE | - | - | - |
| 4.2.2.2.0.23.002 | MUSÉE MOHAMMED VI POUR LA CIVILISATION DE L'EAU AU MAROC | - | - | - |
| | TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DES HABOUS ET DES AFFAIRES ISLAMIQUES | - | - | - |
| | MINISTERE DE LA TRANSITION ENERGETIQUE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE | | | |
| 4.2.2.2.0.27.001 | INSTITUT DES MINES DE TOUISSIT | 980 000 | - | 980 000 |
| 4.2.2.2.0.27.002 | INSTITUT DES MINES DE MARRAKECH | 1 780 000 | - | 1 780 000 |
| 4.2.2.2.0.27.004 | LABORATOIRE NATIONAL DES ETUDES ET DE SURVEILLANCE DE LA POLLUTION | 1 500 000 | - | 1 500 000 |
| | TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE LA TRANSITION ENERGETIQUE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE | 4 260 000 | - | 4 260 000 |
| | MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION | | | |
| 4.2.2.2.0.29.001 | IMPRIMERIE DAR AL MANAHIL | - | - | - |
| 4.2.2.2.0.29.007 | COMPLEXE MOULAY RACHID DE LA JEUNESSE ET DE L'ENFANCE DE BOUZHKA | 3 000 000 | - | 3 000 000 |
| 4.2.2.2.0.29.008 | INSTITUT SUPERIEUR DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION | 3 610 000 | - | 3 610 000 |
| 4.2.2.2.0.29.009 | INSTITUT SUPERIEUR DES METIERS DE L'AUDIO-VISUEL ET DU CINEMA | 6 500 000 | - | 6 500 000 |
| | TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION | 13 110 000 | - | 13 110 000 |

| Code | Désignation | Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2024 | Crédits d'engagement pour 2025 et suivants | TOTAL |
|------------------|--|--|--|------------------|
| | MINISTERE DE L'INCLUSION ECONOMIQUE, DE LA PETITE ENTREPRISE, DE L'EMPLOI ET DES COMPETENCES | | | |
| 4.2.2.2.0.31.004 | DIVISION DE LA FORMATION | 200 000 | - | 200 000 |
| | TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'INCLUSION ECONOMIQUE, DE LA PETITE ENTREPRISE, DE L'EMPLOI ET DES COMPETENCES | 200 000 | - | 200 000 |
| | ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE | | | |
| 4.2.2.2.0.34.001 | CENTRE ROYAL DE TELEDETECTION SPACIALE | 3 000 000 | - | 3 000 000 |
| 4.2.2.2.0.34.002 | HOPITAL MILITAIRE D'INSTRUCTION MOHAMMED V A RABAT | - | - | - |
| 4.2.2.2.0.34.003 | HOPITAL MILITAIRE AVICENNE A MARRAKECH | - | - | - |
| 4.2.2.2.0.34.004 | HOPITAL MILITAIRE MOULAY ISMAIL A MEKNES | - | - | - |
| 4.2.2.2.0.34.005 | HOPITAL MILITAIRE HASSAN II A LAAYOUNE | - | - | - |
| 4.2.2.2.0.34.006 | HOPITAL MILITAIRE MOHAMMED VI A DAKHLA | - | - | - |
| 4.2.2.2.0.34.007 | HOPITAL MILITAIRE MOULAY EL HASSAN A GUELMIM | - | - | - |
| 4.2.2.2.0.34.008 | HOPITAL MILITAIRE OUED EDDAHAB A AGADIR | - | - | - |
| 4.2.2.2.0.34.009 | CENTRE MEDICO-CHIRURGICAL DES FORCES ARMEES ROYALES A ES-SMARA | - | - | - |
| 4.2.2.2.0.34.010 | UNITE DE FABRICATION DE MASQUES DE LA GENDARMERIE ROYALE | - | - | - |
| 4.2.2.2.0.34.011 | ETABLISSEMENT CENTRAL DE GESTION ET DE STOCKAGE DES MATERIELS | - | - | - |
| 4.2.2.2.0.34.012 | CENTRE MEDICO-CHIRURGICAL DES FORCES ARMEES ROYALES A ERRACHIDIA | - | - | - |
| | TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE | 3 000 000 | - | 3 000 000 |
| | HAUT COMMISSARIAT AU PLAN | | | |
| 4.2.2.2.0.42.001 | INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE ET D'ECONOMIE APPLIQUEE | 3 000 000 | - | 3 000 000 |
| 4.2.2.2.0.42.002 | CENTRE NATIONAL DE DOCUMENTATION | 3 000 000 | - | 3 000 000 |
| 4.2.2.2.0.42.003 | ECOLE DES SCIENCES DE L'INFORMATION | 2 700 000 | - | 2 700 000 |
| | TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU HAUT COMMISSARIAT AU PLAN | 8 700 000 | - | 8 700 000 |

| Code | Désignation | Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2024 | Crédits d'engagement pour 2025 et suivants | TOTAL |
|------------------|--|--|--|--------------------|
| | MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE NATIONAL, DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE | | | |
| 4.2.2.2.0.46.001 | ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE DE RABAT | 2 100 000 | - | 2 100 000 |
| 4.2.2.2.0.46.002 | INSTITUT NATIONAL D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME | 1 500 000 | - | 1 500 000 |
| 4.2.2.2.0.46.005 | ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE DE MARRAKECH | 1 400 000 | - | 1 400 000 |
| 4.2.2.2.0.46.006 | ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE D'OUJDA | 1 000 000 | - | 1 000 000 |
| 4.2.2.2.0.46.007 | ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE D'AGADIR | 1 000 000 | - | 1 000 000 |
| | TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE NATIONAL, DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE | 7 000 000 | - | 7 000 000 |
| | DELEGATION GENERALE A L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET A LA REINSERTION | | | |
| 4.2.2.2.0.51.001 | SERVICE DES UNITES DE FORMATION ARTISTIQUE ET ARTISANALE | - | - | - |
| | TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU DELEGATION GENERALE A L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET A LA REINSERTION | - | - | - |
| | TOTAL GENERAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SERVICES DE L'ETAT GERES DE MANIERE AUTONOME | 286 308 000 | 96 000 000 | 382 308 000 |

TABLEAU (G)
(Article 49)
DEPENSES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 2024
(En dirhams)

| Code | Désignation des comptes | Dépenses pour l'année budgétaire 2024 |
|------------------|--|---|
| | 3.1- COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE | |
| 3.2.0.0.1.00.001 | Fonds spécial des prélèvements sur le pari mutuel | 90 000 000 |
| 3.2.0.0.1.00.002 | Fonds spécial pour la promotion du système d'éducation et de formation et l'amélioration de sa qualité | Mémoire |
| 3.2.0.0.1.00.003 | Fonds de soutien aux services de la concurrence, du contrôle, de la protection du consommateur, de la régulation du marché et des stocks de sécurité | 5 000 000 |
| 3.2.0.0.1.00.005 | Fonds pour la promotion de l'emploi des jeunes | 888 000 000 |
| 3.2.0.0.1.00.006 | Fonds d'accompagnement des réformes du transport routier urbain et interurbain | 2 914 000 000 |
| 3.2.0.0.1.04.005 | Fonds de service universel de télécommunications | 200 000 000 |
| 3.2.0.0.1.04.006 | Fonds de soutien à l'initiative nationale pour le développement humain | 2 600 000 000 |
| 3.2.0.0.1.04.007 | Fonds de mise à niveau sociale | 10 000 000 |
| 3.2.0.0.1.04.008 | Fonds de promotion des investissements | 3 353 000 000 |
| 3.2.0.0.1.06.001 | Fonds spécial pour le soutien des juridictions | 400 000 000 |
| 3.2.0.0.1.06.002 | Fonds d'entraide familiale | Mémoire |
| 3.2.0.0.1.07.001 | Fonds spécial de soutien à l'action culturelle et sociale au profit des marocains résidant à l'étranger et des affaires de la migration | 25 000 000 |
| 3.2.0.0.1.08.004 | Part des collectivités territoriales dans le produit de la T.V.A | 40 691 764 000 |
| 3.2.0.0.1.08.005 | Fonds spécial pour la promotion et le soutien de la Protection Civile | 200 000 000 |
| 3.2.0.0.1.08.006 | Fonds spécial relatif au produit des parts d'impôts affectées aux régions | 9 000 000 000 |
| 3.2.0.0.1.08.008 | Financement des dépenses d'équipement et de la lutte contre le chômage | 1 500 000 000 |
| 3.2.0.0.1.08.009 | Fonds de soutien à la sûreté nationale | 30 000 000 |
| 3.2.0.0.1.08.010 | Fonds spécial pour la mise en place des titres identitaires électroniques et des titres de voyage | 463 927 000 |
| 3.2.0.0.1.08.011 | Fonds d'assainissement liquide et solide et d'épuration des eaux usées et leur réutilisation | 1 700 000 000 |
| 3.2.0.0.1.08.012 | Fonds de lutte contre les effets des catastrophes naturelles | 400 000 000 |
| 3.2.0.0.1.08.013 | Fonds de solidarité interrégionale | 1 000 000 000 |
| 3.2.0.0.1.10.001 | Fonds national de soutien à la recherche scientifique et au développement technologique | 42 500 000 |
| 3.2.0.0.1.11.003 | Fonds national du développement du sport | 800 000 000 |
| 3.2.0.0.1.12.001 | Fonds spécial de la pharmacie centrale | 1 220 000 000 |
| 3.2.0.0.1.13.003 | Fonds de remploi domanial | 1 500 000 000 |
| 3.2.0.0.1.13.004 | Fonds spécial du produit des loteries | 80 000 000 |

| Code | Désignation des comptes | Dépenses pour l'année budgétaire 2024 |
|------------------|---|---------------------------------------|
| 3.2.0.0.1.13.008 | Masse des services financiers | 350 000 000 |
| 3.2.0.0.1.13.009 | Fonds de la réforme agraire | 5 000 000 |
| 3.2.0.0.1.13.012 | Bénéfices et pertes de conversion sur les dépenses publiques en devises étrangères | Mémoire |
| 3.2.0.0.1.13.017 | Fonds spécial de la zakat | Mémoire |
| 3.2.0.0.1.13.018 | Fonds de solidarité des assurances | 600 000 000 |
| 3.2.0.0.1.13.021 | Fonds de soutien des prix de certains produits alimentaires | 600 000 000 |
| 3.2.0.0.1.13.022 | Fonds de gestion des risques afférents aux emprunts des tiers garantis par l'Etat | 58 141 000 |
| 3.2.0.0.1.13.024 | Fonds d'appui à la protection sociale et à la cohésion sociale | 25 000 000 000 |
| 3.2.0.0.1.13.025 | Compte spécial des dons des pays du Conseil de coopération du Golfe | Mémoire |
| 3.2.0.0.1.13.026 | Fonds de lutte contre la fraude douanière | 800 000 000 |
| 3.2.0.0.1.13.027 | Fonds provenant des dépôts au Trésor | 360 000 000 |
| 3.2.0.0.1.13.028 | Fonds d'appui au financement de l'entrepreneuriat | Mémoire |
| 3.2.0.0.1.13.030 | Fonds spécial pour la gestion de la pandémie du Coronavirus "Le Covid-19" | Mémoire |
| 3.2.0.0.1.13.032 | Fonds spécial pour la gestion des effets du tremblement de terre ayant touché le Royaume du Maroc | 15 000 000 000 |
| 3.2.0.0.1.17.001 | Fonds spécial routier | 2 850 000 000 |
| 3.2.0.0.1.17.003 | Fonds de délimitation, de préservation et de valorisation du domaine public maritime et portuaire | 16 000 000 |
| 3.2.0.0.1.20.005 | Fonds de développement agricole | 4 200 000 000 |
| 3.2.0.0.1.20.006 | Fonds de développement de la pêche maritime | 80 000 000 |
| 3.2.0.0.1.20.007 | Fonds pour le développement rural et des zones de montagne | 2 000 000 000 |
| 3.2.0.0.1.20.008 | Fonds national forestier | 750 000 000 |
| 3.2.0.0.1.20.009 | Fonds de la chasse et de la pêche continentale | 30 000 000 |
| 3.2.0.0.1.27.002 | Fonds national pour la protection de l'environnement et du développement durable | 150 000 000 |
| 3.2.0.0.1.27.003 | Fonds de développement énergétique | Mémoire |
| 3.2.0.0.1.29.001 | Fonds national pour l'action culturelle | 60 000 000 |
| 3.2.0.0.1.29.004 | Fonds pour la promotion du paysage audiovisuel et des annonces et de l'édition publique | 370 000 000 |
| 3.2.0.0.1.33.001 | Fonds de modernisation de l'administration publique, d'appui à la transition numérique et à l'utilisation de l'amazighe | 1 699 500 000 |
| 3.2.0.0.1.34.001 | Fonds de participation des Forces Armées Royales aux missions de paix, aux actions humanitaires et de soutien au titre de la coopération internationale | 200 000 000 |

| Code | Désignation des comptes | Dépenses pour l'année budgétaire 2024 |
|------------------|---|---------------------------------------|
| 3.2.0.0.1.34.002 | Fonds de soutien à la Gendarmerie Royale | 50 000 000 |
| 3.2.0.0.1.46.001 | Fonds solidarité pour le soutien au logement, d'habitat et intégration urbaine | 2 000 000 000 |
| 3.2.0.0.1.51.001 | Fonds spécial pour le soutien de l'administration et des établissements pénitentiaires | 150 000 000 |
| | TOTAL DES DEPENSES DES COMPTES D'AFFECTION SPECIALE | 126 491 832 000 |
| | 3.4- COMPTES D'ADHESION AUX ORGANISMES INTERNATIONAUX | |
| 3.2.0.0.4.13.021 | Compte d'adhésion aux institutions de Bretton woods | 57 104 000 |
| 3.2.0.0.4.13.022 | Compte d'adhésion aux organismes arabes et islamiques | 56 896 000 |
| 3.2.0.0.4.13.023 | Compte d'adhésion aux institutions multilatérales | 695 126 000 |
| | TOTAL DES DEPENSES DES COMPTES D'ADHESION AUX ORGANISMES INTERNATIONAUX | 809 126 000 |
| | 3.5- COMPTES D'OPERATIONS MONETAIRES | |
| 3.2.0.0.5.13.001 | Différence de change sur ventes et achats de devises | Mémoire |
| 3.2.0.0.5.13.003 | Compte des opérations d'échanges de taux d'intérêt et de devises des emprunts extérieurs | Mémoire |
| | TOTAL DES DEPENSES DES COMPTES D'OPERATIONS MONETAIRES | Mémoire |
| | 3.7- COMPTES DE FINANCEMENT | |
| 3.2.0.0.7.13.017 | Prêts aux collectivités territoriales | Mémoire |
| 3.2.0.0.7.13.059 | Prêts à la Société marocaine d'assurance à l'exportation | Mémoire |
| 3.2.0.0.7.13.064 | Prêts aux établissements bancaires | Mémoire |
| 3.2.0.0.7.13.066 | Prêts à la société de financement "JAIDA" | Mémoire |
| | TOTAL DES DEPENSES DES COMPTES DE FINANCEMENT | Mémoire |
| | 3.9- COMPTES DE DEPENSES SUR DOTATIONS | |
| 3.2.0.0.9.04.002 | Dépenses particulières au développement des provinces sahariennes | Mémoire |
| 3.2.0.0.9.34.001 | Acquisition et réparation des matériels des Forces Armées Royales et soutien au développement de l'industrie de défense | 10 800 000 000 |
| 3.2.0.0.9.34.002 | Fonds de la Direction générale des études et de la documentation | Mémoire |
| 3.2.0.0.9.42.001 | Fonds de relations publiques | 500 000 |
| | TOTAL DES DEPENSES DES COMPTES DE DEPENSES SUR DOTATIONS | 10 800 500 000 |
| | TOTAL GENERAL DES DEPENSES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR | 138 101 458 000 |